

Le Monde

idées

Chacun de nous est une femme

par ANDRÉ LANGANEY (*)

Du point de vue génétique, les grands principes sont simples : chacun d'entre nous possède tout ce qu'il faut pour fabriquer un homme et une femme depuis sa conception. Le reste, l'exécution, est une affaire de choix, dont le premier a lieu lorsque le spermatozoïde de papa apporte son chromosome X (1), comme celui qui est toujours offert par maman, soit un chromosome Y, beaucoup plus petit. Un embryon humain qui ne possède pas de chromosome Y se développe selon le programme génétique « femme » : ses glandes sexuelles, après une période ambiguë, deviennent des ovaires. Puis ces ovaires sécrètent des hormones qui, selon un calendrier bien défini, féminisent l'individu tout au long de sa vie.

Au contraire, si le petit chromosome Y est présent, l'un des rares gènes qu'il porte envoie un signal au bout de quelques semaines de développement de l'embryon. Ce signal met en sommeil le programme « femme » et déclenche le programme « homme ». Les glandes sexuelles deviennent alors des testicules et sécrètent des hormones qui, selon un autre calendrier, tout aussi défini, masculinisent l'individu. Somme toute, sur le plan biologique, chacun de nous est une femme, à moins d'avoir été transformé en homme à temps.

Si les grands principes de la détermination biologique du sexe humain sont simples, leur mise en œuvre est beaucoup plus compliquée dans notre espèce que dans les autres. Nous ne parlerons pas, ici, de toutes les « erreurs » de la sexualisation biologique, tenant à des nombres anormaux de chromosomes ou bien à des perturbations de la sécrétion des hormones — trop, pas assez, ou pas au bon moment. Toutes ces anomalies, selon leur gravité, ont des conséquences qui vont de l'imperceptible à l'arrondissement mental, en passant par de nombreux cas d'intersexualité.

La complexité du cas humain vient de ce que le petit de l'homme doit acquiescer à la quasi-totalité de ses comportements par l'apprentissage, tandis que la plupart des animaux possèdent, grâce à un programme génétique beaucoup plus précis, un large répertoire de comportements innés qu'ils peuvent mettre en route sans les apprendre (2). Même dans les espèces qui apprennent certaines activités de leurs parents — pensons à la chasse des carnivores — il semble bien que les possibilités d'apprentissages sont très délimitées. Au contraire, chez l'homme, les choses les plus simples — les que marcher, manger et se comporter selon son sexe — doivent être apprises. Qui plus est, s'il existe peu de variations

Le rôle de l'expérience

A l'indétermination biologique du sexe social peut se comparer l'indétermination sociale du sexe individuel. A l'intérieur des sociétés les plus contraignantes, chaque individu vit son sexe de manière personnelle et peut encore réinterpréter le sexe que lui « proposent » ses gènes, ses hormones et son éducation. En dehors des gènes et des appareils génitaux, tout est contenu dans les variations qui font les différences entre les sexes. Les hormones sexuelles sont les mêmes, et ce sont leurs proportions qui font que l'on est plus ou moins homme ou plus ou moins femme. De même, les différences de comportements quotidiens et de goûts sont plutôt affaire de plus ou moins que de tout ou rien. Et les différences irréductibles d'activités relèvent plus souvent de l'arbitraire des cultures que de différences physiologiques qui ne sauraient être niées.

De nombreux travaux scientifiques ont cherché à étendre au domaine des aptitudes intellectuelles le champ des différences entre les sexes. Certains résultats, dont le plus part demandent confirmation, font état de différences entre hommes et femmes concernant les localisations cérébrales de certaines activités perceptives, motrices ou psychiques. De telles différences expliqueraient des faits connus depuis longtemps, tels que la moindre exposition des femmes aux risques d'aphasie ou leur fréquence supérieure dans les tests verbaux.

(*) Professeur à l'université de Genève.

Le sexe du cerveau

Violentes et nombreuses ont été les réactions de nos lectrices et lecteurs après la publication dans « le Monde » du 3 novembre du dossier intitulé « Le Sexe du cerveau ». Dans « le Monde » de la médecine » du 17 novembre, nous avons donné un premier aperçu du courrier reçu. Avec humour, la lettre de M^{me} Suzanne Lehn porte témoignage de la manière dont le dossier a pu être interprété. Mais, en définitive, au-delà d'une série d'articles essentiellement consacrés, comme le rappelle le docteur Claudine Escoffier-Lambiotte, à l'état de recherches d'ordre purement neurobiologique et endocrinologique, le maître mot, à propos d'une éventuelle différenciation sexuelle du cerveau, reste la prudence. Dans cet esprit, Albert Jacquard montre comment certaines extrapolations mal fondées peuvent aboutir à des résultats dénués de sens, et André Langaney met en évidence que ce que nous appelons notre sexe est le résultat d'une interaction complexe entre génétique, physiologique, social et personnel.

Les gènes et l'intelligence

par ALBERT JACQUARD (*)

J'APPRENDIS, grâce au Monde, que les aptitudes intellectuelles « exceptionnelles » de certains hommes ou de certaines femmes sont dues à un gène récessif porté par le chromosome X. Ce mécanisme explique pourquoi les hommes doués sont « et seront toujours » plus nombreux que les femmes douées. Voilà une découverte extraordinaire dont les conséquences sont tout à fait passionnantes. Citons-en quelques-unes : avec un tel déterminisme génétique, une femme exceptionnelle aura des fils qui seront tous, sans exception, exceptionnels, quelles que soient les caractéristiques du père ; quant à ses filles, elles seront toutes exceptionnelles si le père l'est et toutes ordinaires si le père est ordinaire. On peut aussi, grâce à un raisonnement probabiliste classique, calculer le rapport du nombre des femmes exceptionnelles au nombre des hommes exceptionnels : ce rapport est égal, conformément à la célèbre « loi de Hardy-Weinberg », bien connue des généticiens, à la fréquence des hommes exceptionnels dans la population ; supposons qu'il y ait en France vingt-cinq mille hommes exceptionnels, cette loi montre qu'il y aura donc vingt-cinq mille femmes exceptionnelles. C'est-à-dire un ensemble d'affirmations dépourvues de la moindre preuve, et même du moindre sens. Certes, la psychologue auteur de cette découverte riposterait que sa théorie n'est pas aussi rigoureuse que j'ai feint de le croire. Mais, si elle n'a pas le sens que j'ai développé, elle n'a pas de sens du tout.

Pour démontrer que la couleur verte des pois est liée à un gène récessif, Mendel a réalisé des centaines de croisements, dans des conditions contrôlées, à partir de souches pures. Combien de croisements entre femmes exceptionnelles et hommes plus ou moins ordinaires seraient nécessaires pour décider du

mécanisme de transmission de cette « exceptionnalité » ? La génétique est une discipline scientifique rigoureuse : pour préciser le lien entre un caractère manifesté par un individu (son phénotype) et le programme génétique dont il est doté (son génotype), des protocoles expérimentaux précis ont été mis au point. Ils sont toujours laborieux, longs et aboutissent à des résultats de rare cas à une conclusion claire. On a pu démontrer que les groupes sanguins tels que ABO ou rhesus, les systèmes immunologiques tels que HLA, sont sous la dépendance d'un ou de plusieurs couples de gènes ; et l'on parvient même à les situer très précisément sur tel chromosome.

Le support des facultés

Mais, dès qu'il s'agit de caractères un peu complexes, dont la manifestation résulte de l'interaction des apports du milieu et des informations génétiques, il est le plus souvent impossible de conclure. Un caractère aussi clairement définissable que la couleur de la peau est soumis, de toute évidence, à un déterminisme génétique ; mais ce déterminisme est encore inconnu. Malgré le nombre considérable d'observations réalisées, on est incapable de préciser le nombre de paires de gènes concernés. Pour progresser, les généticiens ont proposé divers concepts désignés par le terme « héritabilité » : mais ces concepts, de nature très délicate (1), décrivent des corrélations sans donner la moindre lumière sur les mécanismes qu'elles reflètent.

Ces difficultés sont particulièrement redoutables lorsque les caractères étudiés sont des facultés intellectuelles. Certes, le support de ces facultés, le système nerveux central, est réalisé à partir des informations génétiques ; ce sont nos gènes qui nous ont appris à fabriquer les neurones et les mille substances grâce auxquelles ils communiquent ; mais peuvent-ils avoir dirigé la structuration fine de ce système ? Le

contraste est grand entre la pauvreté relative du patrimoine génétique (quelques dizaines de milliers de gènes) et la fabuleuse richesse de nos structures cérébrales (environ mille milliards de neurones en contact). Pour résoudre ce paradoxe, des chercheurs comme J.-P. Changeux ou A. Danchin proposent le concept d'« épigénèse », c'est-à-dire « la transformation des éléments temporels apportés par les hasards de l'environnement en organisation génomique. L'environnement trace une empreinte dans l'enveloppe génétique » (2).

Un exemple de ce rôle de l'environnement dans la structuration cérébrale est fourni par les travaux du biologiste japonais Tsunoda dans un article, traduit en français, a été publié récemment par la revue Le Genre humain (3). Il a constaté que la localisation dans l'hémisphère droit ou dans l'hémisphère gauche du traitement des voyelles (ainsi que des sons ayant la même structure) dépend de la langue maternelle et non de la « race » : la localisation de ce réflexe résulte non de facteurs génétiques, mais de l'environnement linguistique.

Dans ces conditions, prétendre expliquer par l'action d'un unique gène (fut-il récessif et situé sur le chromosome X) les aptitudes « exceptionnelles » ne peut qu'être hautement fantaisiste. Les possibilités intellectuelles manifestées par un individu sont le résultat d'une longue aventure : le concept d'« intelligence potentielle » correspondant à l'utilisation optimale de l'outil cérébral fourni par la nature est finalement indéfinissable (4). Méfions-nous de mots tels que « les dons », ils se valent de tout sens dès que l'on cherche à les analyser.

Le rôle du scientifique n'est pas de camoufler par des mots apparemment savants et des formules apparemment mathématiques l'imprécision de sa vision ou l'imperfection de sa compréhension du réel. Il doit d'abord être clair.

(1) Cf. « Un mot caméléon », dans Le Genre humain, Fayard, n° 3, p. 147.
(2) A. Danchin, *Ordre et dynamique du vivant*, Le Seuil, 1978.
(3) Le Genre humain, Fayard, n° 3.
(4) Voir *Au péril de la science ?*, Le Seuil, 1982, p. 92.

Glorifier la différence

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

L'HYPOTHÈSE selon laquelle un certain nombre de « différences » physiologiques quelconques (au regard de la médiane caractéristique la majorité d'une population) pourraient être liées à l'apparition ou à la présence d'un gène récessif sur l'un des chromosomes X fait l'objet, en médecine clinique, d'une vérification quotidienne.

L'hémophilie, les plus graves myopathies, dont le caractère héréditaire est porté par le chromosome X des mâles mais ne s'exprime que chez les descendants mâles, en sont les exemples les plus connus. Toute interprétation génétique de phénomènes d'ordre non plus physiologique mais psychologique est, par essence, beaucoup plus aléatoire.

Nous avons indiqué que la surveillance de phénomènes intellectuels « extra-ordinaires », au sens propre du terme, pourrait être vraisemblablement liée à un mécanisme génétique du même ordre. Il ne s'agit, bien entendu, que d'une simple hypothèse, fréquemment débattue lors de multiples séminaires multidisciplinaires, à laquelle une coupe malencontreuse n'a pas conservé, comme il convenait, son caractère spéculatif et conditionnel.

Nous avons indiqué aussi, ce que peu de lecteurs semblent avoir remarqué, à propos du quotient intellectuel prétendument plus élevé des enfants imprégnés d'hormone mâle, que l'information de ces faits d'observation, huit ans après leur publication, montre avec quelle prudence il faut aborder, lorsqu'il s'agit des fonctions cérébrales et de l'esprit, l'extrême écheveau de l'inné et de l'acquis, du biologique et du sociologique.

Il est clair que cette imbrication tend à dissocier, pour toute étude concernant les fonctions cérébrales ou le comportement, la part revenant à l'héritage génétique et celle, majeure, qui incombe à la tradition, à l'éducation, aux influences socioculturelles.

La page, trop concise, du Monde de la médecine consacrée à certaines notions ou à certaines hypothèses sur la différenciation sexuelle et ses manifestations cérébrales, pouvait paraître déséquilibrée, car elle n'apportait à ce dernier « complot » un résumé de l'état actuel des recherches d'ordre purement neurobiologique ou endocrinologique.

Elle ne donnait, de « l'extrême écheveau du biologique et du sociologique » évoqué, que l'aspect biologique à verser au dossier de tous ceux qui s'intéressent à ces thèmes.

Il est nombreux, si l'on en juge par l'abondance et, très souvent, la violence des réactions qu'elle a provoquées.

Nombre de ces réactions, de source féminine, reflétant le sentiment d'injustice, d'inégalité des chances ou des possibilités d'expression culturelle que suscitent, à juste titre, tant le mépris dans lequel furent tenues les femmes et leurs aptitudes, jusqu'à des temps très récents, que les obstacles inacceptables dressés devant elles par la « moitié masculine du ciel et de la terre » (selon l'expression de Mao Zedong) qui détiennent toujours, et solidement, tous les pouvoirs comme l'indiquait l'encadré « l'indignité », qu'il eût fallu tirer « l'injustice ».

La singularité unique

Mais au-delà de ces réactions légitimes et du combat nécessaire et difficile contre « deux mille ans d'ascavage », c'est une querelle d'ordre non plus scientifique, mais politique, aux racines plus profondes encore, car plus universelles, qui évoque la polémique ainsi engagée.

« L'environnementalisme », ou doctrine selon laquelle toutes les aptitudes, quelles qu'elles soient, sont le fruit de l'éducation et de l'environnement, a gardé, pour la gauche communiste, valeur de dogme. A tel point que toute la biologie soviétique en fut annihilée durant près d'un demi-siècle, sous le règne du papa tout-puissant de l'« acquis » que fut Trofim Lysenko.

A l'opposé, la « droite », et singulièrement les militants dits « de la nouvelle droite » n'ont cessé de récupérer, de manière délibérément orientée, toutes les indications d'ordre biologique, si parcellaires fussent-elles, pour combattre le grand rêve socialiste de l'égalitarisme, et défendre avec acharnement le dogme d'un « fatalisme génétique », dont toute l'histoire de la science moderne pourtant qu'il ne cesse d'être battu en brèche.

Les excès de l'antiféminisme, et ceux, combien plus tragiques, du racisme ne font que traduire le scandaleuse interprétation, en terme d'« infériorité » ou d'« infériorité », de la « différence », quelle qu'elle soit.

Outre sa démonstration des effets indissociables de l'inné et de l'acquis, dans la constitution d'une personnalité, la biologie moderne ne cesse pourtant d'affirmer, chaque jour plus clairement, la singularité unique de chaque être humain, et le fait qu'aucun n'est semblable à un autre.

Les violentes réactions auxquelles se heurte le président Léopold Sédar Senghor lorsqu'il définit, affirme et revendique ce qu'il nomme la « négritude », traduisent cet état d'esprit et montrent que les plaies ouvertes, trop souvent hélas, au nom des interprétations fautiveuses données à quelques faiblesses scientifiques, sont loin d'être refermées.

Le jour n'est pas encore venu où grands et petits, Jaunes, Noirs ou Blancs, intellectuels ou manuels, hommes ou femmes, pourront revendiquer hautement et sereinement une « singularité », une « différence » que les systèmes éducatifs et politiques se devraient de prendre en compte et de glorifier, car elle constitue, au plan de l'évolution biologique et sociale, la plus grande richesse de l'espèce humaine.

CORRESPONDANCE

Un débat suspect

Apprendre que son cerveau est proche de celui du gorille, ce fait mal, faut-il se consoler à l'idée de représenter les lendemains génétiques qui chantent ? Mieux vaut se souvenir que le numéro précédent du Monde décrivait l'humour comme une voie de la sainteté.

Aussi, outre de plaisanteries, et répétitions inlassables que le débat sur le sexe du cerveau reste suspect, non seulement parce qu'il s'agit d'arguments scientifiques qui le colorent au goût du jour, et qu'il serait mal venu de discuter, se mêlent des accusations-clichés aussi vieilles que la domination mâle : les femmes sont dominées par leurs émotions et leurs hormones ; mais aussi parce que ce débat est orienté par sa finalité, qui est de justifier l'immémoriale « division du travail » et du pouvoir entre l'homme et la femme.

Il est évident qu'il existe bien des différences dans les modes de fonctionnement physiologique et psychique. Si des différences d'aptitude en résultent, ce qui reste à prouver, faut-il vraiment les examiner selon des critères exclusivement masculins ? Ainsi, les femmes ne contribuent pas aux progrès techniques et artistiques de l'humanité et ne peuvent produire d'individus doués d'un génie exceptionnel.

1) On peut penser que la pénétration progressive des femmes dans les métiers jusqu'à réservés aux hommes, même si elle est lente, et même si bien des blocages mentaux subsistent, permettra à celles-ci d'apporter leur contribution. La médecine est déjà largement féminisée : il y a des femmes professeurs de mathématiques et même pilotes de ligne. Golda Meïr, Mme Gandhi, Mme Thatcher ont eu de lointaines et non moins efficaces prédécesseurs : Elizabeth I^{re}, Catherine de Russie, Marie-Thérèse d'Autriche.

2) Faut-il se féliciter ou non qu'il n'y ait pas eu d'équivalent féminin de Napoléon, de Staline, ou de Hitler ? Il est vrai qu'il existe des femmes terroristes. Quant au problème du génie féminin entravé ou brisé, il a été illustré récemment par la biographie de Camille Claudel.

Si des hommes se prévalent de planer dans l'éther du raisonnement objectif, c'est tout simplement qu'ils disposent d'une aptitude supérieure à la moyenne. Hommes politiques de tous les pays, êtes-vous tous

par votre analyse objective des problèmes mondiaux et locaux ou par votre ambition et les plaisirs du pouvoir ? Répondez analytiquement.

Les femmes seraient conditionnées par la production cyclique de leurs hormones. Heureusement les hormones ont remplacé l'utérus, et on ne dit plus que les femmes sont hystériques (pas depuis très longtemps). Je ne me suis encore jamais aperçue que mon comportement se modifiait toutes les 30 ou 90 minutes, ou tous les 28 ou 30 jours.

Faut-il rappeler que le fonctionnement biologique est à caractère largement cyclique, même pour les activités humaines, alimentation, sommeil et veille... En-il faut-il être un peu plus cyclique que d'autres, surtout avec la mode croissante du vélo ?

SUZANNE LEHN
(Strasbourg).CHANEL — DIOR — HERMES — LANCOME — CARON
PATOU — CACHAREL — CHLOE

YVES SAINT LAURENT

ET TOUS LES PARFUMS DE MARQUE
ET PRODUITS DE BEAUTE

REMISE - 20 % SUR

FOULARDS, CRAVATES, MAROQUINERIE
PORCELAINE, CADEAUX

EDEN

3, Rue du Helder — PARIS — 770-80-69
(Angle boulevard des Italiens) Métro Opéra

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Un rapport de la C.I.A. fait état du développement régulier de l'économie soviétique

Washington. — Dans un rapport de quatre cents pages consacré à l'économie de l'U.R.S.S., la C.I.A. estime que, au cours des trois dernières décennies, le P.N.B. soviétique s'est accru au rythme annuel de 4,8 %. Mais le rapport précise que le taux de croissance est tombé au-dessous de 3 % ces dernières années par suite de mauvaises récoltes.

Publié le jour de Noël, le rapport n'a pas encore retenu l'attention des dirigeants politiques, ceux-ci ayant déserté la capitale. Mais il faut prévoir que ce document, commandé à la C.I.A. par la commission économique du Congrès, stimulera à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement le débat sur l'état exact et les perspectives de l'économie soviétique.

M. Reuss, représentant démocrate du Wisconsin, président de la commission, a ouvert le feu en soulignant que l'économie soviétique, loin d'être au bord d'un effondrement, comme l'affirment souvent les porte-parole officiels, avait accompli de grands progrès. « En dépit de problèmes permanents », a-t-il ajouté, « l'Union soviétique a connu un développement économique régulier, et le niveau de vie s'est amélioré au cours des trente dernières années ».

Le rapport est important, a déclaré M. Reuss, dans la mesure où, pour la première fois, la C.I.A. a utilisé une méthode lui permettant d'évaluer l'économie soviétique se-

Correspondance

lon les mêmes critères que ceux employés pour les économies occidentales. « Auparavant, a-t-il précisé, les analyses occidentales reposaient sur des statistiques et des méthodes de comptabilité soviétiques incomplètes ».

De toute évidence, M. Reuss et un certain nombre de démocrates veulent remettre en question un des thèmes majeurs des dirigeants républicains, justifiant leur attitude dure, notamment leur politique de sanctions à l'égard de l'Union soviétique. Cette stratégie, disent les démocrates, repose sur l'idée fausse que, l'Union soviétique étant au bord du chaos économique, l'Occident ne doit pas l'aider à sortir de ses difficultés à moins d'une compensation majeure sur le plan politique.

Dans sa présentation du rapport, M. Reuss a mis en évidence les points suivants :

1) La consommation réelle par tête d'habitant a augmenté de 3,5 % annuellement. Elle a triplé au cours des trente dernières années. Néanmoins, ces progrès ont diminué récemment, et il faut souligner que le niveau de vie soviétique reste bien inférieur à celui des Etats-Unis, du Japon et de la plupart des pays d'Europe, aussi bien de l'Ouest que de l'Est ;

2) Les progrès les plus significatifs ont été obtenus dans le secteur

des biens durables. Dans le domaine du logement, la défaillance est manifeste. L'espace habitable dans les grandes villes était, en 1980, encore inférieur à la norme minimale décidée par le gouvernement en 1928 ;

3) L'accroissement de la production des produits alimentaires a été faible, mais la qualité du régime alimentaire s'est améliorée, les consommateurs se détournant du pain et des pommes de terre pour les viandes et les produits laitiers. Mais là encore cette évolution s'est ralentie ces dernières années en raison des insuffisances de l'agriculture ;

4) Les structures de l'économie soviétique ont substantiellement changé depuis 1950, avec la diminution de la part de l'agriculture (tombant de 31 % en 1950 à 14 % en 1980) dans le P.N.B. L'industrie, par contre, est passée pour la même période de 20 % à 37 %. La part des services est tombée de 29 % à 20 %, évolution contraire à celle de la plupart des pays développés et qui traduit, selon la C.I.A., « une politique délibérée de freiner le développement des services ».

Pas d'accélération brutale des dépenses militaires

Le rapport de la C.I.A. va alimenter le débat sur l'attitude à prendre à l'égard des propositions de M. Andropov. A ce sujet, M. Reuss a souligné que les dépenses militaires soviétiques, maintenues à un taux d'accroissement de moins de 5 %, ne s'étaient pas brutalement accélérées depuis 1965. « Le rapport indique qu'un accord sur le désarmement soviétique que le nôtre », a-t-il dit. Le document donne des arguments à ceux qui, au sein de l'administration Reagan même, estiment qu'il faut aller au-delà du rejet catégorique et immédiat des propositions de M. Andropov. MM. Nitze, négociateur américain, et Eugene Rostow, directeur du département du contrôle des armements, n'auraient pas, dit-on, approuvé la première réaction, strictement négative. Mais les éléments modérés, qui estiment que le discours de M. Andropov ouvre la possibilité d'un marchandage nucléaire et qui recommandent que l'Occident fasse des contre-propositions en conséquence.

Les « durs », à commencer par M. Weinberger, secrétaire à la défense, et l'entourage du président pensent toujours que les Soviétiques ne négocieront sérieusement qu'une fois convaincus que les Occidentaux sont décidés à déployer les Pershing 2 et les missiles de croisière en Europe.

HENRI PIERRE.

ASIE

Afghanistan

La résistance reconnaît avoir subi récemment plusieurs revers

A l'occasion du troisième anniversaire de l'intervention soviétique, les autorités de Kaboul ont lancé une vaste opération afin de contrebalancer toute action de la résistance dans la capitale. Le nombre des forces régulières avait été doublé, selon un porte-parole de la résistance à Peshawar.

Trois Afghans accusés de fournir des informations à l'ambassade des Etats-Unis ont d'autre part été arrêtés. On a appris également à Peshawar que des membres de tribus de la province du Pakia avaient manifesté, la semaine dernière, devant le ministère des affaires frontalières et tribales contre de nouvelles mesures législatives qui ne les exemptent plus, comme à l'époque de la monarchie, du service militaire. En revanche, très peu d'Afghans — treize selon des informations en provenance de New-Delhi — ont protesté, comme chaque année depuis l'entrée des troupes soviétiques, de-

vant l'ambassade de l'U.R.S.S., le dimanche 26 décembre.

Selon les autorités, les attentats attribués à la résistance ont fait quarante morts à Kaboul depuis le début du mois. La résistance a également effectué, avec succès, mercredi 22 décembre, une opération contre l'aéroport de la ville de Djelalabad, entre la capitale et la frontière pakistanaise. L'agence de presse de la résistance a affirmé que quatre chars et deux hélicoptères avaient été endommagés.

Cependant, la résistance a admis qu'elle avait enregistré récemment plusieurs échecs, notamment dans le nord de l'Afghanistan, et qu'elle connaissait actuellement des difficultés dans son approvisionnement en armes et en munitions. Le 18 décembre, des troupes soviétiques ont capturé un groupe de combattants dans la région de Zhargun (province de Khunduz), et le commandant du groupe a été tué.

Dans la région du Logar, au sud de Kaboul, une soixantaine de résistants ont été capturés. La radio afghane a indiqué que des groupes de « bandits » (nom utilisé par les autorités et Moscou pour désigner les insurgés) avaient été anéantis et de grandes quantités d'armement et de munitions saisies dans le Badakshan, au nord-est du pays.

Le chef de l'Etat afghan, qui s'était rendu à Moscou à la tête d'une importante délégation gouvernementale, pour assister aux cérémonies du sixième anniversaire de la fondation de l'U.R.S.S., a regagné Kaboul dans la nuit du samedi 25 au dimanche 26 décembre.

Enfin, à Islamabad, les ministres de l'intérieur iranien et pakistanaise se sont rencontrés, dimanche, et ont discuté des problèmes posés par les franchissements de la frontière entre les deux pays par des réfugiés afghans. — (A.F.P., U.P.I.)

TÉMOIGNAGE

La population civile principale victime de la guerre

Le docteur Antoine Lafont, qui vient de séjourner en Afghanistan pour le compte d'une organisation d'assistance médicale, nous a fait parvenir le témoignage suivant :

L'aspect militaire de la guerre occupe le devant de la scène et détourne l'attention de la véritable cible : la population civile afghane.

Les Soviétiques ont très rapidement adapté leur stratégie en appliquant la formule de Mao suivant laquelle « le guérillero est comme un poisson dans l'eau ». Pour l'attraper, il suffit donc d'enlever l'eau, en l'occurrence de viser la population civile pour atteindre les combattants.

La population civile est l'objet d'une triple agression :

— Avant tout : opérations d'intimidation sous formes d'attaques massives de villages, tortures, appropriation d'utilisation d'armes chimiques (blessures suspectes), de bombes « antipersonnelles », entraînant des pertes humaines importantes, un exode des villages vers les montagnes. Ces manœuvres de terrorisme sont aussi dirigées contre les équipes médicales françaises ; des hôpitaux de campagne ont été spécialement bombardés (...).

D'autre part, l'insécurité soviétique de la population a été réali-

sée grâce à une étude très poussée des différences entre familles, ethnies, partis, groupes religieux, entraînant des provocations et conduisant à des déchirements (...).

Enfin, le problème alimentaire suscite les plus grandes inquiétudes. Les neuf à dix millions d'Afghans encore en Afghanistan sont menacés insidieusement mais systématiquement, à court ou à moyen terme, par la famine. Pour preuve : la destruction délibérée des champs de céréales dans les régions de Kunduz, Faryab, Mazari-Sharif, Baghlan, Ghor, Bamian, Badakshan, Herat, Kandahar, Logar, Parwan, Nangarhar et Ghazni, par des bombes incendiaires lors des moissons ; de même, des systèmes d'irrigation et les lieux de stockage. La récolte de 1982 est estimée à 30 % de celle de 1978. Le cheptel vif a été décimé par les bombes « antipersonnelles ».

Face à ce déficit alimentaire intérieur, les apports extérieurs ne suffisent pas, car trop peu importants, difficiles à acheminer, surtout lors de l'hiver, et souvent détruits par les bombardements au cours du transport.

Cette triple agression entraîne de graves conséquences. La famine menace la population civile, et la malnutrition frappe particulièrement les enfants. L'augmentation des prix

des denrées de base reste modérée entre 1979 et 1981. Mais, en 1982, les prix se sont enflammés.

A titre d'exemple, le prix de 7 kilogrammes de farine, élément nutritionnel de base, est passé dans la région de Kaboul de 80 afghans en 1980 à 100 l'année suivante et à 180 en 1982. La monnaie afghane est en même temps restée relativement stable, le dollar étant passé de 45 afghans en 1980 à 63 en 1982.

La perturbation économique entraîne un processus de paupérisation accélérée, notamment dans les provinces du Logar, Ghazni et Bamian, où les paysans sont obligés de vendre leur terre pour subsister, les abandonnant par la suite, le flux des réfugiés grossissant, à la recherche de nourriture et fuyant les bombardements.

Des enfants morts de froid et d'épuisement ont été retrouvés dans la neige au Logar.

Ainsi, pendant que l'Occident s'assoupit, la population afghane est victime d'extermination massive et indirecte, silencieuse mais efficace. L'année 1982 traduit les premiers résultats de ce processus enclenché depuis le début de l'invasion soviétique.

L'abnégation de la population et la géographie sont deux atouts maîtres : mais pour combien de temps ?

A TRAVERS LE MONDE

Chili

UNE JEUNE FEMME AYANT LA DOUBLE NATIONALITÉ FRANÇAISE ET CHILIENNE, M^{me} Caroline Benitez, vingt et un ans, a été arrêtée le 10 décembre à Osorno, dans le sud du Chili, nous écrit sa mère, M^{me} Jacqueline Monesca, qui vit à Saint-Denis. Fille de Leopoldo Benitez, qui dirigeait l'école d'architecture de l'université catholique de Santiago, et dont la cadavre a été retrouvé dans la rue, le 18 septembre 1973, cinq jours après son arrestation par les carabiniers, M^{me} Caroline Benitez a été interrogée par la police politique avant d'être transférée à la prison de Valdivia. L'ambassade de France est intervenue auprès des autorités chiliennes, qui refusent de reconnaître la citoyenneté française de la détenue.

Paraguay

M. DOMINGO LAINO, dirigeant de l'opposition paraguayenne, vient d'être arrêté, annonce le comité de soutien et de solidarité avec le peuple du Paraguay. M. Laino, qui venait de publier un livre intitulé *Somoza, le général commerçant*, est accusé d'avoir porté atteinte à l'honneur d'un « grand ami du Paraguay ». D'autre part, un des candidats de l'opposition à l'élection présidentielle, qui doit avoir lieu le 4 février, a démissionné le 24 décembre de la direction du parti libéral radical pour protester contre l'arrestation à Asuncion de trois colporteurs d'affiches appartenant à son mouvement.

Comité de soutien et de solidarité avec le peuple du Paraguay, 3, rue du Remard, 75004 Paris.

Philippines

SEPT PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES et une centaine d'autres blessées par l'explosion, dans la nuit du dimanche 26 au lundi 27 décembre, de deux bombes à

retardement posées par des rebelles musulmans à Pagadian, sur la côte méridionale des Philippines, annonce-t-on de source policière. La première bombe a explosé sur le pont d'un bateau qui effectuait des navettes entre les îles proches de la côte. La seconde explosion a eu lieu sur le marché de la ville. — (A.F.P.)

Principauté de Monaco

LES FÊTES DE NOËL ont été l'occasion pour le prince Albert et la princesse Caroline d'exercer les fonctions que leur père, le prince Rainier, vient de leur attribuer officiellement en remplacement de leur mère. En compagnie de leur sœur cadette, la princesse Stéphanie, ils ont présidé tout au long de la semaine aux nombreux arives de Noël organisés en principauté.

Trois ordonnances, promulguées le 17 décembre, ont confié à Caroline la présidence du Garden Club de Monaco, fondé par sa mère, du comité d'organisation du Festival international des arts et de la fondation Princesse Grace. Le prince Albert, de son côté, a été nommé par son père à la tête de la Croix-Rouge monégasque. — (A.F.P.)

R.F.A.

LE CHEF DE L'ÉTAT ET DU PARTI EST-ALLEMANDS, M. Honecker, pourrait effectuer une visite officielle en R.F.A. en 1983, a déclaré le 26 décembre M. Rainer Barzel, ministre ouest-allemand des relations inter-allemandes. D'autre part l'agence Tass a confirmé que M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, se rendrait en R.F.A. « dans la seconde quinzaine de janvier ». — (A.F.P.)

Tchad

ACCROCHAGES DANS LE NORD DU PAYS. — M. Al Habbo Mahamat, membre de l'équipe de M. Goukouni Oued-

dei, de passage à Alger, a affirmé, dimanche 26 décembre, que les forces gouvernementales avaient attaqué, à Sourou, dans le B.E.T. (Bourkou, Enedi, Tibesti — nord du Tchad) et qu'elles avaient dû se replier, laissant trente et un morts sur le terrain ainsi que du matériel militaire, y compris des pièces d'artillerie. M. Goukouni Oueddei a créé, en octobre dernier, à Bardat, dans le nord du Tchad, un « gouvernement de salut national » qui bénéficie du soutien de la Libye. — (A.F.P.)

Tunisie

SUSPENSION D'UN HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION. — Le mouvement de l'Unité populaire II (tendance opposée à M. Ahmed ben Salah) a annoncé, samedi 25 décembre, que son hebdomadaire, *El Wahda* (l'Unité), a été suspendu pour six mois et fait l'objet de poursuites pour atteinte à la dignité du président de la République, diffamation de fonctionnaires et diffusion de fausses nouvelles. La publication d'une photo de M. Bourguiba décorant des policiers, dont l'un d'entre eux était qualifié par *El Wahda* de « tortionnaire », est à l'origine de ces mesures. Le directeur de l'hebdomadaire, et principal responsable du mouvement, M. Mohamed Bel Hajd Amor, a estimé que « cette affaire ouvre le dossier de la torture » en Tunisie. — (Corresp.)

Union soviétique

M. TAJELNIKOV DEVIENT AMBASSADEUR EN ROUMANIE. — L'ancien chef de la section de propagande du comité central du P.C. soviétique (remplacé à ce poste le 9 décembre par M. Boris Soukalkine) a été nommé ambassadeur à Bucarest. Agé de cinquante-quatre ans, M. Tajelnikov fut, de 1968 à 1977, premier secrétaire du Kom-somol avant de diriger l'Ag-

Presses de la Fondation nationale des sciences politiques

Observations et diagnostics économiques

Revue de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), N° 2, 1982

JEAN-MARCEL JEANNENEY
Réflexions sur la crise économique mondiale

PHILIPPE SIGOGNE, MONIQUE FOUET
Chronique de conjoncture : les contraintes de l'assainissement
24 pages de graphiques inédits (1977-1982)

DOMINIQUE GAMBIE, DANIEL SZPIRO
Une analyse comparative des structures du chômage en Europe

ALAIN FONTENEAU
La fiabilité des prévisions macroéconomiques françaises (1970-1981)

HENRI MENDRAS, MICHEL FORSE
Vers un renouveau du troc et de l'économie domestique ?

Trois numéros par an. Le numéro : 50 F.
Abonnements 1982 : Institutions : 150 F - Particuliers : 80 F.
27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris - Tel. 260.39.60 / 222.09.85

ARFUMS
ISE - 20
EDEN

EUROPE

Grèce

M. Papandréou autorise le rapatriement des exilés de la guerre civile de 1944-1949

Athènes (A.F.P.). — Le gouvernement grec a décidé le libre rapatriement des réfugiés politiques grecs et de leur famille exilés après la guerre civile (1944-1949), a annoncé, le 25 décembre, le premier ministre, M. Andreas Papandréou, au cours d'une émission de télévision. M. Papandréou a ajouté que les enfants des réfugiés pourraient acquiescer à la nationalité hellénique. « Nous avons choisi ce jour de Noël pour annoncer cette importante décision qui est un pas de plus pour mettre fin à la division nationale et transformer en un simple souvenir la période de la guerre civile », a déclaré M. Papandréou.

La décision de M. Papandréou concerne un épisode lié à la fin de la guerre civile en Grèce en 1949. Elle avait été prise en décembre 1944, pendant immédiatement la suite de la guerre nationale où la Grèce avait été impliquée depuis le 25 octobre 1940, jour de l'agression italo-allemande.

Dans une première étape, liée à la transformation des nations balkaniques en démocraties populaires, les guerilles communistes se heurtèrent aux forces britanniques, dont la présence en Grèce permit au gouvernement royal de rétablir son pouvoir. Après la proclamation, en mars 1947, de la « doctrine Truman », qui étendait l'aide américaine à la Turquie et à la Grèce, en même temps que l'Europe occidentale recevait l'assistance économique du plan Marshall, la coupure du continent se consolida.

Les communistes grecs, qualifiés de « rebelles », sous la direction du chef partisan Markos, constituèrent un gouvernement hors du territoire

national. Appuyés sur les réfugiés que leur offraient la Bulgarie, la Yougoslavie et l'Albanie, ils déclenchèrent des opérations militaires qui, jusqu'à l'automne 1949, ravagèrent la Grèce et firent près de 200 000 victimes, s'ajoutant aux 500 000 morts de la guerre contre l'Allemagne.

A la suite de graves défaites dans les monts Grammos et Vitsi, les partisans suspendirent les hostilités à la fin d'octobre 1949, sur l'initiative de Moscou, alors très préoccupée par la sécession de la Yougoslavie titiste.

On estime alors à 15 000 ou 20 000 hommes le nombre des combattants réfugiés dans les pays socialistes limitrophes. Mais il s'y ajoutait 28 000 enfants et adolescents de trois à quatorze ans, qui, depuis le début de 1947, avaient été recueillis par les hommes de Markos. Le plan initial prévoyait le transport d'environ soixante mille enfants dans tous les pays d'Europe de l'Est, sous couvert d'actions humanitaires. Les radios de Sofia, Belgrade et Tirana, n'en faisaient aucun mystère. Il s'agissait en fait d'élever ces enfants en bons communistes.

La commission balkanique des Nations unies fut saisie de l'affaire, dès avant l'armistice. Son enquête révéla des conditions de rap et de vie qui susciterent l'indignation, sans provoquer pourtant de contre-mesures efficaces.

Le rapatriement de ces exilés forcés n'a jamais cessé de préoccuper les Grecs. Mais la crainte de voir revenir des apparatchiks solidement formés pour le parti communiste grec a contribué à prolonger cet exil. La démarche de M. Papandréou satisfait à des considérations humanitaires ; elle comporte aussi un pari politique. — J. N.

Grande-Bretagne

Le comité chargé d'enquêter sur la « désinformation » pendant la guerre des Malouines donne raison au gouvernement

Le message de Noël adressé au Commonwealth par la reine Elizabeth a suscité une controverse dans certains milieux de gauche. Un député travailliste, M. Tom Dalyell, et le quotidien communiste Morning Star ont reproché à la souveraine d'avoir abandonné la neutralité de rigueur en déclarant notamment que la Grande-Bretagne avait fait la guerre des Malouines pour défendre les « libertés fondamentales ».

D'autre part, le comité chargé d'enquêter sur la façon dont les autorités avaient délivré l'information pendant cette guerre a rendu ses conclusions.

De notre correspondant

Londres. — Pendant la guerre des Malouines, la rétention d'informations, les demi-vérités et les petits mensonges destinés à tromper l'ennemi, pratiqués par le porte-parole de Londres, avaient été vivement critiqués par la presse britannique et les correspondants étrangers. Le comité had hoc de la commission parlementaire de la défense qui a recueilli leurs doléances a rendu publiques ses conclusions. Il absout le gouvernement sur le fond, mais reconnaît qu'il a commis des erreurs tactiques.

Les autorités britanniques s'en sont remises durant toute la crise aux contacts diplomatiques, aux agences internationales et au World Service de la B.B.C. pour présenter leur cause à l'opinion publique internationale : « Compte tenu de l'absence d'images sur la guerre en provenance de Londres et du traitement quelque peu cavalier de la presse étrangère, c'était une attitude à courte vue extrêmement risquée », écrit le comité. Le gouvernement aurait dû, selon les députés, se montrer plus habile, ne pas supprimer par exemple les entretiens semi-confidentiels du porte-parole de la

défense avec les correspondants britanniques accrédités auprès du ministère. La coordination entre les différents services aurait pu être meilleure, et les militaires, qui étaient mieux placés que les civils pour juger de l'importance des informations, auraient dû jouer un plus grand rôle.

Sur les principes cependant, le comité estime que le gouvernement était dans son droit : « en ne dévoilant pas toute la vérité, en utilisant les médias pour « désinformer » et en pensant que des rumeurs pouvaient procurer un avantage tactique... bien que des principes supposés sacrés et absolus par les médias sont considérés d'une manière moins rigide et catégorique par le public dans son ensemble quand il juge la conduite de la guerre par son gouvernement. Selon nous l'opinion publique est en général parfaitement prête à être induite en erreur dans une certaine mesure si l'ennemi est également induit en erreur, ce qui contribue finalement au succès d'une campagne ».

D. V.

Pologne

Huit anciens dirigeants de Solidarité se déclarent prêts à « continuer à combattre »

Varsovie (A.F.P., U.P.I.). — Huit anciens dirigeants de Solidarité se sont engagés à « continuer à combattre, dans les limites de leurs possibilités, pour les droits de leur syndicat » dans une déclaration manuscrite parvenue, dimanche 26 décembre, aux représentants de la presse occidentale. Cette déclaration a été adoptée le 10 décembre, c'est-à-dire, deux jours avant que le général Jaruzelski annonce que l'état de guerre serait « suspendu » à la fin de l'année. Les huit signataires, internés alors à la prison de Bialoleka, s'attendaient à être séparés. Trois d'entre eux, MM. Janusz Onyszkiewicz, ancien porte-parole de Mazowsze (Solidarité-Varsovie), Andrzej Sobieraj, président pour la région de Radom, et Antoni Tokarz, vice-président pour Bydgoszcz, ont été remis en liberté le 23 décembre. Les cinq autres, MM. Andrzej Gwiazda, vice-président de Gdansk, Szwerny Jaworski, vice-président de Mazowsze, Karol Modzelewski, ancien porte-parole national du syndicat, Grzegorz Palka, vice-président de Lodz, et Jan Rulawski, président de Bydgoszcz, ont été placés en état d'arrestation, à la même date, sous l'accusation de complot contre l'Etat.

Dans leur déclaration, les signataires affirment que le syndicat Solidarité, mis hors la loi par la Diète (Parlement), le 8 octobre, « continue d'exister par la volonté de ses membres et doit « agir dans la clandestinité, sous une direction provisoire, jusqu'à son rétablissement (dans ses droits) ». Ils affirment que la convention des droits de l'homme, ratifiée par la Pologne, constitue « la base légale des activités de leur syndicat » et dénoncent le fait que la loi sur les syndicats adoptée par la Diète « introduit, pour la première fois, dans l'histoire de la Pologne, la peine de prison pour fait de grève ».

Après avoir souligné qu'ils ont été « élus démocratiquement », ils déclarent qu'« aucune décision des autorités ne peut leur priver de leur

mandat. Nous ne renoncerons pas aux obligations morales que nous avons prises à l'égard des membres du syndicat et nous continuerons à combattre dans les limites de nos possibilités pour les droits de notre syndicat. La crise polonaise, concluent-ils, ne pourra pas être résolue sans Solidarité. Nul ne peut l'oublier, qui pense d'une façon réaliste et responsable au destin de notre nation ».

Pour sa part, le pape a exprimé l'espoir de pouvoir se rendre en Pologne en 1983 dans une lettre au primate de Pologne, que Mgr Giamp a lu aux fidèles qui assistaient samedi 24 décembre à la messe de Noël.

Jean-Paul II a également évoqué les « moments difficiles » que traverse la Pologne et s'est déclaré « plus fortement et plus chaleureusement encore lié à l'Eglise de Pologne, à sa nation, à son pays et à sa destinée, à l'occasion des fêtes de Noël ».

Mgr Giamp, de son côté, a évoqué la « fête de Noël » qui s'est exprimée, avec le « retour des internés » dans leurs familles, tout en partageant les « souffrances » de ceux qui sont touchés « par l'absence » d'un être proche « dont on attend la liberté et le retour ».

Il a également dénoncé les licenciements de travailleurs « éloignés de leur poste pour le seul fait d'avoir un autre point de vue, une autre attitude ». Il a toutefois estimé que cette pratique était le fait des « pouvoirs locaux », agissant « en contradiction avec la volonté du pouvoir central ».

Au même moment, les anciens internés et leurs amis s'étaient rassemblés à l'église Saint-Martin, qui a servi de centre d'information et d'assistance aux internés et à leurs familles. « Nous ne devons pas oublier », a dit l'officier, ceux qui ne sont pas libres. Il s'agit aussi bien de ceux qui sont inculpés de complot contre l'Etat que des milliers de personnes condamnées en vertu de la loi martiale.

Tchécoslovaquie

Tension croissante entre l'Eglise et l'Etat

Prague (A.F.P.). — L'Eglise catholique tchécoslovaque a adopté, ces derniers temps, une attitude plus combative vis-à-vis du pouvoir communiste, qui ne lui fait aucune concession, constatent les observateurs à Prague. L'attitude du chef de l'Eglise tchécoslovaque, le cardinal Frantisek Tomasek, reflète ce changement. A quatre-vingt-trois ans, l'archevêque de Prague est passé d'une position jugée « timorée » dans les milieux religieux dissidents à celle d'un leader défendant avec ardeur la religion contre les empiétements de l'Etat athée.

Cette évolution est sans doute la conséquence de la politique plus « musclée » du pape. C'est d'ailleurs un décret du Vatican, de mars dernier, et qui interdit aux prêtres d'appartenir à des organisations ayant des buts politiques, qui a envenimé les relations Eglise-Etat, en Tchécoslovaquie.

L'organisation Pacem in Terris, qui regroupe au moins la moitié des trois mille deux cents prêtres tchécoslovaques (pour dix millions de croyants), tombe sous le coup de ce décret papal. Destinée, théoriquement, à « la lutte pour la paix dans le monde », ce mouvement permet, en fait, à l'Etat, de contrôler le clergé en lui faisant assumer certaines positions politiques. L'organisation ayant refusé de se séparer, Mgr Tomasek a infligé en juillet un blâme à son secrétariat pour « infraction à la discipline religieuse ».

L'archevêque de Prague s'est ensuite adressé à l'hebdomadaire catholique officiel Katolické Noviny pour qu'il publie la position du Vatican sur Pacem in Terris plutôt que des articles élogieux sur l'organisation. Devant le refus du journal, le cardinal a décidé le 1^{er} novembre que l'hebdomadaire ne devait plus se prévaloir d'une quelconque « autorisation religieuse » et a démis son « contrôleur religieux », le chanoine Jan Lebeda. Mais ces décisions sont restées sans effet.

Du côté officiel, M. Hruza, chargé au gouvernement des affaires religieuses, a vivement critiqué le cardinal. Dans un article paru le 17 décembre dans le Rudé Pravo, organe du P.C., il lui reproche ses tentatives pour liquider Pacem in Terris à l'instigation du Vatican. Selon M. Hruza, la décision du Vatican appliquée par Mgr Tomasek est « une tentative d'ingérence grossière dans les affaires des citoyens tchécoslovaques » et le Vatican « attaque ainsi les prêtres qui soutiennent la lutte pour la paix et l'édification de leur pays alors qu'il fêta ceux qui s'efforcent de briser le socialisme ».

Parallèlement, la position du cardinal sur Pacem in Terris est présentée dans des textes circulant sous le manteau qui lui reprochent d'avoir une conception « trop géographique de la vérité » et de ne rien faire pour le développement de la vie religieuse chez les laïcs face à la propagande athée.

Sans aucun doute, cette « guérilla » n'améliorera pas les relations entre le Vatican et la Tchécoslovaquie où sept des douze diocèses sont sans évêque. Mais selon les autorités, Jean-Paul II en aurait nommé plusieurs secrètement. Après les persécutions antireligieuses des années 50 et le relatif modus vivendi des années 70, on s'achemine donc vers une période de tension croissante dans les rapports Eglise-Etat.

Face à cette situation, la hiérarchie religieuse tchécoslovaque marque une certaine hésitation. Selon des sources catholiques, à peine la moitié des évêques et vicaires capitulaires suivraient totalement Mgr Tomasek dans sa croisade.

Les laïcs semblent également montrer une attitude croissante, si l'on en juge par la circulation à plusieurs milliers d'exemplaires de publications clandestines. Certaines n'hésitent plus à préconiser des méthodes de protestations, comme celle de renvoyer à la rédaction du journal catholique « tous les articles n'ayant rien à faire ».

AFRIQUE

La Mauritanie

1. — Un effort

Après sa visite au Cameroun et au Togo (le Monde du 26-27 décembre), M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, séjournera en Mauritanie du mercredi 29 au vendredi 31 décembre. Notre collaborateur Paul Balta, qui vient de s'y rendre, fait le point de la situation dans ce pays dans deux articles, dont nous commençons ci-dessous la publication.

Nouakchott. — « Pour 70 %, notre cheptel n'a aucune chance de survivre sans aide d'urgence... Si la solidarité internationale ne nous fournit pas 125 000 tonnes de céréales, nous risquons la famine... Nous n'avons pas connu une sécheresse aussi grave depuis 1972... Le capitaine Moulay Hachem, commissaire à la sécurité alimentaire, ne noircit pas le tableau à plaisir : deux visites à l'intérieur du pays nous ont démontré le bien-fondé de ses propos ».

Dans la région de Rosso, « grenier de la Mauritanie », le fleuve Sénégal, comme au début, n'a plus rien de commun avec l'ample et majestueux cours d'eau que nous avions vu l'an dernier à la même époque. Le rapport des organismes donateurs constate que le déficit en eau est de 40 % à 80 % selon les régions, le volume des pluies oscillant entre 30 mm et 380 mm. Aussi la récolte n'a-t-elle été que de 20 000 tonnes, contre 78 000 tonnes en 1981-1982.

« Par malchance, nous dit un paysan, nous avons connu une sécheresse calamiteuse : les sauterelles (saute-relles). Nous en avons compté jusqu'à vingt par épi. Les cultures sont détruites à 90 %. Par ailleurs, les besoins en lait et en beurre sont respectivement passés de 8 000 tonnes à 18 000 tonnes et de 2 500 tonnes à 9 000 tonnes ».

La route Nouakchott-Néma traverse une région de pâturages. A cette époque, spectacle toujours surprenant, le désert est habituellement d'un beau vert tendre. Cette année, pris dans une tempête de sable qui brûle tout sur son passage, nous n'avons pas vu de Boutimidi, que nous suivons d'ailleurs bien du mal à rejoindre : une dune de sable barre la route, et il faut attendre que les bulldozers la débarrassent. Partout, des vestiges d'herbages jaunissants. Les dunes se déplacent tel un rouleau compresseur : là où elles sont passées, les arbustes ne repousseront plus...

« Le taux de mortalité des acacias et des gommiers est très élevé, nous dit le capitaine Hachem. En outre, les quelques régions où il y a encore des pâturages sont envahies par les troupeaux, de sorte que ce potentiel de verdure sera détruit d'ici à deux mois ». La sécheresse est un crève-cœur car, depuis dix ans, les pasteurs avaient reconstruit le cheptel : 800 000 bovins, 500 000 camélias et 5 millions d'ovins et de caprins. Pour empêcher les bêtes de mourir, il faudrait 240 000 tonnes d'aliments pour bétail.

La mévente du fer

A la fatalité du climat s'est ajoutée celle de la conjoncture internationale : le fer, une des principales ressources du pays, se vend mal. Il est pourtant d'excellente qualité. La

SNIM (Société nationale industrielle et minière) n'aura commercialisé, en 1982, que quelques 7 millions de tonnes au lieu des 9 millions prévus et enregistrera donc un déficit après deux années bénéficiaires. Aussi le chef de l'Etat, le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haïdalla, a-t-il lancé un appel aux principaux clients, notamment la France, la Grande-Bretagne et la R.F.A., pour qu'ils épargnent la Mauritanie, s'ils venaient à réduire leurs achats. C'est là une garantie vitale pour la SNIM, qui poursuit avec ténacité la réalisation du projet des Guelbas, qui doit, à partir de 1984, prendre le relèvement des mines qui s'épuisent.

La pêche, ressource d'avenir du pays, n'a pas plus donné les résultats espérés. Il est vrai que l'océan « pillage éhonté » auquel se livraient, principalement, les chalutiers soviétiques, japonais et espagnols, l'Etat a défini une nouvelle politique. Encore fallait-il la mettre en place activement : le ministre qui en était chargé, s'étant révélé incompétent, a été remplacé lors du remaniement du 13 juillet dernier. Il semble bien que la pêche ne rapportera que 0,7 milliard d'ouguiyas (1 ouguiya vaut 0,14 FF), au lieu des 2,7 prévus.

En 1983, on espère toutefois en tirer 2,8 milliards, et les hommes d'affaires mauritaniens, habiles et entrepreneurs, ont compris l'intérêt de la réforme : sur 169 navires en activité, l'armement national comprenait cette année cinquante congélateurs et vingt bateaux à glace. En outre, le Centre de formation professionnelle ouvert en janvier à Nouadhibou a recruté cent sept marins sur les deux cent quarante inscrits. Beaucoup de mesures d'aménagement doivent encore être prises pour faire vraiment de ce port, qui évacue également le fer, la capitale économique du pays. Il ne suffit pas d'y installer des usines de conditionnement et des conserveries. Encore faudrait-il que la Mauritanie soit reliée par le téléphone automatique au monde extérieur. Dès 1983, un programme de communications par satellites va être mis en chantier à cet effet avec la coopération de la France.

Toujours l'adversité : les emprunts contractés par le régime du président Ould Haïdalla, renversé le 10 juillet 1978, commencent à venir à échéance, de sorte que la dette de la Mauritanie devait atteindre 52 milliards d'U.M. à la fin de 1982, ce qui représente 138 % du PIB (36 milliards) et près de trois fois les exportations de biens et services. Les remboursements annuels s'élèvent à 2 milliards d'U.M., soit un dixième du budget.

Le Comité militaire de salut national (C.M.S.N.) déploie une énergie considérable pour faire fonctionner une économie qui, à travers l'agriculture, le fer, la pêche et l'indotement, est de plus en plus imbriquée dans le système international. Or, aux difficultés conjoncturelles, s'ajoute un fardeau qui risque de peser longtemps encore sur les destinées du pays, et tient aux problèmes de toute société traditionnelle aux prises avec la modernité.

Homme du désert imprégné des valeurs de la civilisation nomade dans laquelle l'appartenance tribale prime tout, le Maure a un sens inné de la liberté mais n'a guère celui de l'Etat. Ce comportement se répète sur la population négro-africaine. Enfin, à quelques excep-

CORRESPONDANCE

Namibie

L'importance réelle de la SWAPO

A la suite de l'article de Jean-Claude Pomonti « Le président Dos Santos s'efforce d'imposer son autorité au parti unique en Angola » (le Monde du 11 décembre), M. Kalomoh, représentant en France de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), nous écrit :

M. Pomonti cherche, sournoisement, à mettre en cause l'intégrité de la SWAPO et son leadership, par des assertions telles que : « L'Union s'est toujours méfiée de la direction de la SWAPO, qui a eu des liens étroits, par le passé, avec l'Union. Au cas où le président de la SWAPO, M. Nujoma, se retrouverait au pouvoir à Windhoek, la sagesse inviterait le M.P.L.A.-P.T. à s'incliner d'une éventuelle alliance Union-SWAPO. En outre, jusqu'à preuve du contraire, la SWAPO demeure un mouvement relativement faible ».

1) L'allégation que la SWAPO a eu d'étroites relations avec l'Union n'est qu'une odieuse falsification de l'histoire, ou alors un manque d'in-

formations, à moins que ce ne soit les deux :

2) Que le M.P.L.A.-P.T. se méfie de la direction de la SWAPO n'existe que dans l'imaginaire débridée de votre collaborateur ;

3) Que si le président de la SWAPO arrivait au pouvoir en Namibie, la SWAPO conclurait une alliance avec l'Union, est la plus infamante allégation jamais formulée à l'encontre de la SWAPO ;

4) Que, jusqu'à preuve du contraire, la SWAPO reste un mouvement relativement faible, cela ne justifie même pas de commentaires de la part de la SWAPO, parce que c'est à elle de prouver si elle faible ou forte.

[Sur la terrasse, face à l'armée sud-africaine, la SWAPO pécise, même dans le nord de la Namibie, frontalière de l'Angola. Le mouvement nationaliste est, par ailleurs, tenu à l'écart des négociations entre l'Afrique du Sud et l'Angola et des conversations entre Moscou et Washington sur la Namibie.]

Sur les autres points que conteste M. Kalomoh, nous renvoyons nos informations. — J.C.P.

DIPLOMATIE

Les États-Unis souhaiteraient normaliser leurs relations avec l'Albanie

Les États-Unis envisageraient d'effectuer une ouverture envers l'Albanie. Citant de hautes responsables américaines, le New York Times affirme, dans son édition du dimanche 27 décembre, que les États-Unis s'approprient à proposer à l'Albanie, en accord avec la France et la Grande-Bretagne, la restitution d'un trésor de plus de 36 millions de dollars. Cet or albanais avait été volé par l'Italie fasciste lorsqu'elle avait envahi les Balkans. En 1943, il fut emporté de Rome par les troupes allemandes et les Alliés le saisirent après la victoire sur le Reich.

Washington envisagerait de négocier cette restitution avec Tirana à condition que l'Albanie accepte de régler les contentieux financiers qui

l'opposent aux trois alliés, notamment en ce qui concerne l'indemnisation de biens nationalisés.

Les dirigeants américains ont l'impression que M. Enver Hodja, âgé de soixante-quatorze ans, gravement malade, prépare sa succession et que ses successeurs pourraient revenir sur sa politique d'isolement. Les Balkans, estime-t-on à Washington, pourraient devenir le théâtre d'une lutte d'influence croissante entre les États-Unis et l'U.R.S.S.

Malgré le sentiment de l'urgence d'un geste américain envers l'Albanie, plusieurs spécialistes des affaires balkaniques rappellent que deux tentatives similaires de Washington, en 1973 et 1980, s'étaient révélées

inopportunes parce que des purges étaient alors en cours à Tirana contre les tenants d'une ouverture vers l'Occident. Il semble en aller de même actuellement dans la foulée du « suicide » de M. Chehu, l'ancien chef de gouvernement. En novembre, M. Hodja l'avait accusé d'être un agent des « impérialistes occidentaux » et des Yougoslaves. Il a rejeté par avance toute idée de reprise de relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. et les États-Unis qu'il tient pour « impérialistes et réactionnaires ».

Et, en ce qui concerne l'or, il a déclaré, en 1981, qu'il devrait être restitué à l'Albanie sans conditions, avant que puissent être envisagées des négociations sur le rétablissement des relations diplomatiques.

QUE
Mauritani
I. - Un effe

2012/12/20

PROCHE-ORIENT

LE DÉBUT DES NÉGOCIATIONS ISRAËLO-LIBANAISES

Beyrouth met l'accent sur le retrait des forces étrangères

Mettant fin à une longue période d'incertitude, les négociations israélo-libanaises s'ouvrent, le 28 décembre, à l'hôtel Lebanon Beach, à Khaldé, au sud de Beyrouth. La première réunion est prévue pour mardi, à 11 heures locales. Au cours de cette séance, les deux parties procéderont à un tour d'horizon et commenceront de l'ordre du jour de la prochaine réunion, prévue à Kiryat Shmonah, dans le nord d'Israël, jeudi prochain.

Selon l'agence libanaise Al Marakziya, citant des sources gouvernementales, l'ordre du jour que présentera le Liban à l'ouverture des négociations mettra l'accent sur le retrait des forces étrangères, considéré à Beyrouth comme une question prioritaire. Pour sa part, M. Chafic Wazzan a affirmé que le Liban ne se soumettra pas aux exigences avancées par Israël pour l'ouverture des négociations. Le premier ministre a estimé que le document Sharon - que les Israéliens voulaient imposer au Liban - était inacceptable. « Notre position est inchangée, et se résume par un Liban indépendant et souverain, et où il n'y a pas de place pour les forces étrangères », a-t-il souligné.

initiale de signer ce document, mais continuant d'apporter leur soutien à ce texte.

Vendredi, le ministre israélien de la défense avait été pris à partie par la presse de Jérusalem pour ses « activités paradiplomatiques ». L'indépendant Haaretz écrivait à ce propos : « Le ministre se targue d'être l'homme de la situation. Mais, en fait, il se contente de donner de nouveaux atouts aux forces phalangistes, ce qui accentue les pressions multiples exercées contre le président Amine Gemayel. On aimerait savoir qui est habilité à parler au nom du Liban. »

Dimanche soir, la tension demeurait vive dans la montagne libanaise où l'armée libanaise est intervenue dans la petite ville de Souk-el-Gharb afin de mettre un terme à des affrontements entre miliciens maronites et druzes. Des explosions pouvaient également être entendues dans la ville d'Aley et la route Beyrouth-Damas demeurait fermée à tout trafic.

Près de Saida, deux soldats israéliens ont été blessés dimanche après-midi par des tirs à l'arme légère. Le siège de l'assistance civile de l'armée israélienne se trouvant à l'entrée de la ville de Saida aurait été attaqué à la roquette par des éléments armés inconnus circulant en voiture. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

Israël

APRÈS LA MORT D'UN JEUNE JUIF ORIENTAL

Tension entre sépharades et ashkénazes à Tel-Aviv

Jérusalem. — Des dizaines de croix gammées, le mot « ashkénaze » (juifs originaires d'Europe) = « nazis », ainsi que l'insurrection « La révolution sépharade (juifs originaires d'Afrique et d'Asie) a commencé », ont été tracés pendant le week-end sur les murs des maisons et sur les voitures ainsi que sur une synagogue dans un quartier résidentiel au nord de Tel-Aviv, à la suite de la mort d'un habitant de vingt-six ans, Siméon Yehochov, tué par la police alors qu'il s'opposait à la destruction de sa maison construite sans autorisation au sud de la ville.

De notre correspondant

l'ancien village palestinien de Salamah, les habitants avaient pris lors de la guerre de 1948, ont voté lors de dernières élections pour le Likoud (droite nationaliste). Maintenant, ils demandent la démission du maire (Likoud), M. Lahat. Ils soutiennent que des sommes énormes sont gaspillées pour les implantations en Cisjordanie, alors que les quartiers pauvres sont négligés par le pouvoir. Les habitants de ce quartier organisent une manifestation samedi prochain au centre de Tel-Aviv contre la discrimination dont ils estiment être l'objet.

« La guerre du Liban, c'est la guerre du grand mensonge », pouvait-on lire sur une banderole. Les jeunes manifestants ont entonné une chanson composée par des soldats du front, dont le dernier vers est : « Nous ne voulons pas revenir chez nous dans un cercueil. »

(Interim.)

Le coût pour Israël des dépenses strictement militaires causées par la guerre du Liban, s'élève à 28 milliards de shekels (800 millions de dollars), selon les experts du ministère israélien de la défense, révèle le 27 décembre le quotidien Haaretz. Il ne s'agit, selon ces experts, que d'une première estimation minimale, basée sur l'hypothèse que l'armée israélienne ne se maintiendra pas encore longtemps au Liban.

Le ministère israélien des finances avait accordé, en 1981, au ministère de la défense, une rallonge budgétaire de 13 milliards de shekels (350 millions de dollars). Mais il s'est refusé jusqu'à présent à en accorder une seconde, même ordre de grandeur, pour l'année 1982, comme le réclame le ministère de la défense. — (A.F.P.)

Egypte

Les deux cent soixante-dix-neuf accusés du procès Al Jihad plaident non coupables

Le Caire (A.F.P.). — Le procès des trois cent deux membres du groupe intégriste islamique Al Jihad a repris samedi 25 décembre au Caire avec la lecture de l'acte d'accusation. Dans une ambiance houleuse, deux cent soixante-dix-neuf accusés - trois sont morts, les autres sont en fuite ou hospitalisés - ont écouté pendant environ une heure le procureur général de la Haute Cour de sécurité de l'Etat, M. Ragaa El Arabi. Ce dernier a indiqué que les inculpés, accusés d'avoir voulu renverser le pouvoir pour le remplacer en octobre 1981 par un « régime à l'iranienne », avaient formé des « groupes terroristes armés », dont le but était notamment de « renverser le régime par la force, d'assassiner les responsables du pays et d'enlever les institutions publiques ». Il a rappelé que quatre officiers de police, soixante-deux policiers et vingt et un civils avaient payé de leur vie la tentative de soulèvement menée à Assiout par les insurgés, deux jours

après l'assassinat du président Sadate.

Le procureur a rejeté les accusations de tortures portées par les accusés. « Tout cela, a-t-il dit, fait partie de leur plan visant à porter atteinte à la bonne réputation des services de sécurité et à camoufler leurs crimes. » « Nous sommes contre les tortures, a-t-il poursuivi, et ce sont les inculpés qui ont commencé à se révolter. »

Les deux cent soixante-dix-neuf présents ont vivement réagi à ces propos, tournant le dos dans leurs cages au procureur général et récitant des versets du Coran. Trois d'entre eux ont été victimes de crises nerveuses.

L'audience a repris en début d'après-midi avec la lecture des chefs d'accusation pour chacun des accusés, qui devaient répondre « vrai » ou « faux ». Les quarante-six accusés interrogés samedi et les deux cent trente-trois autres questionnés dimanche ont tous répondu par la négative.

Le premier à répondre au juge a été le cheikh aveugle Omar Abdel Rahman, contre lequel avaient été retenus six chefs d'accusation, qu'il a niés en bloc. Abboud Zommar, commandant des services de renseignements de l'armée, déjà condamné à la réclusion criminelle à perpétuité dans le procès des assassins du président Sadate, s'est borné à dire : « Je nie toutes les accusations, c'est de la provocation pure. »

Les avocats ont indiqué de leur côté à la presse que la commission chargée d'enquêter sur les tortures, qu'ils avaient réclamée, n'avait pas encore été constituée. Tous ont demandé un renvoi de trois mois du procès afin de pouvoir prendre connaissance des dossiers qu'ils n'ont pas encore eus en main. Les avocats ont également demandé la libération sous caution de leurs clients.

La Cour a décidé dimanche de reporter le procès à mercredi prochain pour entendre la défense.

Le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, a reçu, dimanche 26 décembre à Alger, M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.). Aucune indication n'a été donnée sur cette rencontre, qui s'est déroulée à la résidence officielle du chef du gouvernement chinois en visite en Algérie depuis trois jours, dans le cadre d'une tournée en Afrique. — (A.F.P.)

dans l'adversité d'assainissement

par PAUL BALTA

tions près, les *haratine* (esclaves, affranchis ou non), qui représentent environ le tiers de la population, sont marginalisés : 2 % seulement d'entre eux étant scolarisés, ils ne participent ni au secteur productif moderne ni au fonctionnement de l'Etat. Sans doute le C.M.S.N. a-t-il aboli l'esclavage et des mesures sont-elles prises pour appliquer cette décision politique, mais il faut du temps pour modifier les structures sociales et mentales. L'affranchi qui quitte le maître qui le nourrit et le protège est complètement perdu si l'Etat ne l'aide pas. De même, à la suite de la guerre contre le Front Po-

cracinés dans les mœurs. Pourtant, un minimum de civisme et d'efficacité est indispensable si le pays veut s'en sortir. Or, explique le ministre, « tout le monde veut vivre sur l'Etat » considéré comme la vache à lait. Mais nul ne se soucie de ses besoins.

Les exemples abondent qui illustrent le phénomène. « Pour 60 %, l'activité économique échappe à l'impôt et 40 % des importations échappent à la fiscalité », précise le ministre, qui ajoute : « Cela peut paraître incroyable, mais il n'y avait pas de plan comptable en Mauritanie. Avec l'aide du PNUD nous allons l'introduire en 1983 dans le secteur public et en 1984

dernement, les cabales se multiplient pour écarter le gâcher. Le chef de l'Etat et le premier ministre, le colonel Ould Sid'Ahmed Taya, nous ont assuré qu'ils le maintiendront à son poste pour accomplir sa mission d'assainissement.

« Le plan d'austérité, dit-il, est appliqué avec rigueur. Impossible de rogner plus sur les dépenses, sauf à bloquer la machine. Restent donc les recettes. Les dons sont aliénés et aléatoires, nous devons y recourir le moins possible. Les emprunts hypothéquent l'avenir. Il faut donc accroître les recettes propres au pays. » Le budget 1982 s'élève à près de 11,5 milliards d'U.M. et le déficit, supérieur aux prévisions, risque de dépasser 3 milliards. Mais, pour la première fois, il ne sera pas épongé par des dons : il sera entièrement assumé par l'Etat grâce à des prêts d'organismes internationaux, sensibles aux efforts déployés dans le sens de la rigueur. Le budget 1983 prévoit 12 milliards de dépenses et 10 milliards de recettes de façon à ramener le déficit à 2 milliards, l'équilibre devant être atteint en 1990.

Au cours de l'année, le président a lancé deux ordres : la Mauritanie doit d'abord compter sur elle-même ; les Mauritanais ne peuvent pas tout attendre de l'Etat mais doivent apprendre à s'organiser. Le lieutenant de vaisseau Moustapha Diop, ministre du commerce et de l'industrie, et M. Mahjoub Ould Boyé, ministre de l'hydraulique et de l'habitat, ont lancé une série de projets destinés à mettre en valeur les matières premières locales.

Réduire les importations

Ainsi, il faudra « utiliser dans le nord la belle pierre d'Atar moins chère que l'affreux parpaing » et, dans le Sud, construire en terre. Pour économiser le carburant, une usine utilisera les déchets agricoles, comme la paille de riz, afin de fabriquer des briques avec l'argile locale, tandis qu'ailleurs on emploiera le gypse et les coquillages de Nouakchott et le gravier de Tidjikia.

De même, pour réduire les importations, de petites manufactures déjà créées ou en projet doivent traiter le fer (clous, fer à béton, tuyaux) ou exploiter le sel, qui existe en abondance. Dans un effort de modernisation, un projet de loi a été élaboré pour définir la profession d'industriel - comme cela a déjà été fait pour l'artisanat et le tourisme - et le différencier du négoce et de l'exercice des responsabilités publiques.

Les efforts déployés pour lutter contre l'adversité sont réels et parfois efficaces, même si leurs effets sont limités par les inévitables pesanteurs sociologiques. Pourtant, malgré les nuages accumulés dans le ciel économique, la détente est nettement perceptible sur le front politique : après bien des flottements et quelques soubresauts, le régime semble être entré dans une phase de stabilité qui devrait se confirmer en 1983.

Prochain article :

« Eduquer les masses »

La « sécurité alimentaire »

Créé en 1979, le Commissariat à la sécurité alimentaire s'est substitué au Commissariat à l'aide alimentaire. Le changement d'appellation visait, à la fois, à supprimer la notion d'aumône et à élaborer une politique alimentaire nationale. En effet, dans les années 70, la Mauritanie recevait une « aide d'urgence » qu'elle distribuait gratuitement. Depuis 1979 - et bien que l'aide demeure nécessaire notamment dans les périodes de sécheresse - elle a demandé à bénéficier d'une « aide à la stabilisation » conforme à des règles fixées par les donateurs, principalement l'Usaid (20 000 tonnes) et le PAM (Programme alimentaire mondial, 8 000 tonnes). La France donne 4 000 tonnes et pourrait doubler son effort en 1983.

Ces règles obligent les autorités à vendre les céréales reçues gratuitement et à verser les recettes sur un compte géré en commun avec les donateurs. En 1979-1980, ces recettes - nécessairement consacrées au développement rural - ont atteint 200 millions d'U.M. Elles ont permis, entre autres, de forer des

puits, de fixer des populations dans la province du Brekna et d'édifier de petits barrages dans le Hod. Les citoyens les plus démunis, qui reçoivent des dons, s'engagent, en échange, à participer à une action de développement : planter un arbre, aménager un périmètre maraîcher, construire une école, etc. Les rapports internationaux soulignent que la Mauritanie gère bien les dons et les fonds.

La stratégie des donateurs a un inconvénient : elle habitue le consommateur à des céréales dont il ne pourra plus se passer, au détriment de productions locales comme le mil. Elle oblige aussi le pays à pratiquer des « prix objectifs ». Ainsi, à la fin de l'accord de cinq ans négocié avec les gros donateurs, le kilogramme de céréales vendu actuellement 13 ouguyas atteindra 22 U.M. Les dirigeants mauritanais qui espèrent parvenir à une relative autonomie alimentaire au cours de la prochaine décennie se demandent, toutefois, si, en 1987, les donateurs ne cesseront pas leur aide gratuite.

P.B.



lisario et de la sécheresse qui ont fait éclater la société et provoqué un terrible exode rural - Nouakchott abrite trois cent cinquante mille habitants sur le million et demi que compte le pays, « la tribu ne peut plus jouer son rôle traditionnel d'absorption des secousses, et c'est l'Etat qui doit prendre le relais. »

« L'Incorruptible » face aux abus

« Je crois en l'Etat », nous dit d'emblée le nouveau ministre des finances, M. Sidi Ould Ahmed Deya. Peu de Mauritanais tiennent un tel langage et encore moins sont prêts à assumer l'impopularité de défendre la chose publique, tant les réseaux de relations familiales et les pratiques de corruption sont puissants et

Zimbabwe

« Trois personnes ont été tuées par des dissidents qui ont attaqué, à la veille de Noël, plusieurs véhicules et un train transportant des passagers, dans le sud-ouest du Zimbabwe, indique un communiqué publié dimanche 26 décembre par la police et diffusé par l'agence zimbabwéenne de presse Ziana. Les assaillants ont attaqué et dérobé les passagers avant de mettre le feu à deux autocars et à un camion. Ils ont ouvert le feu sur un train allant de Bulawayo à Gweru. Les dissidents, qui appartiennent pour la plupart à l'ancienne guérilla de M. Nkomo, ont perpétré plusieurs opérations de ce genre au cours de cette année. — (A.F.P.) »

AFRIQUE TOURISME

Revue mensuelle africaine d'informations touristiques

AFRIQUE TOURISME N° 2
décembre 1982 est paru.

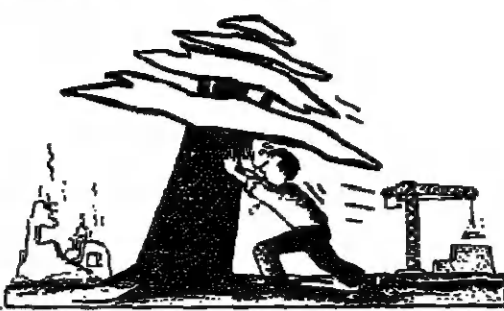
Un outil de travail indispensable pour professionnels qui s'intéressent au tourisme africain

À la sommaire du N° 2 :

- Dossier Soudan et Tunisie.
- M. Talla-Cissé, secrétaire d'Etat sénégalais au tourisme.
- Les charters, quel avenir ?

Vente exclusive par abonnements
1 an : 250 F ou équivalent

Ecrire à :
AFRIQUE TOURISME
B.P. 400 1049 TUNIS HACHAD (Tunisie)



Une semaine avec

Huit ans après...

Fayrouz, ou le chant contre la haine

FAYROUZ se tait un instant. Puis elle murmure : « Tout ce que je peux dire est en deçà de la réalité. Que sont tous ces propos ? Rien en comparaison d'un simple instant de peur ». Vanité des mots, magie des mots. Cette femme belle, plus que belle, au visage mystérieux et tragique, a toujours su cela d'instinct. Le verbe est l'ennemi, le verbe est l'ami. Le mot peut n'être rien sans le souffle, un outil creux et futile. Le mot est tout lorsque l'âme le porte.

Fayrouz n'avait jamais accepté une interview, fuyant la presse comme la peste, cette presse qui « n'aime pas l'artiste mais le traque ». Ou se fuyait elle-même, dans un prudent cocktail de timidité, de sagesse et d'orgueil.

Cette fois, elle a accepté : on ne dit pas cela par souci de vanité la conquête d'une espèce d'himalaya journalistique. Mais simplement parce que toute la personnalité, étrange, fascinante, de cette femme tient ainsi dans cette proposition. Fayrouz croyait n'avoir rien à dire qu'elle n'ait déjà mieux dit en le chantant.

Quelle erreur ! Ce dimanche, alors que Beyrouth s'essale au bonheur précaire, Fayrouz s'arrête de cette liberté de parole, qu'elle s'octroie enfin. Elle parle pendant trois heures. Et c'est un enchantement, le feu et l'eau, l'orgueil et la modestie, l'humour et la passion.

Les mots, il est vrai, ne sont pas d'un bien grand secours. Dire que Fayrouz est une chanteuse, la plus grande chanteuse du monde arabe, n'est encore rien dire. Surtout à l'heure occidentale du show-business. Il faut imaginer autre chose, davantage, une Edith Piaf peut-être portée non seulement par son immense talent, mais par l'histoire. Il faut imaginer autre chose, et pas seulement une femme géniale qui ferait rêver les grands et pleurer les humbles dans tout le monde arabe.

Fayrouz n'est pas une star et réfute l'appellation : « Je n'aime ni ce mot ni les titres ». Fayrouz n'est pas davantage cette divinité vivante, située dans l'adoration collective juste en dessous de Dieu. A cette évocation, elle rit, ravie : « Ce serait une position mortelle et un peu ennuyeuse. Je prise la solitude mais tout de même pas à ce point-là ».

Que reste-t-il alors ? Une femme amoureuse mais pas de ces amours qui produisent les vedettes sucrées et les bluettes loukoums, un amour total, intransigeant, pour le Liban et pour l'humanité. Fayrouz, fille de la montagne, montagne elle-même, est le Liban, un immense Liban, sans frontières ni villages, sans confessions ni concessions. Elle est la femme-Liban.

Voilà bien un fardeau écrasant et un pouvoir exorbitant, cette prise en charge jalouse, cette défense absolue d'un pays de l'imaginaire, ce désir fou d'être la voix au-dessus de la mêlée quand la mêlée se fait furieuse et exaspérée. « Il y a beaucoup de gens qui aiment le Liban, il y en a qui l'aiment plus. Quand je chante le Liban, je sens que toute ma sensibilité se concentre dans ce mot », dit-elle. Avant d'ajouter : « encore la vieille fâcherie avec l'impuissance des mots : « C'est à l'air banal de dire qu'on aime. L'amour est faible, il n'y a pas de mot pour signifier cela. Je me révolte quand je chante le Liban. Je ne peux le quitter qu'il aille, où que j'aille. Les gens ont senti cela. Les gens ont senti cela en effet, « cette force intérieure qui provient d'un amour démesuré colore tout et rend les mots éclatants ». Ils avaient senti cela bien avant la guerre, et le sentent bien après s'il y a déjà un après. Mais sans doute ne l'ont-ils jamais perçu aussi violemment que lorsque ces chants furent un cri lumineux dans la tourmente ; comme ces deux fameuses chansons, déclarations d'amour au Liban et à Beyrouth.

A ce moment-là, précisément, est née la légende Fayrouz dans l'alchimie mystérieuse du talent, des mots et des émotions. Fayrouz chantait, et ce n'est pas simplement la diaspora qui sanglotait sur un pays déchiré. Elle chantait le Liban, Le Caire pensait Egypte, Damas traduisait Syrie, Amman entendait Jordanie, et les Palestiniens rêvaient la Palestine.

Exorbitant pouvoir que cette capacité à transcender les mots. Fayrouz dira à un moment : « Tout ce qui a rapport à la terre, à la patrie, je sens que j'en suis responsable. Tout est à moi. » Et ce n'est pas mégalomanie. Elle dirait aussi : « Je dois représenter un tas de sentiments pour les gens, le pays tel qu'ils le rêvent ». Et ce n'est point redondance d'artiste.

Quand Fayrouz est apparue sur scène, en pleine guerre, à New-York, sait-on ce que fit le public ? Les gens se levèrent et se embrassèrent avant même qu'elle ne chante. Un symbole ? « Je n'ai jamais été un symbole. Pendant la guerre, les combattants n'avaient pas le temps de se chercher un symbole. » Et pourtant, si, elle fut un symbole, la paix contre la guerre.

Exorbitant et pauvre pouvoir. « Subitement quand je chante, je sens que je peux vaincre la violence, la destruction. Cette sensation que la voix peut être plus forte que la violence et la haine est prodigieuse. Mais à certaines heures aussi, je sentais que je n'étais rien du tout. J'aurais bien aimé avoir le pouvoir d'arrêter les choses et je me trouvais avec la rage de ne pouvoir faire plus. »

Qui sait si elle ne fit pas beaucoup, elle qui resta à Beyrouth durant toute la guerre ? Quand tant de grands, Hussein roi de Jordanie, et Hassan souverain du Maroc, Sadate le raïs et tant d'autres la supplièrent de venir s'abriter dans de somptueux refuges.

Fayrouz, malgré ces supplices, n'a jamais déserté. « Il m'était impossible de penser que je pourrais partir. C'était de la folie. Cela aurait été pire que la peur. » Et pourtant, avouera-t-elle, « au fond de moi, parfois, j'étais morte de peur ». Comme à l'entrée en scène, où, dit-elle, « mon cœur souvent chute et me tombe dans la main ».

Histoire d'amour, encore que cette peur domptée : « Il y a différentes formes d'amour. Il y a des êtres qui ont une telle foi, de telles racines, que, s'ils le souhaitent, ce pays ne serait plus le même. Leur présence n'aurait pas la guerre. Et elle entre la présence de Chirak. Quelque-uns ont crié, défilé. Mais qui les entendait à l'heure du grand ménage ? »

Fayrouz n'a jamais déserté, et n'a jamais voulu être l'otage. Cette chrétienne qui fait pleurer aussi l'islam, cette montagnarde qui n'oublie jamais de chanter le vendredi saint dans l'église d'Antelias refut tout cela, la fracture confessionnelle. Presque avec violence : « Ce n'est pas important. Je suis Libanaise. Je me refuse à cette optique confessionnelle. C'est laid et cela réduit les choses. Cette

guerre n'était pas normale, elle était inhumaine. Des croyants ont perdu leur foi. Je chante les causes de l'humanité et je suis avec ces causes si elles sont nobles. Je suis contre toutes les formes d'oppression et toutes les formes d'injustice. Ma voix ne demandait pas seulement l'arrêt de la guerre, mais l'amour et l'entente entre les hommes. » Lui fait-on remarquer que ce sont là sentiments fort chrétiens, la réponse vient, dans un grand rire : « Pourquoi seulement chrétiens ? Fayrouz ne fut pas l'otage, parce que, dit-elle, par bonheur, toutes les fractions m'aiment et toutes les fractions ont compris que ma valeur est de n'appartenir à aucune fraction. »

Et peut-être de ne jamais faire de concessions aux intérêts partisans, pas plus qu'aux triomphes faciles. Image d'une femme intransigente : « Les concessions me font souffrir. C'est une chose fondamentale. Je me refuse à risquer ma personnalité. » Image d'une femme qui a choisi l'orgueil contre les vanités, d'une femme investie : « Je n'appartiens à personne, ou à chacun. Je suis responsable de chaque mot que je chante : j'ai choisi cette responsabilité mais je ne pensais pas que ce serait aussi lourd. »

Etre et durer, le destin de Fayrouz ici rejoint totalement celui du Liban. Fayrouz, femme optimiste — « la fête et la joie, qui n'aimeraient cela ? » — dit : « Je déteste le malheur » ; Elle en sait la permanence : « Evidemment nous avons beaucoup de filières. Je ne sais si nous pourrions arrêter le sang qui coule. Ceux qui émettent le discord le émettent partout, et jusque dans le sang des êtres. » Et elle refuse cette malédiction : « Mais il est dur à franchir, ce Liban. La paix doit venir et elle va venir. L'idée de paix est déjà dans les hommes. Nous sommes encore malades, Beyrouth le cœur est guéri. Même si l'épaule, le bras, souffrent encore, nous devons le restaurer, continuer à le chanter ce Liban jusqu'à ce que nous le récupérons. »

Continuer à chanter. Fayrouz dit de son public ce qu'elle dit du Liban. « Ce n'est pas une histoire d'amour ancienne, c'est une histoire d'amour présente. » Continuer et déjà préparer un régal, prévu dans deux mois à Beyrouth. « Ce concert, dit-elle superbement, sera une déclaration de paix. »

PIERRE GEORGES.

CARNET DE ROUTE

Beyrouth se repaît d'ordre...

Lundi. — Voilà Beyrouth livrée à l'ordinaire. Nettoyée, asphaltée, ravagée. Presque propre et déjà négligée, comme aux beaux jours. Agitée, crânie et racoleuse. Banalisée et dûment rendue, ruines en sus, aux fresques quadrichromées et aux clichés papier glacé des bons guides d'autrefois. « Visitez Beyrouth, grouillante et colorée, marée de béton sur baie de rêve, opulence d'Occident sous ciel d'Orient... » Beyrouth a oublié ses fièvres, s'est lavée de ses péchés. Elle se repaît d'ordre.

Qui faut-il écouter ? Quelques vieux amis, tout au splan d'une

ville qu'ils sentaient leur quand ses passions n'avaient cure des lois ? Une ville qu'ils aimaient libre et voulaient libérée, oubliant un peu vite cette nuée de demi-soldes moins prompts au front qu'à la rapine... Ou tout un peuple, trop longtemps meurtri, seulement avide, pressé de savourer les petits bonheurs d'une rue qu'on discipline ?

Où, la vieille Hongroise, Beyrouthine de toujours, de l'Ouest, se souvient à peine de ses colères de juillet. Tapie avec une amie dans le salon du rez-de-chaussée où elle

initie ses émules au yoga, elle maudissait les Français, coupables de retenir la main salvatrice de M. Sharon. Elle avait peur, mais voulait en finir. Il fallait nettoyer le pays de « tous les Palestiniens fauteurs de guerre ». Elle est radieuse au milieu de ses bouddhas. Beyrouth s'est remise au yoga...

Antoine, le patron du Carlton, a retrouvé le sourire, sa mer, ses rochers, ses pêcheurs, reconquis d'un coup de pelle sur les squatters de trottoirs et les boutiquiers de contrebande. Propriété refait loi. Le

béton piède-dans l'eau a repris tous ses droits.

Ouzai, plus loin, n'est qu'un chaos. La guerre l'avait balayée, la paix l'a achevée. Toute une pibbe chitite y avait installé ses toits. Sans toits, a dit l'Etat. Les uns sont repartis au Sud, cultiver le tabac ou l'olive à l'ombre d'Irakli. Les autres front se serrer chez les cousins de Chirak. Quelque-uns ont crié, défilé. Mais qui les entendait à l'heure du grand ménage ?

« Plus de place dans l'armée aux lâches, aux indigents et aux corrompus », a juré le nouveau commandant en chef.

« Il va falloir changer de méthodes », a déclaré le nouveau chef de la Sûreté.

Et encore : le Rotary-Club causera bientôt du Beyrouth archéologique et élira un président. Les faux chauffeurs de taxi sont maintenant condamnés à 500 livres d'amende. Les escrocs n'ont plus la vie belle. « Une ambiance des plus élégantes régnait à l'inauguration de l'Empress Club. » La « Barline » a « confiance dans le Liban » et aura une nouvelle ligne méditerranéenne. Les toutes dernières collections de Paris font vitrine sur Hamra. Il faudrait penser au pitit Noël des troufions de la force multinationale...

Les night-clubs affichent complet, les gendarmes arrêtent les voleurs, les cocktails foisonnent, et le livre prospère. « Beyrouth ? C'est Lausanne ! » lance, un peu à court d'images, un heureux en affaires. Grisant.

Marouane attend, plaçant de tout raconter. Une curieuse aventure... Imaginez un peu : vingt fils de bonne famille, aussi bien mis que bien nés, jettés quarante-huit heures dans les cellules putrides d'un commissariat de quartier ! L'agilité oblige, les « stupe » se sentaient d'être. Tabassages, cris, menaces. Tous ces rejets de la

« haute » n'en croyaient plus leurs yeux.

La Tout-Beyrouth avait au moins un ami en cage... Il y avait mal donné. Tout le monde, est rentré chez soi. Les journaux n'en ont pas pipé mot. L'Etat peut bien se réveiller, il reste libanaise.

Djémaré à Achrafieh. La mère d'Elle exerce dans le montebail et le kabbah ou. Qui se fait inviter est sûr de sentir ici les dernières humeurs de la colline chrétienne. Et aussi de compter discrètement les points autour d'une table que seul un bel esprit de famille ne vide pas avant le dessert. A gauche, il y a Ella, l'énigme fronté au gauchisme. A droite, il y a le beau-frère, Jacques, un fidèle de Bachir, le « président-mariage ». Au centre, le père, fan invétéré de l'Etat et de la loi. On espère du grabuge. Et l'on se retrouve fliqué : Elle a perdu son mordant, Jacques fait des affaires et le père, plutôt déçu, n'a plus rien à arbitrer... Même à table, Beyrouth ne veut plus de batailles.

Ni Est, ni Ouest, la ville est une, avait juré le nouveau président, un beau matin d'octobre, en enterrant le vieux front du côté du musée. C'est vrai : les barricades sont tombées, les puits se sont estompés. Mais les mots restent, on dit toujours qu'on pense « de l'autre côté ».

La nuit venue, à l'entrée de Borj-Brâhne... Le camp est plongé dans le noir et ses mesures réfléchies tremblent à la lueur des lampes à huile. Samir déprime. Il parle seul, montre les hauts lieux d'hier : le fief des « camérades du Front démocratique », les deux tantes d'Abou-Walid, « artillerie mégalé », défait d'une souveraine impuissance, derrière ses canons de D.C.A., les Kirs et les Phantomionistes. Borj écrit son histoire et c'est celle d'une défaite.

La vieille mère de Samir fait le thé, sans un mot. Demain, elle touchera vingt sacs de ciment, vingt poteaux de bois, vingt-six têtes et

quatre cents perpaings pour réifier la maison. Pourtant, elle ne songe qu'à partir. Loin, le plus loin possible.

M. Jacques Séguela, le champion de la « force tranquille », a atterri à Beyrouth, l'humour sous genouillère. « Les races de demain, s'il y a docement confiance, sont celles qui font confiance à leurs pères... » Il a dû en trouver assez pour venir proposer au président de vendre, gratis bien sûr, son pays à l'étranger. « L'Europe rêvera du Liban », a conclu le philanthrope. Sa fille beyrouthine s'appelle « Stratégies ». Personne ne l'ignore plus. « Il n'y a pas de réussite sans un grain de pub... », a encore souflet M. Séguela avant de repartir.

La longue comédie a retrouvé ses couples amoureux, ses camélots bavards et ses grillures de châtagnes. La grand-rue tourne en technicolor et le trottoir fait tripot. Beyrouth, soleil couchant, vire au chrono et pose pour carte postale.

Dîner chez « Temporal », le haut standing local, à deux pas de la carcasse du viail hôtel Saint-Georges. Notre hôte d'un soir a, en sept ans, vu bien souvent l'occasion de se lire dans maints journaux. Toujours anonyme, il est selon les jours une « personnalité montante de l'Ouest », un « anti-chambre bien informée », une « source sûre » ou un « proche du pouvoir ». On parle des affaires qui flourent, de la livre qui fait florès, du Hilton vendu, à l'état de champ de bataille, près de 100 millions de livres aux Saoudiens, et des VIP de luxe qui repeuplent les salons des hôtels. Il a un demi-sourire inquiet. « J'ai peur, murmure-t-il, qu'on ne devienne Hongkong ou Monte-Carlo. » Comme si le cliché d'hier, ce Liban, Suisse du Moyen-Orient, était devenu trop grand !

DOMINIQUE POUCHIN.
(A suivre.)



Association des Banques du Liban

• Rue de l'Armée, B.P. 976, Beyrouth (Liban)
• Autostrade DORA, Centre MOCARRI


**84 Banques membres de l'A.B.L. ayant
600 Branches à travers le pays, en plus de 12 membres adhérents**

<p>11 Banque Sabag et François pour le Moyen-Orient S.A.L. «Francoarab»</p> <p>12 Banco di Roma</p> <p>13 Banque Mita-Liban S.A.L.</p> <p>14 Banque Tahir S.A.L.</p> <p>15 Arab Bank Limited</p> <p>16 Banque Nourde de Paris (intercontinental)</p> <p>17 The British Bank of the Middle East</p> <p>18 Société Bancaire du Liban S.A.L.</p> <p>19 Rafidain Bank</p> <p>20 Banque Libano-Française S.A.L.</p> <p>21 Banque O.Tad - Crédit Lyonnais - S.A.L.</p> <p>22 Banque du Liban et du Qatar S.A.L.</p> <p>23 Bank Al Mubarak S.A.L.</p> <p>24 Federal Bank of Lebanon S.A.L.</p> <p>25 Saudi National Commercial Bank</p> <p>26 Banque Nazran pour le Développement Industriel et Touristique S.A.L.</p> <p>27 Société Générale Libano-Européenne de Banque S.A.L.</p> <p>28 Algemein Bank Nederland N.V.</p> <p>29 Banque de la Méditerranée S.A.L.</p> <p>30 The Chase Manhattan Bank N.A.</p> <p>31 Citibank</p> <p>32 The Chartered Bank</p> <p>33 Bank of Credit and Commerce International (Liban) S.A.L.</p> <p>34 Banque Soudan S.A.L.</p> <p>35 Banque de Beyrouth et des Pays Arabes S.A.L.</p> <p>36 The Libano-Arab Bank S.A.L.</p> <p>37 Banque J. Loh et Fils S.A.L.</p> <p>38 The First National Bank of Chicago (Liban) S.A.L.</p> <p>39 Bank River Bank S.A.L.</p> <p>40 Investment and Finance Bank S.A.L.</p>	<p>136 The Syrian Lebanese Commercial Bank S.A.L.</p> <p>137 Banque de Crédit National S.A.L.</p> <p>138 Banque Mita (Middle East Banking Co.) S.A.L.</p> <p>139 Banque Byblos S.A.L.</p> <p>140 Adcom Bank (Advances and Commerce Bank) S.A.L.</p> <p>141 Banque de l'Indus S.A.L.</p> <p>142 Universal Bank S.A.L.</p> <p>143 Banque de Financement S.A.L.</p> <p>144 The Royal Bank of Canada (Middle East) S.A.L.</p> <p>145 Banque de l'Indus et du Travail S.A.L.</p> <p>146 Banque Libano-Beyrouth S.A.L.</p> <p>147 Commercial Development Bank S.A.L.</p> <p>148 Banque Nazran pour le Commerce S.A.L.</p> <p>149 Credit Liban S.A.L.</p> <p>150 Banque Nazran pour le Développement Industriel et Touristique S.A.L.</p> <p>151 Bank of Kuwait and The Arab World S.A.L.</p> <p>152 Banque J. Grouss S.A.L.</p> <p>153 The Arab Libano-Turkish Bank S.A.L.</p> <p>154 Credit Suisse (Moyen-Orient) S.A.L.</p> <p>155 Banque du Crédit Populaire S.A.L.</p> <p>156 Bank Soudan Iran</p> <p>157 Société Nouvelle de la Banque du Sud et du Liban S.A.L.</p> <p>158 Banque Nazran pour le Commerce S.A.L.</p> <p>159 Bank of America National Trust and Savings Association</p> <p>160 Banque Magdalen S.A.L.</p> <p>161 Bank S.A.L.</p> <p>162 Bank Hammad for the Middle East S.A.L.</p> <p>163 Bank of Beirut S.A.L.</p> <p>164 United Bank of Saudi and Lebanon S.A.L.</p> <p>165 Prosperity Bank of Lebanon S.A.L.</p>	<p>178 Chemical Bank (Middle East) S.A.L.</p> <p>179 Jammal Trust Bank S.A.L.</p> <p>180 Banque de l'Economie Libanaise S.A.L.</p> <p>181 United Bank of Lebanon and Palestine S.A.L.</p> <p>182 Credit Commercial de France (Moyen-Orient) S.A.L.</p> <p>183 Bank of Lebanon and Kuwait S.A.L.</p> <p>184 Habib Bank Limited</p> <p>185 The Bank of New South</p> <p>186 Liban Bank S.A.L.</p> <p>187 Arab African International Bank</p> <p>188 Banque de la Beirut S.A.L.</p> <p>189 The Bank Bank of the Lebanon S.A.L.</p> <p>190 Lebanon and Gulf Bank S.A.L.</p> <p>191 Foreign Trade Bank S.A.L.</p> <p>192 Capital Trust Bank S.A.L.</p> <p>193 Manjourn Bank S.A.L.</p> <p>194 Qatari Credit Bank S.A.L.</p> <p>195 Al-Nahdha Bank S.A.L.</p> <p>196 Globe Bank S.A.L.</p> <p>197 Credit Bank S.A.L.</p>
---	--	--

14 Le numéro onze par ailleurs présente le nom de l'établissement bancaire tel quel tel qu'il est officiellement affecté par la Banque du Liban.

Le programme

de



<p>Lundi 27 décembre</p> <p>FÉODALITÉ ET RELIGION</p> <p>(Zghorta et la féodalité Frangio et une adolescence sous les armes ou la génération perdue).</p>	<p>Mardi 28 décembre</p> <p>FÉODALITÉ ET RELIGION</p> <p>(Les Maronites, le R.P. Mwanos, la chanteuse Salwa).</p>
---	---

Page spéciale de 10 minutes dans le journal télévisé de 20 heures :

Le Liban

Enfin l'après-guerre ?



(Suite de la première page.)
Les Forces libanaises alimentent par de véritables impôts leur budget, qui n'est pas négligeable : 400 millions de livres en 1981, près de 700 cette année (une livre libanaise vaut 1,80 franc français, environ). Les rentrées viennent pour deux tiers des droits perçus sur les marchandises débarquées - notamment dans le fameux « cinquième bassin » du port de Beyrouth, de diverses taxes sur l'essence (4 livres pour 20 litres), sur les chiffres d'affaires et sur les établissements de loisir, et d'une petite mais symbolique « taxe de sécurité ».

Il y a un vide et nous le comblons, explique M. Fadi Fren. Nous n'écarterons pas l'Etat pour nous mettre à sa place. Il fait valoir que sa troupe conserve sa raison d'être aussi longtemps que l'armée, ne peut assumer le contrôle de tout le territoire. Après une phase où, dans une formule marquant quelque distance, il « rendait la main » au président Amine Gemayel, le chef des F.L. l'assure aujourd'hui de son « entière confiance ».

Y a-t-il pour le Liban deux « projets phalangiens » rivaux, l'un dur, sinon fascisant, et l'autre conciliant ? C'est ce que pense un Walid Joumblatt soutenant « Amine le modéré » contre les extrémistes. Au sein de la droite chrétienne, on ne voit pas cette dualité. Pourtant, la famille connaît un climat à la Mauriac. Le divorce est hors de question, mais le couple est fêlé. Le vieux fondateur de la dynastie, M. Pierre Gemayel, semble convaincu que, dans l'intérêt même de l'Etat présidé par son fils aîné, les Forces libanaises ne doivent pas encore se dissoudre. Orphelins de « cheikh Bechir », elles auront, lorsqu'il sera mort, à suivre ce « cheikh Amine » qu'elles n'ont jamais beaucoup apprécié. Entre le chef sans troupe et la troupe sans chef, il faudra trouver un accommodement. A

moins d'en venir à l'épreuve de force qui consisterait à faire rendre gorge à ces alliés puissants en supprimant leur « port » et leur autonomie financière. Intégrer droitement et progressivement la seconde armée à l'armée tout court paraît davantage dans la nature du président.

A cet effet, il vient de nommer à la tête de l'armée libanaise le général Ibrahim Tannouz, officier qui se battit aux côtés des miliciens de Bechir et a gardé toute leur confiance.

Ce pays qui s'est pris pour une banque l'a durement appris à ses dépens : sans l'armée, l'Etat n'est qu'une fiction. Pour la première fois, celle du Liban, qui s'était brisée dans l'épreuve, a une assise territoriale réelle bien qu'exiguë. Ses vingt-trois mille hommes copieusement encadrés - cinquante et un généraux - semblent à nouveau motivés. Selon un expert militaire occidental « un an suffirait pour en faire avec notre aide une force opérationnelle de très bon niveau ». En proclamant son intention d'instaurer le service militaire obligatoire, le chef de l'Etat démontre qu'il jouera à fond de ces atouts maîtres.

« Plus de tableau de bord... »

L'administration civile, elle, repart d'un bon pied. Comme sous tous les cieux, elle n'avait pas beaucoup apprécié les bouleversements annoncés à son de trompe par Bechir. Plus civil à tous égards, M. Amine Gemayel la rassure. Durant toute la guerre, elle n'a pas démenti. En témoignent ses processus, petites et grandes, pour tenir le pays debout. « Par exemple, notre registre du commerce n'a jamais disparu : le juge des référés a toujours siégé », proclame fièrement le ministre de la Justice, ancien bâtonnier. Prodiges obscurs de l'héroïsme administratif dans ce pays de trois

millions et demi d'habitants où 40 % des fonctionnaires (dix-huit mille à plein temps et le double non permanent) ont fait tourner la machine, tandis que tous percevaient sans interruption leur traitement. « L'Etat ne s'est pas arrêté », constate le directeur de la fonction publique, avant de dresser le bilan des dégâts : « Nous n'avons plus de service de prévisions, plus de statistiques depuis 1975. La documentation du plan a été volée, moitié-moitié, par les Palestino-progressistes et les Israéliens ». Et, les yeux au ciel, il ajoute : « L'Etat, Monsieur, n'a plus de tableau de bord... Heureusement, aujourd'hui même je reçois le décret de nomination de nos deux fonctionnaires des statistiques dont quatre sont rentrés de l'étranger. Tout va redémarrer ».

La machine d'Etat repart. Le premier annuaire téléphonique publié depuis dix ans va paraître enfin. Le responsable du tourisme dont l'infrastructure est sinistrée à 70 % tire ses plans. Les moyens d'action et les motifs d'espérance sont, ces dernières années, le chef de l'Etat était si cruellement dépourvu existent. M. Gemayel sera, selon le mot d'un adversaire, un « Sarkis sans excuse ».

Il ne pourra rien en tout cas sans un consensus national et le maintien de l'adhésion des musulmans au régime des chrétiens victorieux. Gemayel a montré qu'il se voulait le président de tous.

Depuis l'indépendance, l'Islam libanais ne s'est pas reconnu dans le seul Etat du Proche-Orient dont le chef fut un chrétien. Il a cherché ailleurs, dans les grands courants qui parcouraient le monde arabe, de Nasser à Kadhafi, en passant par le nationalisme palestinien, son inspiration, ses mots d'ordre et ses amis. Voici qu'après la défaite de l'O.L.P., l'effritement du « mouvement national », l'assure du discours de gauche, il joue la carte de la « deuxième Ré-

publique » libanaise. Son principal homme politique « traditionnel », M. Saeb Salam, qu'une attitude courageuse face aux Palestiniens et dans les derniers combats a fait passer d'un certain discrédit à un grand prestige, cautionne le régime. En nommant M. Wazzan premier ministre, le président a payé cette dette et s'en trouve bien.

L'échiquier renversé

Le président du Conseil, M. Wazzan - sunnite, comme l'exige le pacte national - est la caution islamique du régime. Travaillant en coopération étroite avec le président, il détient une arme absolue qu'il se garde bien de brandir : si le poids des ultras phalangistes s'alourdit outre-mesure, si l'Etat est par trop complaisant avec Israël, quel coreligionnaire osera succéder au premier ministre démissionnaire ?

La communauté musulmane s'est montrée, depuis qu'elle assura l'élection du premier président Gemayel, plus coopérative avec le pouvoir qu'elle ne le fut jamais. Patiemment, elle engrange ses atouts et prépare sa facture. Avec une supprime habileté, elle a réprimé son haut-le-cœur et fait semblant d'ignorer la responsabilité des forces libanaises dans les massacres de Sabra et de Chatila pour ne pas faire voler en éclats l'accord à peine ébauché. Un jour, cette carte sera sans doute, elle aussi, abattue...

Pourtant, tout le monde le sait à Beyrouth : le succès ou l'échec de la deuxième République dépend de l'évacuation du territoire et donc, essentiellement, du modus vivendi conclu avec Israël. Le président finira-t-il par signer un bel et bon traité de paix, comme l'exigent les ultras, Gardiens du Cèdre et autres minoritaires qui sont invités et choqués à Jérusalem avec des égards disproportionnés. Souscrira-t-il à un accord politique de non-belligérance ? Songe-t-il, comme le lui conseille M. Fakradouni, membre du bureau politique des Kataeb, à un statut de neutralité, étayé par un accord de sécurité avec Washington ?

Si, comme nous l'assure un de ses proches, « cheikh Bechir » aurait peut-être pris le risque d'une rupture avec le monde arabe pour bâtir son ordre nouveau, son frère, par tempérament, sympathie, intérêt, ne se couperait jamais de cet hinterland-nourricier, de cet univers sans lequel le Liban n'est rien qu'une bizarrerie sociologique et religieuse. Or la paix aux conditions léonines d'Israël briserait la plupart des alliances arabes comme le consensus intérieur. Le petit Liban ne survivrait pas à la commotion. Le fait qu'Israël ait renoncé à l'exigence inacceptable de négociations se déroulant à Jérusalem et la seulement rend un arrangement moins improbable.

Les Israéliens ont réussi le prodige de s'allier jusqu'à leurs alliés au Liban en quelques mois. Ils dé-

tiennent des atouts maîtres d'ordre militaire et politique dans le pays voisin, alors que, pour la première fois, ils connaissent un conflit avec les Etats-Unis plus profond et plus sérieux que leurs habituelles scènes de ménage. Leurs objectifs dépassent infiniment Beyrouth, et il leur importerait davantage de gagner la Syrie à un règlement régional. Le Liban devra-t-il attendre encore et toujours ? On est en train de résoudre notre problème à la crise du Proche-orient, dit une personnalité maronite de premier plan. Nous allons être victimes du forcing en cours pour un règlement général dont les conditions ne sont pas assurées.

Enfin cesser d'être un enjeu, le champ élas convulsif et pitoyable de la région, le mendiant de la paix des autres ? Il est trop tôt pour dire si le Liban y parviendra, et l'on peut craindre que l'Etat ne s'y installe dans un pré-carré légitimiste, cerné d'occupants attardés. La souveraineté, éclatante à Beyrouth, se ternirait alors à l'approche des frontières comme dans le spectre des couleurs. Du moins, par leur intervention, les Israéliens ont-ils renversé l'échiquier sur lequel leurs propres manœuvres, les ambitions syriennes, la tour palestinienne, les déchirements libanais et des fous sans nombre rendaient toute partie injouable. Une partie que, désormais, le Liban peut gagner.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

Banque de la Méditerranée 15 branches au Liban pour vous servir.

Tripoli
Chekk
Jbeil
Zouk Mikayel
Jdaideh
Achrafieh
Hamra
Raouché
Moussaitbeh
Place des canons
Furn El-Chebbak
Mkalles
Choueifat
Zahlé
Saida

Banque de la Méditerranée, sal.

R.C.B. 5267, Siège des Banques No. 22, Siège Central, Avenue Saoud Ghannam, 1000, Antenna Radica, 8, 9, 340, Tel. 20525 LE COBAN - 21350 LE COBAN - 307237 - 330198 - 336132 - 336320

CREDIT SUISSE

PRÉSENT A BEYROUTH ET A PARIS

CREDIT SUISSE (MOYEN-ORIENT) S.A.L.

B.P. 11-9552, Beyrouth, Liban.

Agence de Zalka :
Avenue Amelias,
Amaret Chalhouh, Beyrouth.
Tél. : 893493 / Téléc. : 21098.

Agence de Hamra :
Rue Emile Eddé,
Immeuble Hoss, Hamra, Beyrouth.
Tél. : 346265-9 / Téléc. : 21483.

CREDIT SUISSE (MOYEN-ORIENT) S.A. FRANCE

92, Champs-Élysées, 75008 Paris.
Tél. : (1) 562.29.56 / Téléc. : CSF A 64223 F.

Le CRÉDIT SUISSE
offre une gamme étendue de services bancaires, notamment :
comptes courants et dépôts à terme dans toutes les devises importantes,
opérations de change, placements sur l'Euro-marché, prêts à court
et moyen terme, financements d'exportations et d'importations,
lettres de crédit et lettres de garantie.

M. Mauroy et l'épargne populaire

(Suite de la première page.)

Dans une interview publiée le 12 octobre par le *Matin de Paris*, M. Mauroy avait d'ailleurs souligné publiquement, à l'adresse des socialistes arguant des derniers résultats électoraux pour revendiquer certaines des mairies dirigées par les communistes, que de telles prétentions ne devaient pas ignorer les réalités locales. « La politique, disait-il, ne se fait pas seulement avec des chiffres, ce sont aussi des femmes, des hommes, des équipes. Il y a des maires qui ont obtenu de bons résultats au niveau de la gestion mais dont la formation politique a obtenu de mauvais scores ; il ne faudrait pas aboutir à des choix dommageables pour l'ensemble de la gauche. »

M. Mitterrand avait estimé, d'ailleurs, que ces réflexions étaient frappées au coin du bon sens. Toutefois, le premier ministre n'était pas intervenu directement dans le cours des débats qui avaient conduit les instances dirigeantes du P.S. à établir la liste des villes où les socialistes étaient fondés, selon eux, à contester aux communistes la direction de la municipalité sortante. En revanche, dès que cette liste fut arrêtée, M. Mauroy est intervenu, en qualité de chef de la majorité parlementaire. Le cas de Nîmes posait, à ses

yeux, un problème de principes dans la mesure où c'était un membre du gouvernement, Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la famille, qui brigait la mairie dirigée par le député communiste du Gard, M. Emile Jourdan. Permettre qu'un membre du gouvernement rompe dans une grande ville l'union et la solidarité prônées au niveau national par le premier ministre eût constitué une grave entorse à la ligne de conduite unitaire fixée par M. Mauroy, indiquait-on à l'hôtel Matignon.

Le maire de la ville a donc expliqué à Mme Dufoix que le respect de cette règle était incompatible avec sa candidature puisque celle-ci eût consisté, en fait, à exploiter le bénéfice d'une charge gouvernementale pour porter atteinte à l'union de la gauche à Nîmes. Le secrétaire d'Etat à la famille a fait preuve de compréhension. C'est le seul cas dans lequel M. Mauroy ne se soit pas borné à donner son avis à l'état-major du P.S. A Lens aussi, certes, les tensions qui existent entre socialistes et communistes mettent en cause un membre du gouvernement, M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat, maire sortant, mais il s'agit d'un cas tout à fait différent de celui de Nîmes. Dans la cité minière du Pas-

de-Calais, en effet, il y avait déjà eu une « primaire » à gauche au premier tour des élections municipales de 1977. Une union qui n'existe pas ne pouvant pas être détruite, comme dirait M. de La Palice, le premier ministre n'a pas jugé opportun de se mêler des querelles lensoises.

Trois cent mille chômeurs de plus ?

L'attitude de M. Mauroy procède d'une raison d'Etat élémentaire : sans le maintien de l'appui du P.C. le gouvernement ne pourrait espérer poursuivre sa politique économique de « rigueur » avec quelque chance de succès. Le chef du gouvernement se montre plus unitaire que jamais parce que l'année 1983 ne se présente pas sous les meilleurs auspices. Si les prévisions des experts de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) se réalisent (le *Monde* du 24 décembre), le gouvernement aura du mal à atteindre ses objectifs de lutte contre l'inflation et le chômage. Or, l'avenir politique de M. Mauroy est directement conditionné par le bilan de la politique de redressement dont il s'est fait le champion depuis juin dernier. Il est même plus que par les résultats des prochaines élections municipales.

A l'hôtel Matignon on réfléchit donc à la définition d'actions nouvelles et originales qui puissent donner à M. Mauroy les moyens de tenir sur la « crête des deux millions de chômeurs » et de ne pas dépasser le taux d'inflation prévu pour 1983 (8 %). Sans réduction, comme promis, du pouvoir d'achat moyen des Français. Ce travail de réflexion a déjà fait émerger quelques idées-forces. Pour réduire le déficit du commerce extérieur, qui affaiblit le franc, il convient, dit-on dans l'entourage du premier ministre, de mieux contrôler la consommation privée. Cela implique, explique-t-on, d'éponger l'excès de liquidités qui résulte de l'augmentation du pouvoir d'achat distribué en France jusqu'à la mi-1982.

La relance de la consommation du début du septennat ayant bénéficié aux partenaires européens de la France, en particulier à la R.F.A., il s'agit de canaliser la consommation française vers la production et les investissements intérieurs. A l'hôtel Matignon, on a notamment étudié la possibilité d'appliquer en France le système d'épargne forcée en vigueur en Allemagne fédérale parmi les cadres, afin de favoriser les investissements (une partie des revenus des cadres sont automatiquement bloqués pour être ensuite investis dans les entreprises du secteur professionnel concerné, suivant un régime de participation obligatoire). On y insiste, toutefois, qu'un tel système susciterait dans notre pays, compte tenu de la polarisation du contexte économique, une réaction de rejet.

Personnellement, M. Mauroy incline pour des actions « qui ne coûtent rien ». C'est-à-dire des actions qui permettraient de drainer l'épargne populaire vers certains investissements, tout en réalisant de nouvelles avancées sociales, sans pour autant accroître la charge budgétaire de l'Etat. Ainsi est-il ques-

tion, par exemple, de donner aux habitants des logements sociaux et de certaines cités H.L.M. la possibilité de devenir rapidement propriétaires des appartements qu'ils occupent moyennant une légère augmentation des loyers.

L'objectif essentiel de M. Mauroy demeure néanmoins la lutte contre le chômage. En ce domaine, le premier ministre est convaincu que seule une « politique audacieuse de partage du travail » ouvrira à la gauche l'espoir de renverser le cours des choses. Il avait déjà exprimé cette conviction devant le comité directeur du P.S. le 20 novembre, en affirmant que, pour sa part, il ne concevrait pas que la gauche renonce à réduire à trente cinq heures, en 1985, la durée légale du temps de travail hebdomadaire. Selon M. Mauroy, si le gouvernement se borne à essayer de stabiliser le chômage à son niveau actuel par une politique d'incitation aux départs à la retraite, il n'évitera pas qu'il y ait, très vite, trois cent mille chômeurs de plus, ce qui obligera les pouvoirs publics à augmenter fortement les prélèvements sur les revenus et sur les entreprises.

Le premier ministre se propose donc de susciter sans tarder, courant 1983, un « vaste débat national » sur ce thème, au sein des partis de la majorité et des organisations syndicales et professionnelles. Il le fera en préconisant une réduction de deux heures dès 1984, et en invitant les partenaires sociaux à négocier les futures hausses de salaires en fonction d'un double critère : l'objectif national de hausse des prix et le rythme de réduction de la durée du travail. Dans la pratique, les salariés se verraient proposer, suivant un système souple, soit un maintien du pouvoir d'achat par augmentation des revenus salariaux, soit un maintien du pouvoir d'achat obtenu à la fois par une certaine progression des revenus salariaux et par une réduction du temps de travail, celle-ci étant considérée comme équivalant à un gain de pouvoir d'achat.

Il semble que pour l'instant la réflexion de M. Mitterrand sur l'opportunité d'ouvrir un nouveau débat sur ce thème soit, au moins, ardente, celle de M. Mauroy (1). La situation des entreprises n'est pas étrangère à la prudence du chef de l'Etat. Pour M. Mauroy, au contraire, il s'agit d'une préoccupation déterminante dont dépend l'avenir de la politique économique et sociale de la gauche. Le premier ministre en est tellement convaincu qu'il pourrait demander au président de la République de le décharger de ses fonctions s'il n'était pas suivi dans cette voie par les autres membres du gouvernement et par la majorité.

ALAIN ROLLAT.

(1) Dans une interview publiée par le *Nouvel Observateur*, du 25 au 31 décembre, M. Edmond Maire souligne que l'objectif des 35 heures constitue « une nécessité impérieuse pour créer des emplois et rétablir la cohésion sociale menacée ». Le secrétaire général de la C.F.D.T. ajoute : « Le premier ministre ne paraît décidé à se battre là-dessus. Mide par et n'a pas senti que une véritable bataille culturelle était ouverte sur ce point, non seulement dans les syndicats, mais au P.C. et au gouvernement. »

LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

BREST : protocole d'accord entre le R.P.R. et l'U.D.F.

Les responsables de l'opposition ont signé, dimanche 26 décembre, un protocole d'accord en vue de constituer une liste d'union à Brest, dont le maire sortant est M. Pierre Maille (P.S.). Après plusieurs mois de négociations (le *Monde* du 24 décembre), les deux délégations sont convenues que la liste Union pour Brest sera conduite par M. Jacques Berthelot (R.P.R.), conseiller général élu en remplacement du maire décédé, Francis Leblé (P.S.), et par M. Georges Lombard, ancien maire, sénateur centriste, qui, en cas de succès, serait président de la communauté urbaine.

Cette liste doit être constituée à parité des deux partis - R.P.R. et U.D.F. - et « sera représentative de tous ceux qui veulent contribuer à l'échec de la gauche ».

RECTIFICATIF. - Le soldat du contingent dont il était question dans le *Monde* du 24 décembre sous le titre « Les droits de l'homme dans les casernes » n'a pas été puni d'arrêts avec isolement pour avoir détenu l'hebdomadaire trotskiste *Rouge* et fait signer une pétition mais d'arrêts simples. Le cabinet du ministre de la défense, qui nous signale cette erreur, avait refusé de nous recevoir avant la rédaction de cet article.

ANDRÉ PASSERON.

* Images d'une certaine France, affiches 1939-1945, par Stéphane Marchetti. Édition, 178 pages, 195 F.

Convention communiste : l'expérience de gauche est mal partie

Le collectif national de la Convention communiste, mouvement créé en juin dernier et qui rassemble des communistes critiques ainsi que des militants d'extrême gauche, a publié un document d'orientation politique selon lequel « l'expérience » de gauche « est mal partie ».

« Dans son immense majorité, la base sociale du nouveau régime est minée par des sentiments de déception, de découragement, parfois même par le ressentiment et la colère », écrivent les auteurs de ce document, qui estiment que « le nouveau régime ne pourra supporter longtemps une telle érosion de ses assises naturelles ».

Convention communiste, qui souhaite « apporter sa pleine contribution au succès de l'expérience en cours », reproche au pouvoir de se contenter de la « neutralité bienveillante de spectateurs passifs », à savoir sa base sociale, et souligne son incapacité à obtenir « une adhésion franche et massive » à sa politique.

Les auteurs du document insistent également sur la crise du militantisme qui frappe « toutes les formations de gauche, grandes ou petites », depuis mai 1981, et qui est l'un des signes, selon eux, de la dégradation de la situation politique.

Convention communiste se fixe pour objectif de « lutter contre une dérive droite » qu'elle perçoit dans la politique économique et sociale du gouvernement et de favoriser, au plan politique, « l'entente-»

ment d'un processus unitaire permettant à la base de jouer son rôle, au débat politique de se ramener, au mouvement populaire de s'exprimer ». Il est possible, selon ses animateurs, d'y parvenir à l'aide d'une mobilisation autour de quelques grands thèmes :

« Une politique de redressement économique qui associerait à la maîtrise de l'inflation la défense du pouvoir d'achat des petits et moyens salaires et une politique vigoureuse de redistribution des revenus (réforme de la fiscalité). »

« Une politique de développement du « contrôle social » sur toutes les grandes activités : la production, l'éducation et, formation professionnelle, l'information, la culture et la recherche. »

« Une politique de résistance à la pression économique et politique des États-Unis, comportant la mise en cause radicale des privilèges du dollar, la recherche d'une nouvelle solidarité Nord-Sud (concrétisée par des accords bilatéraux décrochés du dollar) et la constitution d'un front européen devant la menace américaine. »

« Le développement d'un mouvement en faveur de la paix et du désarmement qui soit réellement autonome vis-à-vis de la politique des deux blocs. »

* Convention communiste, 14-16 rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris. Tél. : 523-48-40.

UN LIVRE-ALBUM DE STÉPHANE MARCHETTI

Une certaine image de la France

Ce n'est pas la simple collection des affiches apposées dans les villes de France pendant la guerre que publie Stéphane Marchetti. Ce livre d'images tantôt terribles et menaçantes, tantôt poétiques et séduisantes, tantôt grossières et tantôt naïves, fait éloquentement revivre ce que fut la propagande par l'affiche murale et comment celle-ci constituait une arme politique majeure.

Jusqu'en 1939, seules les marques commerciales avaient recours à ce procédé de publicité, de « réclame », disait-on alors. La télévision n'existait pas encore, le cinéma ne projetait, entre les films, que des « actualités », ce sont les murs qui servaient alors d'écrans infinis sur lesquels le pouvoir faisait passer ses messages.

Depuis la fin de la guerre, en 1945, et en dehors des périodes électorales, il a fallu en définitive attendre 1968 pour que, par un singulier retour aux sources, les murs aient de nouveau la parole, avec une débauche d'affiches et de graffitis.

L'ouvrage de Stéphane Marchetti constitue pour l'histoire un document assez complet, puisque la reproduction - parfaite - des affiches les plus éloquentes est accompagnée des citations les mieux adaptées des discours prononcés alors par les dirigeants, par les chefs de guerre et par les intellectuels.

Il comporte également une chronologie précise des événements politiques, sociaux et militaires, qui accorde son caractère didactique. Ainsi que l'écrit l'auteur, « la seconde guerre mondiale fut un exceptionnel laboratoire pour les scientifiques de la propagande ».

Il est vrai que les Allemands disposaient en France occupée d'effectifs impressionnants qui se consacraient à la propagande et qui

étaient au moins égaux à ceux de la SS. Avec la radio, l'affiche devient une arme essentielle du combat idéologique aux côtés des opérations militaires.

Les autorités allemandes y attachaient une importance suffisante pour contraindre le gouvernement de Vichy à promulguer une loi punissant de deux ans de prison ceux qui auront « enlevé, déchiré, recouvert ou altéré » les affiches apposées dans « un intérêt national ».

Dans ce florilège, on relève parmi les images les plus dures celles dénonçant les juifs, les francs-maçons et les gaullistes, mais aussi celle du parti communiste à la libération assurée : « Les femmes françaises réclament pour Péralin la mort ». D'autres évoquant le sort des déportés du travail proclament : « Papa gagne de l'argent en Allemagne », ou encore : « Donnez votre travail pour sauver l'Europe du bolchevisme ».

On trouve aussi des recettes pour faire avec deux œufs une omelette pour six personnes. Mais sur les murs on vend aussi de la morale en affirmant que « les petits Français regardent droit » et que le marché noir est « un crime contre la communauté ».

Reflet d'une époque, ces affiches exaltaient la virilité, le travail, la famille, la patrie, la terre, ce que l'on appelait à Vichy la « révolution nationale ». Ces images d'une certaine France reconstituent bien ce qui fut alors une certaine image de la France.

A COTÉ D'ELSA TRIOLET

Aragon sera enterré dans le jardin de sa propriété des Yvelines

Le P.C.F. a invité « tous les amis d'Aragon » et les communistes de Paris et de province à venir rendre hommage à l'écrivain, le mardi 28 décembre, à 11 heures, place du Colonel-Fabien.

Des représentants du gouvernement assisteront à cette cérémonie, qui sera marquée par une allocution de M. Georges Marchais. Auparavant, la dépouille d'Aragon aura été exposée, de 8 h 30 à 11 heures, au siège du comité central du P.C.F.

Mardi après-midi, le poète sera enterré à côté d'Elsa Triolet dans le jardin de leur propriété de Saint-Arnoult-en-Yvelines. Les obsèques se dérouleront « dans la plus stricte intimité », comme l'avait souhaité Aragon.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

L'écrivain, malgré le communiste...

La mort d'Aragon, survenue dans la nuit du jeudi 23 au vendredi 24 décembre, a été connue trop tard pour que la presse parisienne, déjà imprévue, puisse en faire état. C'est donc samedi et lundi que la plupart des quotidiens ont consacré une large place à la vie et à l'œuvre du poète.

Samedi, l'*Humanité*, rendant hommage au « grand poète français, notre camarade », écrivait, sous la signature de Guy Hermier :

« Si le parti communiste français a entretenu des rapports aussi riches et féconds avec le monde des intellectuels et de la culture, et contribué ainsi à inventer une politique culturelle aussi attentive à la création et à la liberté, c'est notamment à Aragon qu'on le doit. »

« L'histoire dira enfin la part qu'il a prise dans l'élaboration d'une stratégie moderne, démocratique, du parti révolutionnaire, luttant pour le socialisme en France aujourd'hui. Elle est à nos yeux à la mesure du poète, de l'homme, du camarade que nous venons de perdre. »

Pour François de Combarousse, dans *France-Soir*, le communiste Aragon laissait moins de traces dans les mémoires que le poète et l'écrivain. Cela parce que, « très jeune, il avait pris en haine la bourgeoisie, bien qu'il fût né dans un milieu très bourgeois, ou peut-être même parce qu'il y était né, car ni son père ni sa mère ne l'avaient reconnu ».

« Son besoin de vivre selon les plus grands sentiments du cœur lui a fait rechercher un idéal : il a cru le trouver dans le communisme, allant jusqu'à se faire l'apôtre de Staline. »

« Je vivrai cent ans, mes cheveux blanchiront, mais je serai éternellement joyeux, tout cela grâce à toi, Grand Educateur Staline... Il méritait bien le prix Lénine... »

C'est aussi l'opinion de Jean-Marie Rouart, qui écrit dans le *Quotidien de Paris* que, « en dépit de tous ses silences - sur les purges staliniennes, sur la normalisation en Pologne, sur l'invasion de l'Afghanistan et sur tant de sujets brûlants où les droits des peuples étaient bafoués, - l'homme et surtout l'œuvre ont gardé une magie. Le romancier de la Semaine sainte, d'Aurélien, possédait des dons éclatants : une prose musicale, une sensibilité extrême, font de ces livres des chefs-d'œuvre. Aurélien est l'un des grands romans de ce siècle. Il brasse tout à la fois le destin d'un homme, le désespoir d'un amoureux, sans ignorer tout le contexte politique et social de l'entredéux-guerres. Il restera un modèle avec le Gilles de Rieux de La Rochelle, auquel il était une réponse : les deux amis passionnés, qui s'étaient aimés, avaient rompu, poursuivi ».

ALAIN ROLLAT.

(1) Dans une interview publiée par le *Nouvel Observateur*, du 25 au 31 décembre, M. Edmond Maire souligne que l'objectif des 35 heures constitue « une nécessité impérieuse pour créer des emplois et rétablir la cohésion sociale menacée ». Le secrétaire général de la C.F.D.T. ajoute : « Le premier ministre ne paraît décidé à se battre là-dessus. Mide par et n'a pas senti que une véritable bataille culturelle était ouverte sur ce point, non seulement dans les syndicats, mais au P.C. et au gouvernement. »

DEUX POÈMES

Aragon

riser
clagall
miro
godard
marques
michaux
albert
élyris
cortázar
bariot
risat
engober
guillivie
zenakis
soultimov
dupont

André Voznessenski

Né en 1933 à Moscou, il fait ses études à l'Institut d'architecture. Dès 1954, il adresse ses vers à Pasternak. Publié pour la première fois en revue, en 1958, il devient, avec Evouchenko, une idole de la jeunesse soviétique.

Prix d'Etat pour la poésie (1978), il participe à l'émission littéraire *Métopole* (1979). Il vient de faire représenter au Théâtre des Komosomols (jeunesses) un « opéra-rock » dont il a écrit le livret : *Avos*.

Traductions en français : *Le Poète triangulaire* (Denot, 1971), *Skyrymymym* (Gallimard, 1974). A paraître en avril chez Gallimard : *Incontrollable*.

Le dernier lit

Fol aristocratique, sans borne est ton lit. Au mur cette pancarte : Laissez la place libre

Deux mains jaunes, pas encore jointes, s'enfoncent dans le drap comme en son clavier celles d'un pianiste.

Quels accords as-tu plaqués les yeux fermés ? Ta place reste libre. Ta place est la liberté.

ÉDUCATION

LA RÉFORME DU SYSTÈME ÉDUCATIF

« Si le grand service public, unifié et laïque permet le pluralisme, je suis d'accord »

nous déclare le Père Henri Madelin, provincial des jésuites français

Avec treize établissements secondaires et techniques et deux instituts supérieurs, la Compagnie de Jésus s'occupe d'éducation en France un peu plus de 66 000 élèves. Même si les ordres religieux qui s'occupent d'écoles privées ne sont pas directement parties prenantes dans les négociations sur le projet de réforme de l'enseignement national — ils sont représentés par la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire, seule interlocutrice catholique qualifiée de M. Savary, — le prestige ancien des collèges jésuites demeure important. Nous avons demandé au Père Henri Madelin, provincial des jésuites français, son sentiment sur la controverse autour de l'enseignement libre et de son avenir.

« Avec vous, j'ai été surpris par la réaction abrupte des instances catholiques, consistant à poser des préalables à toute négociation avec le ministre de l'éducation nationale — voire à envisager même la politique de la chaise vide ».

« Je comprends cette réaction, car ce qui est en question, c'est une certaine conception de la liberté. C'est un problème sérieux. On comprend que l'Eglise demande à réfléchir avant de s'engager dans des négociations qui peuvent tuer ce qu'elle représente. Je citerai cette phrase du Père Arrupe : « L'apostolat de l'éducation est pour l'Eglise d'une importance absolument vitale. Si vitale que l'interdiction d'enseignement est la première chose — et parfois la seule qui suffise — que certains régimes imposent à l'Eglise pour assurer la déchristianisation d'un pays au bout de deux générations, sans aucune effusion de sang ».

« Est-ce à dire que vous récusiez le principe même d'un grand service public, unifié et laïque que (1) pour l'enseignement en France ? »

Tout dépend de ce qui est désigné par cette formule : « un grand service public, unifié et laïque ». Le problème est de savoir ce qu'il implique comme pluralisme interne. S'il permet le pluralisme, moi je suis d'accord. Mais, s'il faut passer par les fourches caudines de la laïcité, au sens étroit, on ne peut pas être d'accord.

« Je pense qu'il y a une certaine manière de parler de la loi Debré, qui est déjà un grand service public unifié, à l'intérieur duquel se trouvent des composantes différentes, dont l'enseignement catholique. Alors, il y a peut-être à réécrire la loi Debré en fonction du contexte actuel, et en respectant les différentes composantes. L'Eglise a l'air de se battre pour défendre des privilèges alors qu'elle a fait des efforts extraordinaires, grâce à la loi Debré, pour ne plus être un enseignement de classe. Je crois que l'Eglise ne fait plus d'élitisme. Il y a eu, par exemple, des efforts pour obliger les gens à payer en fonction du quotient familial, les riches payant pour les plus pauvres. Nous avons à Saint-Etienne une école technique qui a 50 % de fils d'immigrés, dont beaucoup de musulmans, et on ne leur enseigne pas la foi catholique.

« N'est-il pas possible de mener ce travail dans le cadre des écoles d'Etat ? Pourquoi vouloir un système à part ? »

« Il est vrai que le système catholique ne peut pas ignorer les requêtes de M. Savary concernant la carte scolaire. Mais je voudrais parler de la spécificité de l'enseignement catholique, qui répond à une demande qui provient, pour 80 %, de non pratiquants ! La demande

d'éducation s'est, depuis la dernière guerre, extraordinairement raffinée dans les familles. Et peut-être que la réduction de la natalité n'a fait qu'accroître ce phénomène. C'est-à-dire qu'il y a une projection sur les enfants d'un désir d'éducation extrêmement perfectionnée, bien conduite, très encadrée, et là, j'ai peur que l'éducation nationale ne soit un trop gros Moloch pour répondre à une demande aussi fine. Toutes les couches sociales, y compris les couches populaires, sont à la recherche d'une éducation beaucoup plus raffinée... Alors, quand vous avez des enfants qui sont handicapés, quand vous avez des enfants qui risquent de redoubler leur classe, quand vous avez des enfants qui ont des carences affectives, quand vous avez des enfants de divorcés, spontanément les gens pensent à l'enseignement privé parce qu'ils se disent : là on va pouvoir parler avec des professeurs, avec le directeur, avec d'autres parents, qui ont des problèmes semblables et il y aura une possibilité de concertation. Moi, je crois que ce qui fait le succès de l'enseignement privé, c'est qu'il n'est pas trop gros, qu'il a des unités décentralisées et qu'il est capable de négocier la demande d'éducation des gens en fonction de critères assez personnels des parents.

Un « socialisme venu d'en bas »

« C'est pourquoi il ne faut pas commencer par intégrer, puis réformer après. Je pense que la pensée de M. Savary c'est de faire les deux à la fois mais c'est un exercice difficile. Il faut comprendre que l'on ne peut pas demander le hara-kiri à un groupe et seulement ensuite poser le problème de la transformation. Il faut que les deux choses marchent ensemble. Autrement dit, l'intégration n'a de sens que si elle est suffisamment bien conduite pour opérer un changement institutionnel à l'intérieur de l'éducation... qui respecte des pluralités d'approche, des décentralisations, des mises en responsabilité de tous les agents du système. Et on n'en est pas encore là.

« Qu'attendez-vous, enfin, de la réforme socialiste ? »

« Il me semble que, traditionnellement, dans le socialisme, il y a deux conceptions de l'Etat — ici, je vais faire du rocardisme ! Il y en a une qui privilégie, au nom de l'intérêt national, le rôle d'intervention de l'Etat, qui est l'agent principal, qui doit tout faire, tout réglementer, qui est la conscience de la nation. C'est une conception traditionnelle en France. Et il y a une autre conception quand même à l'intérieur du socialisme qui, à mon avis, en fait son intérêt pour aujourd'hui, une conception très démarquée du modèle marxiste, qui, au contraire, voit dans l'Etat celui qui pose les règles du jeu, qui donne les règles du fonctionnement et qui renvoie l'essentiel aux agents locaux décentralisés, aux initiatives, aux responsabilités locales.

« Si il s'agit de rentrer dans un grand système unifié réglé par en haut, c'est vraiment extrêmement dommage pour la démocratie française qui n'en a pas besoin car elle fonctionne déjà, pour beaucoup de côtés, sous cet angle.

« Nous, nous sommes organisés sur un système associatif, c'est-à-dire que la finalité, le choix du directeur, le choix des équipes pédagogiques, les grandes orientations sont fixées par des associations où laïcs et jésuites discutent ensemble de ce qui doit être fait, et où le directeur est plutôt un exécutant d'une politique d'orientation qui est définie par cette association. Ici d'ailleurs, sur le plan régional, sur le plan national, cela découle du principe chrétien que l'on appelle le principe de subsidiarité, c'est-à-dire qu'il ne faut donner à l'Etat que ce que l'Etat doit faire, c'est-à-dire le minimum. Tout le reste doit être confié aux individus, l'Etat ne doit pas tout prendre en charge, mais uniquement ce qui est indispensable, selon le vieux adage : « Le maximum de liberté en bas, et le minimum de contraintes venues d'en haut ». Voilà. Alors j'espère — et j'espère encore jusqu'ici — que l'éducation nationale essaiera de régler le problème par un socialisme venu d'en bas.

Propos recueillis par ALAIN WOODROW.

(1) Formulation de la proposition n° 90 diffusée au début de 1981 par le P.S. (110 propositions pour la France).

JEAN-MARC GILLY.

A LA DEMANDE DU SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS

Un inspecteur d'académie de Lozère est relevé de ses fonctions

De notre correspondant

Mende. — « Je n'ai commis aucune faute administrative et j'ignore les raisons pour lesquelles je suis relevé de mes fonctions d'inspecteur d'académie. J'estime être victime d'une cabale montée de toutes pièces. » M. Jean Monchambert, cinquante-quatre ans, ne cache pas son amertume. Un décret signé par le président de la République et publié au Journal officiel du 15 décembre a mis fin à des fonctions qu'il assumait depuis trois ans. L'affaire a fait grand bruit en Lozère et crée un malaise parmi les fonctionnaires.

Le S.N.I.-P.E.G.C., qui, dès le 22 septembre, « était parti en guerre contre des actes d'autoritarisme caractérisés, des provocations diverses et une certaine conception du parti-prisme et de la concertation », dément de la façon la plus formelle les rumeurs de « chasse aux sorcières » dans le département. Ce n'était pas, selon le syndicat, un homme qui était visé, mais « des attitudes et un arbitraire contraires à la volonté de changement et de dialogue ».

« Faut-il parler d'autoritarisme lorsqu'on refuse de maintenir dans un village deux classes, et par conséquent deux instituteurs pour six élèves présents le jour de la rentrée sur les huit qui étaient inscrits », réplique M. Monchambert avant d'ajouter : « Est-ce de la provocation de rappeler que les conférences pédagogiques sont destinées à traiter précisément des problèmes pédagogiques et non des sujets d'ordre syndical ou politique ? Doit-on qualifier de mesures autoritaires le fait de contrôler les effectifs d'une école et de constater un écart important entre les élèves inscrits sur le registre d'appel et les effectifs réels. En fait je suis sanctionné parce que je faisais mon travail. »

Procédure refusée

Pour leur part, les inspecteurs départementaux de l'éducation nationale (IDEN) syndiqués à la FEN estiment que « la décision qui a été prise est grave et oblige les fonctionnaires de responsabilité à s'interroger sur les conditions d'exercice de leur métier ».

Au cours de ces derniers mois, un contentieux avait opposé M. Monchambert au Syndicat national des instituteurs de la Lozère à propos des conditions de nomination d'une conseillère pédagogique selon un procédé jusqu'alors inutilisé en Lo-

zère, mais employé dans certains autres départements.

M. Monchambert avait, en effet, proposé que les candidats à cette fonction soient soumis à un entretien devant une commission paritaire. Le S.N.I., favorable à une nomination sur note d'appréciation et ancienneté, avait refusé cette procédure. Dès la rentrée scolaire, le syndicat lançait en Lozère un mot d'ordre de grève administrative. Le 22 septembre, une réunion du conseil syndical avait lieu, dont le compte rendu fut inséré dans le bulletin interne de l'organisation : « Les dernières informations reçues du bureau national (appel téléphonique du 21 septembre) indiquent que, à la suite de nombreuses erreurs administratives commises par l'inspecteur d'académie, une procédure administrative est engagée ce jour à son encontre. A terme, cela signifie que l'inspecteur d'académie sera remplacé. » Quelques semaines plus tard, il était mis fin officiellement aux fonctions de M. Monchambert.

« Désormais, nous avons sur nos têtes une épée de Damoclès », estime un IDEN du département, qui explique : « Il ne s'agit pas de faire le plaidoyer d'un homme, mais de poser une question de principe concernant le fonctionnement du service public et la transparence des décisions ministérielles. Toutes les mesures prises par M. Monchambert ont été conformes aux textes réglementaires. Les jugements rendus par la juridiction compétente ont clairement démontré que l'inspecteur d'académie n'avait commis aucune faute administrative. Pourquoi le ministre de l'éducation nationale n'a-t-il pas envoyé en Lozère un inspecteur général qui aurait pu s'informer sur place ? »

« Dans ce département, avec un fonctionnaire désireux de garder l'anonymat, la pratique des dérogations est fréquente. M. Monchambert, homme de principes, appliquait scrupuleusement les textes. Il avait le courage d'affronter les féodalités et n'acceptait pas d'être l'otage des notables ou des syndicats. Dans les milieux laïcs, on disait que cet inspecteur d'académie qui allait à la messe favorisait l'enseignement libre, mais les chefs d'établissement des écoles catholiques dénonçaient récemment la vaste offensive des services académiques contre l'enseignement privé.

MÉDECINE

Le personnel soignant en cancérologie souffre d'une formation insuffisante

Tours. — Chaque année en France, près de 180 000 nouveaux cas de cancer sont diagnostiqués. Près de 180 000 malades sont donc pris en charge dans différentes structures hospitalières, spécialisées ou non, publiques ou privées. Quelles sont les différentes catégories de soignants — médecins et paramédicaux — en contact avec les malades cancéreux ? Qu'en est-il de leur formation ? Organisée dans le cadre de la concertation nationale sur le cancer (le Monde daté 19-20 décembre), la journée du 21 décembre à Tours, qui avait pour thème la formation des personnels, a permis de souligner, pour toutes les catégories concernées, une « carence inacceptable » de leur formation.

De notre envoyé spécial

Assistants sociaux, manipulateurs de radiothérapie, infirmières, secrétaires médicales, chercheurs, médecins spécialisés ou non : la chaîne des « soignants » en cancérologie est formée de nombreuses disciplines, groupant au total une fraction importante des professionnels de la santé. De l'ensemble des contributions écrites dans le cadre de la concertation nationale sur le cancer, une notion forte se dégage : le caractère « inacceptable » — parce qu'insistant, insuffisant ou inadéquat — de la formation actuelle.

Alors que, quel que soit son type d'activité, le médecin est amené à voir des malades souffrant d'une af-

fection de nature cancéreuse, la presque totalité des membres du corps médical exerçant actuellement n'ont jamais bénéficié d'un enseignement individualisé de cancérologie. Seul existe depuis quelques années, dans les U.E.R. médicales, un certificat commun d'hématologie-immuno-oncologie, soit au total seize à vingt heures de cours. Pour le reste, l'enseignement de la cancérologie est fait « organe par organe » par des spécialistes, peut-on lire dans le document de travail (1), dont les notions de cancérologie sont souvent sommaires. Si les notions épidémiologiques et diagnostiques sont bien enseignées, l'aspect thérapeutique, en revanche, l'est souvent très incomplètement. De même, « la formation continue des médecins généralistes apparaît très insuffisante ».

Une filière

Qu'en est-il de la formation des médecins dont l'activité professionnelle est presque exclusivement consacrée aux malades cancéreux ? De l'ensemble des contributions écrites, il ressort qu'elle se caractérise par son manque d'homogénéité. Seule la radiothérapie est enseignée sous la forme d'un certificat national d'études spécialisées. Quelques centres parisiens (Saint-Louis, Bichat, Hôtel-Dieu) dispensent une formation sanctionnée par un certificat de troisième cycle de cancérologie clinique et expérimentale. Mais, pour l'ensemble des praticiens concernés, il n'existe aucun enseignement officiel de base.

Si tout le monde s'accorde pour réclamer la mise en place rapide d'une véritable filière de formation, les avis divergent en revanche sur les moyens à mettre en œuvre. Faut-il créer une véritable spécialité de cancérologie (sanctionnée par un certificat national d'études spécialisées) ? Un certificat « radiothérapie, chimiothérapie » ? Une simple « compétence », qui viendrait compléter une formation préalable de spécialité ? Quelle que soit la solution retenue, celle-ci devra tenir compte de la réforme des études médicales actuellement mise en place qui fera que, dans quelques années, tout médecin sera un « spécialiste ».

Un « manque d'appétit »

Les médecins ne sont pas les seuls à réclamer une formation de meilleure qualité. C'est aussi le cas des assistants sociaux, des manipulateurs en radiothérapie, des infirmières ou des secrétaires médicales. Au-delà des revendications spécifiques et catégorielles, à fréquemment été soulignée l'importance d'une bonne formation de la relation « soignant-soigné » avec les malades cancéreux. Une formation pour laquelle on a fréquemment remarqué « le manque d'appétit » du corps médical.

Il est apparu clairement, enfin, dans l'esprit des participants, que, avec les difficultés financières dans les structures de soins, centres hospitaliers, centres de lutte contre le cancer et cliniques privées, l'absence, l'insuffisance et la disparité des formations initiales et continues des professionnels de la santé vers lesquels sont dirigés les malades cancéreux, constituent une cause majeure des inégalités observées dans les chances de guérison.

JEAN-YVES NAU.

(1) Ce document de travail était constitué par les synthèses des contributions reçues à la date du 14 décembre 1982. La journée était présidée par le professeur Bernardoni (Hôtel-Dieu, Paris). Le thème « Formation des personnels » avait pour responsable le docteur Philippe Rougier (Institut Gustave-Roussy de Villejuif).

14 milliards

pour l'Assistance publique

Les représentants des ministères de la santé, du budget, de l'intérieur et de la décentralisation, composant le conseil de tutelle de l'Assistance publique de Paris, ont rétabli, le 23 décembre, le budget de fonctionnement de cet établissement (14 milliards de francs pour 1983) qui avait été refusé la semaine précédente par le conseil d'administration présidé par M. Jacques Chirac.

Le maire de Paris, qui avait fait approuver cette décision par le Conseil de Paris, l'avait motivée par l'insuffisance du nombre des emplois nouveaux et des crédits d'entretien. Le conseil de tutelle a décidé de porter le nombre des emplois à créer de deux cent cinquante à deux cent quatre-vingt (M. Chirac en demandait sept cent cinquante) et d'augmenter de 10 millions de francs les sommes consacrées à l'entretien des hôpitaux.

Une concertation-simulacre ?

Le texte suivant nous a été adressé par le bureau de la Fondation française de cancérologie digestive (1).

Dans un article récemment paru dans le Monde, était annoncée une grande campagne de concertation nationale sur le cancer. Cette campagne avait été promise par M. Ralle dans la « charte de la santé ». Un groupe de réflexion, composé essentiellement de cancérologues réunis par le ministre de la santé, a préparé un document dont 15 000 exemplaires devaient être adressés aux différents responsables politiques, syndicaux et médicaux afin, pour citer notre ministre, « qu'une consultation d'un caractère délibérément démocratique de ceux qui sont quotidiennement engagés sur ce terrain permette d'approcher les réalités du problème ». Or, le 15 octobre, à moins de quinze jours du terme fixé par le ministre de la santé pour adresser aux responsables du groupe de réflexion d'éventuelles suggestions (à défaut de critiques), ni les médecins spécialistes hospitaliers ou libéraux, ni leurs représentants syndicaux, ni les médecins praticiens n'avaient reçu les documents annoncés, dans la plupart des régions.

Le texte (obtenu par des voies officieuses) élaboré par nos collègues est riche et ne pose pas moins de cent quarante questions. Il n'est pas de notre propos de nier l'intérêt ou simplement le sérieux de ce travail de préparation, mais on peut s'étonner du manque de réalisme des conseillers de notre ministre, qui écartent par l'oubli

ceux qui approchent quotidiennement le cancer. Ainsi, alors que 90 % des cancers digestifs sont traités en dehors des centres anticancéreux, aucun des responsables des unités de recherche, de l'enseignement universitaire ou post-universitaire, des lieux de soins en pathologie digestive n'a reçu le document de travail. La procédure employée démontre que la concertation annoncée par le ministre de la santé n'est qu'un simulacre.

[Le Monde a envoyé à plusieurs reprises la concertation nationale sur le cancer, notamment dans les éditions des 24 juin, 8 septembre, 2 octobre et 29 octobre. L'édition du 8 septembre donnait tous les renseignements pratiques pour y participer. Le texte ci-dessus émane du bureau de la Fondation française de cancérologie digestive, constitué par quatre professeurs de médecine. Connaissant les organismes de la concertation nationale nous ont assuré que — mise à part une homonymie, peu probable — la méthode de travail des médecins avait officiellement été avertie de cette concertation dès le 15 septembre. C'est en particulier le cas des professeurs J.-P. Bader (Hôpital Henri-Mondor, Créteil), J.-J. Berruyer (Hôpital Saint-Lazare, Paris), J. Bouffier (Hôpital Bichat, Paris), E. Lambert (Lyon), F. Martin (Dijon), J. Pascal (Montpellier) et J.-C. Ranaivosoa (Hôpital Saint-Lazare, Paris).

D'autre part, environ 30 000 exemplaires du document officiel ont, à ce jour, été diffusés.]

(1) Fondation française de cancérologie digestive. Service d'hépatogastro-entérologie. Hôpital général, 21033 Dijon Cedex.

SCIENCES

L'ordinateur individuel... homme de l'année

Il a une soixantaine de dents, un tail unique et large, autrement dit un clavier et un écran. Le magazine américain Time en a fait son « homme de l'année ». C'est l'ordinateur individuel.

En général, l'homme de l'année choisi par Time est... de chair et d'os. Ce fut Luch Wallese en 1981. En quatre occasions, ce fut un homme symbolique : le G.I. Joe en 1950, le patron hirois en 1956, le « jeune » en 1966, l'Américain moyen en 1969. Cette année, le symbolisme va plus loin, et Time renouvelle avec bonheur la vieille image du cerveau électronique.

Il a la nouveauté, mais aussi l'effacement. Le cerveau électronique renvoyait à une image de puissance, à celle d'une machine qui supplante l'homme. Ce n'est pas dans ce sens qu'est allée l'évolution. Il y a, certes, des machines dont la puissance de calcul dépasse l'imagination, mais elles sont restées des esclaves. Esclaves de leurs alimentations stabilisées, de leurs armoires de bandes magnétiques et, surtout, de la cohorte de programmeurs sans lesquels elles ne font rien.

« Pour aider de jeunes chercheurs, deux membres de l'Académie des sciences ont reconnu à leur épée d'académicien. MM. Louis Michel, professeur à l'Institut des hautes études scientifiques de Bures-sur-Yvette, et Claude Fréjaud, président du Centre national de la recherche scientifique, ont fait don à la Fondation de France d'une somme de 160 000 F. rassemblée par leurs amis pour leur offrir ces épées, afin que celle-ci attribue des bourses à des candidats chercheurs

La révolution n'est pas venue de l'hyper-puissance mais de petits engins d'emploi aisé — les Américains les qualifient de friendly (amical). Depuis quatre ans, ils se sont insinués au cœur des foyers, outre-Atlantique d'abord, mais le Japon et l'Europe ont suivi de près. Entre le chat et la machine à laver, les ordinateurs individuels sont un de ces animaux domestiques dont le rôle profond est d'aider l'homme à surmonter son angoisse.

A lire les chiffres, ils n'y réussissent pas mal. Les ventes mondiales ont avoisiné les trois millions d'unités en 1982. En 1987 elles auront presque triplé, si l'on en croit des analystes qui, jusqu'à présent, ont plutôt sous-estimé l'évolution du marché. Plus intéressant à connaître serait le temps d'utilisation des machines. Passé le succès de curiosité, l'ordinateur au foyer rentre dans le rang, on l'utilise beaucoup moins souvent que le téléviseur, peut-être, voire plus que le projecteur de diapositives. Mais ceux qui ont un chien ou un chat ne leur consacrent souvent que quelques minutes par jour. Ils n'accepteraient pourtant pas de s'en passer.

MAURICE ARVONNY.

qui n'ont pu encore trouver une situation stable.

Un jury de huit membres a attribué une première bourse de 20 000 F à M. Jean-Michel Ghez, qui avait soutenu, en mai 1980, une brillante thèse de troisième cycle en physique mathématique, mais qui n'a pu être engagé au C.N.R.S. et qui poursuit ses travaux dans des conditions matérielles difficiles, comme vacataire à l'université de Toulouse.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 1982

Craquements

Un énorme événement, dont les causes sont inscrites depuis longtemps dans les comptes des sociétés, dans les budgets des Etats, dans les bilans des banques commerciales et des banques d'émission, a été produit en 1982. C'est la fin d'un cycle de croissance qui a duré plus de dix ans, mais sur une échelle beaucoup moindre. C'est à dire que le rythme de la croissance a été ralenti, et que les perspectives de croissance ont été réduites. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

Mais le fait nouveau (nouveau) est que la croissance a été ralentie, et que les perspectives de croissance ont été réduites. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

Comment s'explique dans ces conditions, de la prolongation, et dans beaucoup de pays de l'aggravation, de la récession. La croissance aura été nulle ou négative aux Etats-Unis, en R.F.A., de 1 % à peine en France, de 2,5 % à seulement 3 % au Japon. Pour la zone de l'O.C.D.E., l'année a été marquée par un recul de 0,5 %, selon les estimations actuelles. En termes d'activité industrielle, le déclin est évidemment beaucoup plus accusé. D'où une nouvelle et, dans beaucoup de pays (dont les Etats-Unis et la R.F.A.), très rapide aggravation du chômage, dont le taux dépasse pour la première fois depuis quarante et un ans 10 % de la population active.

Il est à tous les niveaux de la vie économique que le phénomène de dégonflement de l'endettement se manifeste. Sur le plan international, l'endettement a été réduit de 10 % au milieu de l'année. Les Etats-Unis ont pu payer des intérêts, mais les autres pays ont dû emprunter plus pendant les quatre années précédentes réunies.

PAUL FABRA.

dettes... Les négociations avec l'Argentine... Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

Au début de l'année, cependant, on croyait encore, à Washington comme à Paris, avoir évité les remèdes indolores de la crise. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

Les gouvernements français et américain ne sont pas les seuls à être confrontés aux problèmes majeurs qui pèsent sur les économies industrielles. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

Partout, c'est la rigueur qui est préconisée, pour empêcher le système de s'effondrer. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

Nous ne sommes pas seuls à attendre la reprise. La production industrielle a progressé de 1,3 % en 1981. L'évolution de la production industrielle a progressé de 1,3 % en 1981.

La phase de croissance économique qui a débuté en 1973-1974 prit fin en 1979-1980. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

Tout compte fait, le produit intérieur brut des Etats-Unis a baissé de 1,7 % en 1982. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

La crise n'est finie - ou s'en prolonge - dans pratiquement toutes les parties du monde.

En U.R.S.S., la production industrielle (+ 2,8 %) au lieu de + 4,7 % prévu a été la plus faible depuis la fin de la guerre. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

La reprise n'était pas au rendez-vous

diocèse... suite d'autres récessions... Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

En Pologne, la chute de la production industrielle s'est poursuivie (- 3 % par rapport à 1981). Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

En R.D.A., la production industrielle a augmenté (+ 4,2 %). Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

En Inde, 1982 aura été difficile : mauvaise mousson, récoltes insuffisantes, début d'une récession dans l'industrie. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

En Chine, après l'austérité de 1981, le gouvernement a assoupli sa politique de rigueur. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

second... la production industrielle a augmenté (+ 2,5 %). Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

En Roumanie, la crise s'est aggravée. La production industrielle a augmenté (+ 2,5 %). Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

En Bulgarie, la production industrielle a augmenté (+ 4,3 %). Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

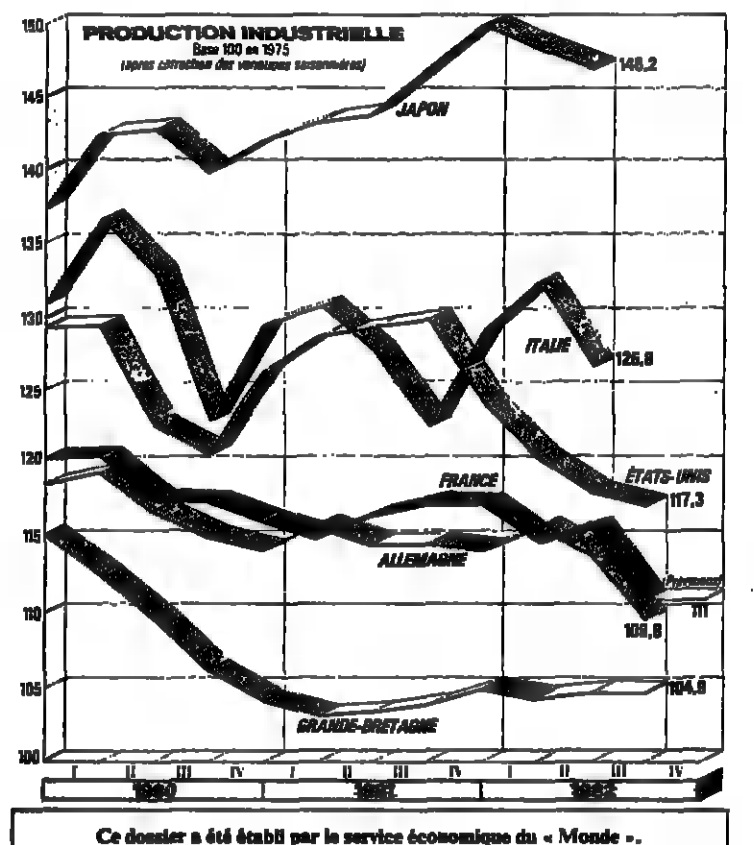
Pour le Brésil, 1982 aura été une année de stagnation, après un recul de 3,5 % en 1981. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

En Argentine, 1982 aura été une année particulièrement cruelle. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

Pour le Mexique, 1982 aura été une année catastrophique. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

En Chine, après l'austérité de 1981, le gouvernement a assoupli sa politique de rigueur. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.



Ce dossier a été établi par le service économique du « Monde ».

MARCHE DES CAPITAUX

Les débiteurs insolubles

Le défilé des débiteurs insolubles s'est poursuivi. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

A volume égal, on constatait une dégradation de la qualité des prêts. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

passés maîtres. C'est ainsi que les pays demandaient aux banques de leur prêter de l'argent. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

La réaction des banques vis-à-vis des principaux pays débiteurs a été brutale : à l'extrême imprudence a succédé au printemps un refus de prêter. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

(Lire la suite page 13.)

PROTECTION SOCIALE

La crise du financement se généralise

La France, avec ses deux plans de redressement de la Sécurité sociale, a sa difficile réforme de l'assurance-chômage, n'a pu éviter le seul pays industriel à devoir compter ses sous et réviser ses prestations sociales.

Comme les entreprises et les grandes institutions publiques, la Sécurité sociale est malade de la crise économique. Sa puissance - elle représente 30 à 31 % du produit intérieur brut, selon les pays - a été plus difficile à maîtriser.

Le déséquilibre des dépenses prend alors des proportions inquiétantes : en France, par exemple, la Sécurité sociale était de 30 milliards de francs pour 1983.

dernières années - 20,5 milliards de francs. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

Face à cette situation, les mesures d'urgence ont, un peu partout, été prises. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

Les mêmes effets, les autres pays européens ont vu leurs dépenses sociales augmenter. Les perspectives de croissance ont été réduites, et les perspectives de croissance ont été réduites.

(Lire la suite page 14.)

LE RECUL DE L'INFLATION ET LE PROLONGEMENT DE LA CRISE

TAUX D'INTERÊT

Décrue générale

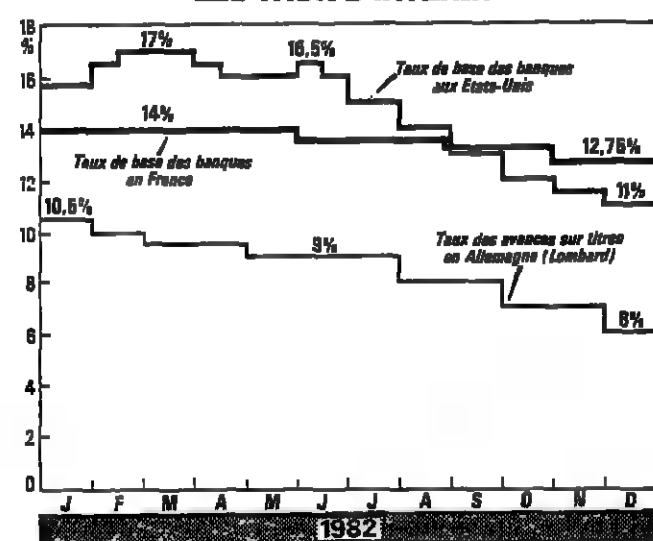
APRÈS deux années de tension des taux dans le monde, l'influence des États-Unis, une détente véritable s'est, enfin, amorcée en 1982. L'emprunte, la nécessité, les gouvernements se montraient désireux de faire baisser le loyer de l'argent, leurs pays respectifs pour relancer des économies en pleine crise. Leur comportement a, toutefois, été différent, part d'autre de l'Atlantique.

Aux États-Unis, les autorités, craignant tout un hiver de l'inflation, ont tenté d'effrayer le premier ministre, en contournant la croissance de la monnaie, au nom de la théorie monétariste. Ce faisant, elles ont contribué à maintenir le niveau d'intérêt à des niveaux élevés, conséquence normale d'une politique restrictive.

Le mois de mai, vu d'un ralentissement spectaculaire de l'inflation, a permis de poursuivre tout au long du semestre, avec sept réductions au total du taux d'escompte, ramené à 8,50 % au fin d'année, au plus bas depuis quatre ans. Cette accélération était motivée par la persistance de la crise et l'absence de signes d'un redémarrage de l'économie. S'y ajoutait la préoccupation de la fois d'alléger le fardeau de l'endettement des pays du tiers-monde de faire baisser le dollar, dont la surévaluation manifeste a pour conséquence une augmentation massive des déficits commerciaux des États-Unis. Ajoutons qu'en fin d'année l'assouplissement de la politique restrictive des autorités fédérales faisait craindre à certains une reprise éventuelle de l'inflation.

En Europe, les gouvernements et les banques centrales n'avaient pas attendu les initiatives américaines pour « démolir » le front des taux. Le mois de février, l'Allemagne poursuivait sa détente, amor-

LES TAUX D'INTERÊT



tion aux États-Unis, les milieux financiers internationaux attendaient ce pays initiative en faveur d'une détente des taux, notamment l'occasion du sommet de Versailles en juin. C'est en juillet seulement que le processus de baisse déclencha outre-Atlantique, avec une diminution significative du taux de base des banques (de 16 % à 15 %). La première réduction du taux d'escompte (11,5 % à 12 %) de la Réserve fédérale depuis décembre 1981, date à laquelle il était revenu à 13 % à 12 %, après le record de 14 % du printemps 1981. Puis, en août, la Réserve fédérale et son président, M. Paul Volcker, remplis d'insécurité par la défaillance du Mexique, qui demandait un moratoire pour son énorme dette internationale (80 milliards de dollars, donnaient un signal d'une poursuite de la détente en abaissant pour la troisième fois le taux d'escompte (10,50 % à 11 %). Ce processus allait

à l'automne précédent, ramenant à 11 % en mai son taux Lombard, qui avait atteint 12 % en 1981, tandis qu'en Grande-Bretagne le taux de base des banques, ramené à 16 % en octobre 1981, baissait régulièrement. À partir de juillet, l'influence américaine, ce fléchissement s'accélérait, et, au fin d'année, retrouvait l'Allemagne à 6 % les banques anglaises à 10 % après avoir touché 8 %, plus bas depuis quatre ans.

En France, les impératifs de la défense du franc bloquaient la baisse et obligeaient même la Banque de France à relever de 15 % à 17 % le loyer de l'argent au jour le jour dans les mois précédant la dévaluation de juin. Puis elle, aussi, amorçait sa détente qui devait, au fin d'année, ramener le loyer à un peu moins de 13 % et le taux de base des banques de 14 % à 12,75 %, un peu au-dessous de ce qu'il était au 10 mai 1981.

ÉPARGNE

La réforme de l'épargne

DÉCIDÉ de relancer l'investissement productif privé qui n'a pratiquement pas varié depuis 1974, le gouvernement a entrepris les fonds propres dont elles ont besoin, le gouvernement a élaboré une réforme d'ensemble de l'épargne en France. Celle-ci avait également pour but d'assurer un relais à la loi Monory - pour le capital - et d'élargir le marché des émissions obligataires, source privilégiée de financement pour l'État.

Inspirée par grande partie du rapport de la commission Dauterme, la loi sur le développement des investissements a la protection de l'épargne qui a résulté a été complétée par un dispositif fiscal intégré à la loi de finances 1983 pour aboutir à un mécanisme à trois niveaux :

1. - Le développement des fonds propres : création de titres participatifs pour les entreprises publiques et de certificats d'investissement pour les sociétés dans lesquelles l'État n'est pas le seul détenteur du capital, accroissement de l'émission d'actions à dividendes prioritaires sans droit de vote, simplification de la procédure pour les augmentations de capital, émission

d'obligations bons de souscription d'actions, possibilité de payer les dividendes en actions.

2. - La création du compte d'épargne en actions (C.E.A.) destiné à remplacer les « 5 % Monory ». Ce produit financier permet d'obtenir une réduction d'impôt de 25 % dans la limite d'un placement annuel de 7 000 F (soit 14 000 F pour un couple), il est cumulable avec l'abattement de 3 000 F sur le revenu d'actions.

3. - L'amélioration des avantages fiscaux consentis aux obligations : maintien du prélèvement libératoire de 25 % et relèvement de 3 % de l'abattement sur les revenus d'obligations.

Cette réforme de l'épargne, qui s'accompagne du maintien de l'avoir fiscal de simplification des plus-values au bénéfice d'une taxation uniforme de 15 % des revenus de valeurs mobilières, comporte également un chapitre sur la protection des épargnants à l'égard des placements maladroits et un autre chapitre autorisant la création d'un second « marché » boursier.

ALLOS LE SEIGNEUR

STATION DES ALPES DU SUD

pleine expansion

LOCAUX COMMERCIAUX NEUFS

vendre de 30 à 106 m²

RENTABILITÉ ASSURÉE PAR S.C.I.

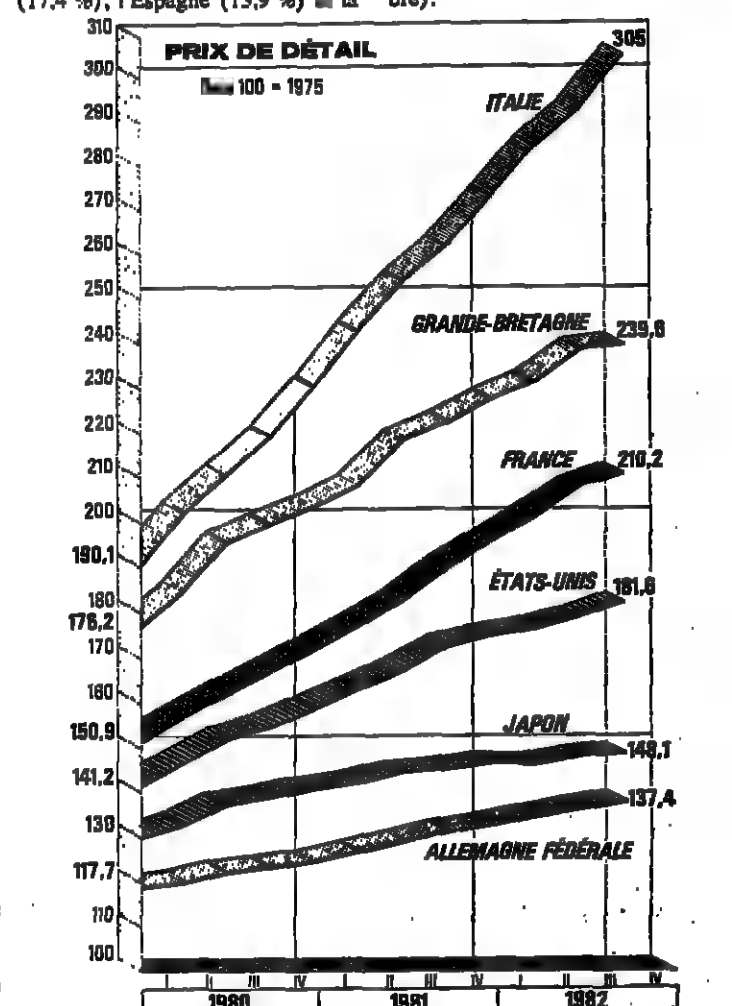
Renseignements : V.F.F.I. Marseille 172, rue de Rome 13006 MARSEILLE Tél. : (91) 37-54-80

PRIX

Nette amélioration

LA hausse des prix s'est nettement ralentie dans le monde en 1982, et même l'inflation a été plus forte que prévu. L'augmentation des prix n'était plus en fin d'année que de 7,2 % dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. (contre 10,4 % au plus tôt). Il faut remonter à 1973 pour trouver un taux annuel d'inflation aussi bas. Pour les seuls pays européens, le fléchissement a été encore plus fort : 9,6 % (contre 12,3 % au plus tôt).

La déflation qui a été l'un des phénomènes économiques majeurs de l'année 1982 a encore plus nettement marqué le point de vue des prix au deuxième trimestre 1982 (14 % l'an) au niveau de la fin de 1982 (8 %). En Europe, tous les pays étaient au fin d'année au même point favorable, sauf l'Italie (17,4 %), l'Espagne (13,9 %) et la



Belgique (9,8 %). Pour ce dernier pays, une politique énergétique stricte contre l'inflation mise en place fin 1981 et prévoyant la suspension de l'indexation des salaires sur les prix n'avait pas encore produit ses effets. L'Espagne s'est engagée fin 1982 sur la voie de l'austérité, tandis qu'en Italie la tentation était toujours forte de mettre fin aux clauses d'indexation salariale. La France a été un cas à part dans la mesure où les prix, les marges commerciales et les tarifs publics ont continué de baisser pendant quatre mois (mi-juin début novembre) pour n'être libérés d'une caution

AGRICULTURE

Records de production et ralentissement des échanges

DES records de production, des chutes de prix, un ralentissement du commerce mondial : un gonflement des stocks mondiaux, un ralentissement des échanges ont été les caractéristiques de l'année 1982 dans le monde. Les résultats remarquables obtenus dans les campagnes, pour les céréales surtout, ont été compensés par les difficultés de continuer de répondre pour leur approvisionnement de nombreux pays en développement.

La production mondiale de céréales devrait atteindre en 1982 le chiffre record de 1 537 millions de tonnes, contre 1 525 millions en 1981, selon les estimations de la F.A.O. (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture).

Avec 470 millions de tonnes, la récolte mondiale de blé dépasse de 10 millions de tonnes le record précédent. En céréales secondaires, sur une production globale de 700 millions de tonnes, les États-Unis continuent à l'année agricole 1982 avec 253 millions de tonnes contre 211 millions de tonnes en 1981.

La récolte de riz ne s'élève qu'à 271 millions de tonnes contre 275 l'an passé (riz usiné) et 400 millions de tonnes contre 412 (riz paddy). En Chine, où les déclarations officielles de Pékin la production totale de céréales aurait enregistré un record de 1 300 millions de tonnes (le précédent datant de 1979 : 1 232 millions), la production de riz s'accroît à 2 %.

En U.R.S.S., la production totale de céréales est estimée par la F.A.O. à 170 millions de tonnes contre 165 millions de tonnes en 1981.

L'objectif à atteindre, selon le plan soviétique était de 240 millions de tonnes.

Pour la première fois depuis cinq ans, le commerce international des céréales a connu un recul : les échanges devraient porter que 207 millions de tonnes, lieu de

214 (se répartissant entre 90 millions de tonnes de blé, 100 millions de tonnes de céréales secondaires et 11 millions de tonnes de riz).

Les stocks au fin de campagne devraient atteindre 100 millions de tonnes (contre 275) dont 114 pour le blé, avec 63,2 millions de tonnes pour les cinq principaux pays exportateurs.

La production laitière, en hausse de 1 %, a atteint 77 millions de tonnes, contre 430 millions de tonnes en 1981. Comme pour l'ensemble des productions agricoles, les échanges sont en baisse : portant sur 25 % de 11 millions de tonnes contre 27 millions.

La production de sucre pour la campagne 1982-1983, selon les prévisions, inférieure de 5 millions de tonnes à la précédente qui avait atteint le record de 99 millions.

La C.E.E., du fait de la monnaie forte, a dû réduire de 9 % les surfaces consacrées aux betteraves sucrières en 1981. Pour les matières grasses et les huiles alimentaires, la production de farines oléagineuses, la production de sucre, la production de soja a atteint 62,6 millions de tonnes contre 54,4 millions. En France en rupture avec une série de huit années de baisse (à l'exception de 1977) le record moyen par exploitation en 1982 devait être positif. Le compte provisoire arrêté en novembre prévoit une hausse de 2,9 % en francs constants.

A l'inverse de 1981 le volume des livraisons s'est accru. La hausse en volume a été plus forte pour les productions végétales (5,3 %) que pour les productions animales (0,6 %) ce qui a traduit par une relative reconstitution des stocks de produits animaux.

En 1982, le commerce extérieur agro-alimentaire devait dégager un solde excédentaire d'environ 20 milliards de francs, inférieur aux 25,4 milliards de l'an passé.

Enfin l'année a été surtout marquée par le vote de la loi sur les offices d'intervention dans le secteur agricole et l'organisation des marchés. Ce texte des offices par une mission d'orientation et d'arbitrage dans les différents secteurs de la production à la consommation, en passant par les transformateurs et les distributeurs.

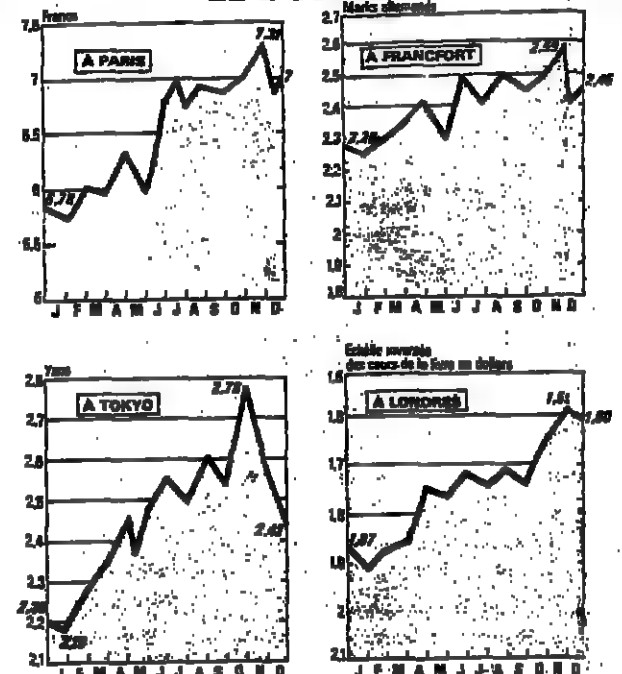
MONNAIE

Hausse du dollar jusqu'en novembre
Le franc dévalué

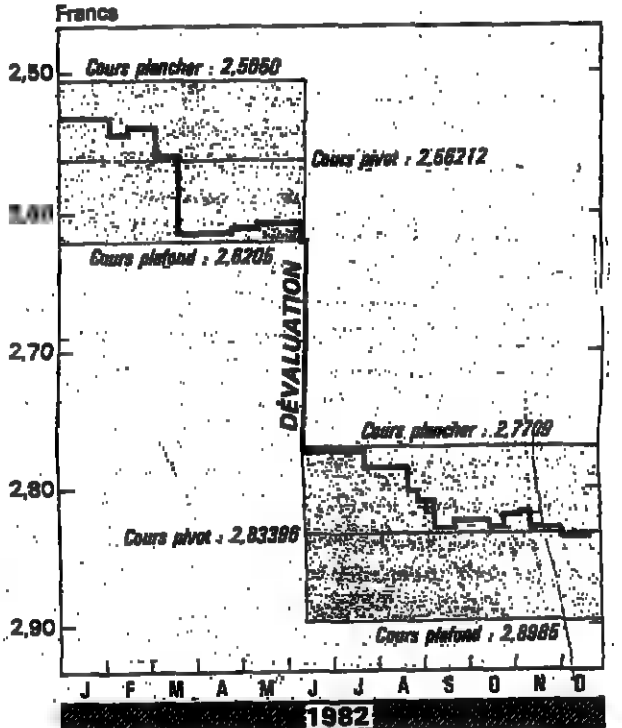
L'ANNÉE 1982, comme l'année 1981, a été, tout entière, placée sous le signe du dollar, dont la montée a été continue pendant plus de onze mois, avec, toutefois, l'esquisse d'une retombée en fin d'année.

En 1981, certes, le niveau du dollar d'intérêt aux États-Unis et le marché de l'euro-dollar, resté très élevé malgré sa baisse, par rapport à celui des taux européens, également en baisse, n'avait pas permis aux places

LE DOLLAR



LE MARK ALLEMAND A PARIS



Engagée dès le milieu de 1980, vis-à-vis de l'ensemble des monnaies, la livre et le yen exceptés, la hausse du dollar a été provoquée par la conjonction d'une série de facteurs à la fois techniques et psychologiques.

ments en monnaie américaine, favorisant ainsi la montée du dollar. Sur le plan psychologique, le « billet vert » a continué de jouer son rôle de valeur refuge au regard des tensions existant dans le monde. Ajoutons-y les énormes besoins de dollars pour le service de la dette des pays du tiers-monde, passant de 25 milliards en 1978 à plus de 150 milliards en 1981, et les inquiétudes provoquées par les dévaluations de certains de ces pays (Mexique, Brésil, Argentine). En fin d'année, toutefois, la détente accordée des taux aux États-Unis et le gonflement du déficit commercial des États-Unis, par suite de la surévaluation du dollar, entraînaient un repli de la monnaie américaine.

En Europe, le répit procuré par le réajustement du S.M.E. d'octobre 1981 n'a guère duré. En février, une dévaluation de 8,5 % du franc belge, accompagnée d'un plan d'austérité, plaçait le franc français en première ligne. Atténué les mois suivants, la faiblesse conduisait le gouvernement français à le dévaluer une seconde fois en huit mois, à la fin d'un deuxième réajustement du S.M.E. : le 12 juin, le mark et le franc étaient réévalués de 4,25 %, le franc français et la livre dévalués respectivement de 5,75 % et de 7,9 %, soit une dépréciation du franc de 9,5 % par rapport au mark.

En fin d'année, toutefois, l'importance du déficit commercial de la France, la montée de son endettement, la vigueur du mar, par rapport à un dollar en repli, contraignaient la Banque de France à dévaluer le franc. À ce effet, le franc français, aussi, pour combler en partie le déficit commercial, un emprunt international de 4 milliards de dollars obtenu en août d'un autre d'un milliard de dollars était négocié auprès de l'Arabie Saoudite. En octobre, le nouveau gouvernement espagnol dévaluait de 16 % le peseta tandis que le Mexique dépréciait son peso, d'un 75 %, par rapport au dollar sur douze mois.

DE LA CRISE
dollar jusqu'en novembre
franc dévalué

سكوتات لاجل

LE POIDS DES DÉFICITS ET LES MENACES DE FAILLITES

BUDGET

Les changements de cap

La plupart des pays industrialisés ont maintenu en 1982 des politiques budgétaires restrictives. Celles-ci ont toutefois souvent été assouplies pour tenir compte de la gravité de la récession. C'est ainsi que des mesures ont été prises pour stimuler les investissements et l'emploi. Ainsi les déficits publics des sept plus grands pays industrialisés sont-ils nettement croissés en 1982, atteignant 4,1 % du produit intérieur contre 2,5 % en 1981.

● **AUX ÉTATS-UNIS**, la politique budgétaire a été nettement moins restrictive qu'en Europe. Le budget de l'administration fédérale, qui avait été de 58 milliards de dollars pendant l'exercice 1981, est passé à 110,6 milliards de dollars en 1982. Le déficit a atteint 10,1 milliards de dollars (contre 6,7 milliards en 1981). Rapporté au PIB (produit intérieur brut), il a représenté 3,2 % en 1982, contre 2 % en 1981.

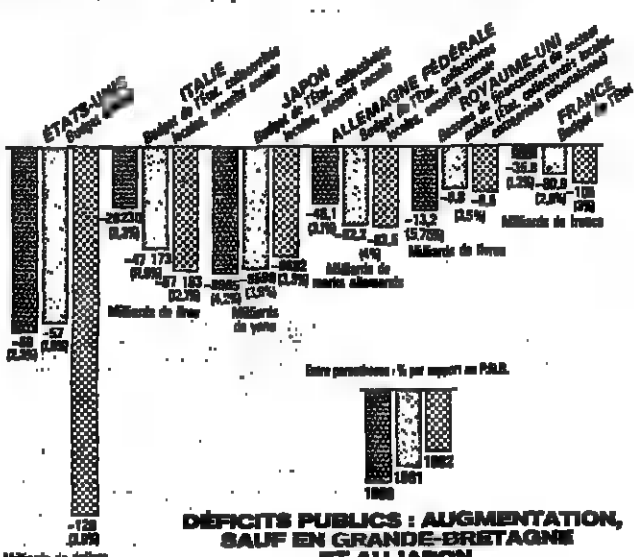
La politique Reagan de réduction des dépenses publiques a été poursuivie. Les programmes d'aide médicale aux étudiants, notamment, ont été amputés pendant l'exercice octobre 1981-octobre 1982. On peut estimer à quelque 30 milliards de dollars la réduction de la progression des dépenses publiques, qui n'en ont pas moins continué d'augmenter très rapidement pour au moins 100 milliards de dollars.

La première est la réduction des prestations de chômage et des dépenses de retraite-invalidité indexées sur l'évolution des prix. La deuxième est la réduction des dépenses de service de la dette publique, qui a atteint 100 milliards de dollars. La troisième raison est l'augmentation des dépenses militaires (+ 6 % en volume). Du côté des recettes, la tranche de l'allégement des impôts sur le revenu a été mise en vigueur en juillet (- 10 %). Ces réductions, qui vont

pour le budget exécuté de 1981 - et non de 26,7 milliards (évaluation du gouvernement Schmidt). Les dépenses ont progressé de 2,8 % seulement. Parmi les mesures adoptées figurent une hausse de la T.V.A. au 1^{er} juillet 1981, une augmentation du remboursement de l'impôt sur les revenus, net en ce qui concerne la protection sociale, puisque M. Kohl prévoit une augmentation des cotisations à l'assurance chômage, une diminution des retraites à l'assujettissement aux cotisations d'assurance maladie des retraités, qui, jusqu'à présent, ne la payaient pas.

● **EN GRANDE-BRETAGNE**, les efforts déployés par le gouvernement Thatcher depuis son retour au pouvoir en 1979 pour réduire le déficit public ont porté leurs fruits. L'impasse a été évitée. Le déficit du P.I.B. pour l'exercice 1^{er} avril 1980-31 mars 1981, a été de 4,25 % du P.I.B. contre 3,5 % en 1979-1980. La loi de Mme Thatcher a été facilitée par la privatisation de biens publics, par les dépenses pétrolières et par les dépenses des collectivités locales. Pourtant, les dépenses publiques rapportées au PIB n'ont pas cessé de croître (4,5 % en 1982-1983, contre 4,1 % en 1979-1980).

Le gouvernement n'en a pas moins annoncé, en novembre 1982, une réduction d'environ 1 milliard



se poursuivre (10 % le 1^{er} juillet 1983), cumulé leurs effets avec ceux d'une part, la réduction des rentrées fiscales provoquée par la récession, et d'autre part, avec les baisses d'impôt sur les bénéfices accordées aux sociétés sous forme de facilités d'amortissements.

● **EN R.F.A.**, les problèmes budgétaires ont dominé l'année 1982 et ont conduit à une dévaluation du franc en septembre, à une dévaluation du franc en septembre, à une dévaluation du franc en septembre.

À la fin du mois de juin 1982, le budget de l'État a été adopté. Le déficit budgétaire se révèle plus important que prévu (10 milliards de DM), les libéraux sont opposés à la réduction des dépenses, ce qui a conduit à une dévaluation du franc en septembre.

Le gouvernement Kohl, qui a succédé à celui de M. Schmidt, a reculé sur ses prévisions de son déficit pour 1982 en estimant le déficit pour 1982 à 41 milliards de DM - contre 37

de milliards de charges sociales en 1981, et a prévu pour 1982 un allègement de l'impôt sur le revenu, conformément à ses promesses électorales.

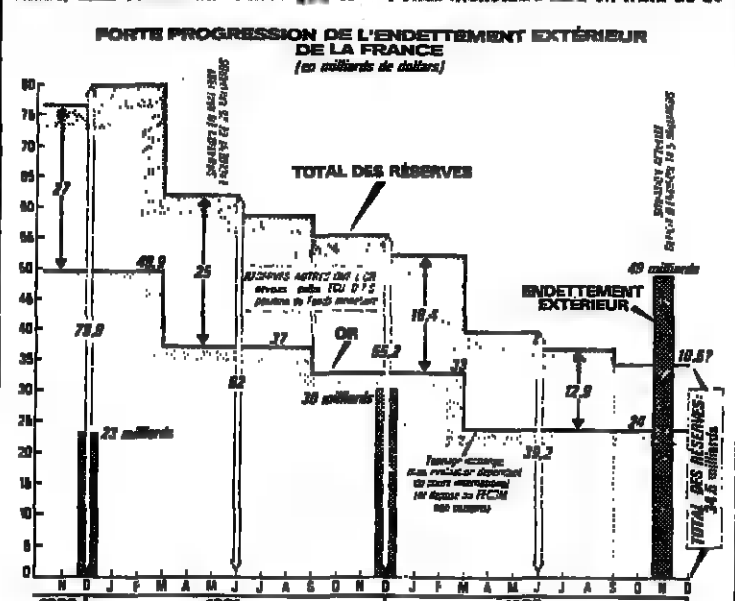
● **EN FRANCE**, le budget de 1982, construit tout entier, durant l'été 1981, sur l'hypothèse d'une relance (+ 27,6 % de progression des dépenses), s'est heurté à la rigueur. Après la deuxième lecture du budget en juin 1982, 6,7 milliards de francs de dépenses ont été annulés (en juillet et en octobre), touchant notamment les armées. Parallèlement, le gouvernement a modifié le budget au 1^{er} janvier 1983 : en juin (3 milliards de francs de dotation en capital aux entreprises publiques, 5 milliards d'allègement de la taxe professionnelle) et en décembre (7,7 milliards de francs pour les entreprises publiques, dont la moitié à la sidérurgie). Au total, un déficit initial de 95,4 milliards de francs ne dépassera pas 98,9 milliards de francs en fin d'année.

À la fin de l'année 1982, M. Feltus a déclaré que son objectif était de stabiliser puis de baisser le poids des dépenses obligatoires.

MARCHE DES CAPITAUX

Les débiteurs insolvable

(Suite de la page 11.) La réaction des banques vis-à-vis des principaux pays débiteurs a été brutale : à l'extrême imprudence a succédé au printemps et au début de l'été pratiquement un refus d'accorder de nouvelles facilités aux pays en difficulté, ce qui n'a pu que rendre la situation plus inextricable. Le détonateur aura été la dévaluation du peso mexicain au mois de juin. Le Mexique se déclarait incapable de faire face au paiement des intérêts, à compter le principal. Le Mexique s'était lancé dans une politique d'équipement, fondée sur l'idée que le



prix du pétrole continuait à augmenter, il avait pratiqué une politique budgétaire libérale comportant un déficit gigantesque. De la part des premiers secours virent pour empêcher la débâcle : deux prêts américains de 1 milliard de dollars chacun, accordés d'un côté de trois mois, discussions avec le Fonds monétaire. L'Argentine devait à son tour se déclarer incapable de rembourser ses dettes, tandis qu'au mois de novembre d'octobre le tour du Brésil de demander l'aide du Fonds monétaire, qu'il avait jusqu'à maintenant refusé avec obstination.

En ce qui concerne le Mexique et l'Argentine, le plan de sauvetage comprend trois éléments : - Un rééchelonnement des dettes. Le Mexique a demandé des délais de paiement pour les prêts venant à échéance d'ici à la fin de 1984, soit 20 milliards de dollars ! - Octroi de crédits à court terme de la part des banques centrales (par l'intermédiaire de la Banque des règlements internationaux) et de la part des banques commerciales en attendant l'octroi de crédits à moyen terme.

- Prêts à moyen terme demandés à l'F.M.I. (6 milliards pour le Brésil, 4 milliards pour le Mexique, à peu près autant pour l'Argentine) et aux banques commerciales (eurocrédits), 5 milliards pour le Mexique, 6 milliards pour le Brésil, 4 milliards pour l'Argentine. A ces trois milliards de dollars, il faut ajouter 95,4 milliards de francs de dépenses obligatoires, qui s'élève à 98,9 milliards de francs.

INDUSTRIE

Sous le poids du service de la dette

AVEC un endettement global de 1 300 milliards de francs et des frais financiers de 135 milliards de francs - qui dépassent désormais leur épargne brute, les entreprises françaises ne portent pas bien. Elles ne sont pas les seules. Pour ne prendre que quelques exemples - les plus marquants de l'année 1982 - la Braniff, la compagnie aérienne américaine, a dû suspendre ses vols à mi-mai dans l'attente d'une hypothétique reorganisation sous contrôle judiciaire. International Harvester, spécialisée dans la construction de machines agricoles, de matériels de T.P. et de matériel agricole, a dû suspendre ses vols à mi-mai dans l'attente d'une hypothétique reorganisation sous contrôle judiciaire. International Harvester, spécialisée dans la construction de machines agricoles, de matériels de T.P. et de matériel agricole, a dû suspendre ses vols à mi-mai dans l'attente d'une hypothétique reorganisation sous contrôle judiciaire.

Le patronat s'est d'ailleurs ému tout au long de 1982 d'un alourdissement des charges (salariales, fiscales et sociales), estimé par le C.N.P.F. à 100 milliards de francs en année pleine. L'instauration d'une cinquième semaine de congés payés et la semaine au trentenaire heures perte de salaire, les conséquences financières des lois Auroux, les difficultés du système de protection sociale (UNEDIC, C.A.P.), ont pesé sur les entreprises. Mais, selon M. Delors, au-delà de 21,2 milliards de francs, la compétitivité française a été affectée.

Quant à l'allemande A.E.G.-Telefunken, numéro deux outre-Rhin de l'industrie électrique et électronique, elle a dû suspendre ses vols à mi-mai dans l'attente d'une hypothétique reorganisation sous contrôle judiciaire. Pour combler ses dettes qui s'élevaient à 5 milliards de marks (pour un chiffre d'affaires de 14,8 milliards) A.E.G. devait se dépeupler de ses plus beaux fleurons.

Il est étonnant que les entreprises françaises subissent - elles aussi - le contrecoup de la crise. Comment pourraient-elles vivre dans un oas d'excédent brut d'exploitation, alors que partout ailleurs le désordre monétaire provoque un affaiblissement considérable des capacités de résistance des entreprises ?

Preuve de ces difficultés, les pertes des entreprises sidérurgiques, comme la chimie, la métallurgie, ont atteint 7 milliards de francs en 1982. Les pertes des entreprises d'automobiles atteignent 4,5 milliards (avec 6 milliards de pertes cumulées en trois ans pour Peugeot) ; le raffinage aura perdu 13 milliards de francs et C.I.L. 1,3 milliard. Et ce n'est pas là une liste exhaustive.

Le début de l'année avait pourtant vu la France améliorer sa situation : la valeur ajoutée des entreprises avait retrouvé au second trimestre un rythme de croissance plus favorable (4,4 % après 3,4 % au premier trimestre en valeur nominale). La moindre hausse des cotisations salariales a permis alors une progression de l'excédent brut d'exploitation (+ 4,8 %), ainsi que de l'épargne

des entreprises. Mais, selon M. Delors, au-delà de 21,2 milliards de francs, la compétitivité française a été affectée.

Le début de l'année avait pourtant vu la France améliorer sa situation : la valeur ajoutée des entreprises avait retrouvé au second trimestre un rythme de croissance plus favorable (4,4 % après 3,4 % au premier trimestre en valeur nominale). La moindre hausse des cotisations salariales a permis alors une progression de l'excédent brut d'exploitation (+ 4,8 %), ainsi que de l'épargne

des entreprises. Mais, selon M. Delors, au-delà de 21,2 milliards de francs, la compétitivité française a été affectée.

Le début de l'année avait pourtant vu la France améliorer sa situation : la valeur ajoutée des entreprises avait retrouvé au second trimestre un rythme de croissance plus favorable (4,4 % après 3,4 % au premier trimestre en valeur nominale). La moindre hausse des cotisations salariales a permis alors une progression de l'excédent brut d'exploitation (+ 4,8 %), ainsi que de l'épargne

des entreprises. Mais, selon M. Delors, au-delà de 21,2 milliards de francs, la compétitivité française a été affectée.

Le début de l'année avait pourtant vu la France améliorer sa situation : la valeur ajoutée des entreprises avait retrouvé au second trimestre un rythme de croissance plus favorable (4,4 % après 3,4 % au premier trimestre en valeur nominale). La moindre hausse des cotisations salariales a permis alors une progression de l'excédent brut d'exploitation (+ 4,8 %), ainsi que de l'épargne

des entreprises. Mais, selon M. Delors, au-delà de 21,2 milliards de francs, la compétitivité française a été affectée.

Le début de l'année avait pourtant vu la France améliorer sa situation : la valeur ajoutée des entreprises avait retrouvé au second trimestre un rythme de croissance plus favorable (4,4 % après 3,4 % au premier trimestre en valeur nominale). La moindre hausse des cotisations salariales a permis alors une progression de l'excédent brut d'exploitation (+ 4,8 %), ainsi que de l'épargne

des entreprises. Mais, selon M. Delors, au-delà de 21,2 milliards de francs, la compétitivité française a été affectée.

Le début de l'année avait pourtant vu la France améliorer sa situation : la valeur ajoutée des entreprises avait retrouvé au second trimestre un rythme de croissance plus favorable (4,4 % après 3,4 % au premier trimestre en valeur nominale). La moindre hausse des cotisations salariales a permis alors une progression de l'excédent brut d'exploitation (+ 4,8 %), ainsi que de l'épargne

des entreprises. Mais, selon M. Delors, au-delà de 21,2 milliards de francs, la compétitivité française a été affectée.

Le début de l'année avait pourtant vu la France améliorer sa situation : la valeur ajoutée des entreprises avait retrouvé au second trimestre un rythme de croissance plus favorable (4,4 % après 3,4 % au premier trimestre en valeur nominale). La moindre hausse des cotisations salariales a permis alors une progression de l'excédent brut d'exploitation (+ 4,8 %), ainsi que de l'épargne

des entreprises. Mais, selon M. Delors, au-delà de 21,2 milliards de francs, la compétitivité française a été affectée.

Le début de l'année avait pourtant vu la France améliorer sa situation : la valeur ajoutée des entreprises avait retrouvé au second trimestre un rythme de croissance plus favorable (4,4 % après 3,4 % au premier trimestre en valeur nominale). La moindre hausse des cotisations salariales a permis alors une progression de l'excédent brut d'exploitation (+ 4,8 %), ainsi que de l'épargne

des entreprises. Mais, selon M. Delors, au-delà de 21,2 milliards de francs, la compétitivité française a été affectée.

Le début de l'année avait pourtant vu la France améliorer sa situation : la valeur ajoutée des entreprises avait retrouvé au second trimestre un rythme de croissance plus favorable (4,4 % après 3,4 % au premier trimestre en valeur nominale). La moindre hausse des cotisations salariales a permis alors une progression de l'excédent brut d'exploitation (+ 4,8 %), ainsi que de l'épargne

des entreprises. Mais, selon M. Delors, au-delà de 21,2 milliards de francs, la compétitivité française a été affectée.

Le début de l'année avait pourtant vu la France améliorer sa situation : la valeur ajoutée des entreprises avait retrouvé au second trimestre un rythme de croissance plus favorable (4,4 % après 3,4 % au premier trimestre en valeur nominale). La moindre hausse des cotisations salariales a permis alors une progression de l'excédent brut d'exploitation (+ 4,8 %), ainsi que de l'épargne

des entreprises. Mais, selon M. Delors, au-delà de 21,2 milliards de francs, la compétitivité française a été affectée.

Le début de l'année avait pourtant vu la France améliorer sa situation : la valeur ajoutée des entreprises avait retrouvé au second trimestre un rythme de croissance plus favorable (4,4 % après 3,4 % au premier trimestre en valeur nominale). La moindre hausse des cotisations salariales a permis alors une progression de l'excédent brut d'exploitation (+ 4,8 %), ainsi que de l'épargne

des entreprises. Mais, selon M. Delors, au-delà de 21,2 milliards de francs, la compétitivité française a été affectée.

LOGEMENT

Chute de la construction neuve

CHUTE de la construction neuve, adoption d'une loi sur les rapports entre propriétaire et locataire - la première depuis 1949 - les deux traits dominants de l'année 1982 dans le secteur de l'immobilier et du logement.

Pourtant le budget de l'État manifestait un effort notable de la contribution nationale à l'effort de 30 % des crédits sur l'année précédente, et M. Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, escomptait la mise en chantier de 410 000 appartements. On en aura fait 350 000 (contre 396 000 en 1981) malgré plusieurs séries de déviation à la relance de l'activité du bâtiment, dont 2 milliards de francs du fonds spécial de grands travaux.

Par ailleurs l'adoption de la loi du 22 juin 1982, dite « loi Quilliot »,

Le libre-échange en berne. Pour plus de la moitié le commerce international est soumis à surveillance : l'agriculture, le pétrole, qui ne représentent chacun un cinquième, les biens d'équipement et les produits de consommation pour un dixième dans chaque cas.

Tous les pays ont cédé peu ou prou à la tentation du protectionnisme, et la France s'illustra dans ce domaine fin octobre 1982, imposant la réduction en français des documents douaniers et la réduction des magnétoscopes à Poitiers. Ni plus ni moins coupable que les autres, elle a utilisé, elle aussi, des droits de douane étant interdits.

Ce protectionnisme rampant s'est étendu à tout le monde, les uns se servant de règlements sanitaires, les autres de normes industrielles, d'autres encore d'arguments juridiques pour bloquer l'entrée des produits étrangers. En outre, s'est renforcée la « sectorisation » de la politique commerciale : pour défendre les industries nationales, les gouvernements occidentaux ont négocié des arrangements spéciaux dans un tel secteur, qui sont entrés en vigueur sous les règles du G.A.T.T. Il en a notamment été de l'accord

COMMERCE INTERNATIONAL

Le libre-échange en berne

multifibres renouvelé pour la troisième fois en décembre, qui a pour effet de limiter « volontairement » les exportations textiles d'un certain nombre de pays du tiers-monde ; mais d'autres branches, la sidérurgie, la construction navale, l'automobile, sont également touchées.

La « sectorisation » s'est accompagnée d'une « bilatéralisation » des échanges, le nombre d'accords parallèles conclus par deux ou plusieurs pays, en dehors des lois internationales, étant allé croissant. Cette recherche de réciprocité apparaît en contradiction avec le fonctionnement d'un système multilatéral, qui est le jeu de la solidarité internationale du travail. Les échanges mondiaux sont ainsi menacés de repli.

Un climat de bataille. La conclusion de l'arrangement est intervenue dans un climat de bataille économique, qui a opposé la Communauté européenne, les États-Unis et le Japon. De part et d'autre de l'Atlantique, les affrontements furent vifs et nombreux, qui portèrent sur l'acier, l'agriculture, les crédits à l'exportation.

Après des marathoniennes et des participations, parvenant à l'adoption d'une déclaration commune, réussissent à masquer leurs divergences, sinon à donner l'impression d'un accord.

Après des marathoniennes et des participations, parvenant à l'adoption d'une déclaration commune, réussissent à masquer leurs divergences, sinon à donner l'impression d'un accord.

Après des marathoniennes et des participations, parvenant à l'adoption d'une déclaration commune, réussissent à masquer leurs divergences, sinon à donner l'impression d'un accord.

Après des marathoniennes et des participations, parvenant à l'adoption d'une déclaration commune, réussissent à masquer leurs divergences, sinon à donner l'impression d'un accord.

Après des marathoniennes et des participations, parvenant à l'adoption d'une déclaration commune, réussissent à masquer leurs divergences, sinon à donner l'impression d'un accord.

Après des marathoniennes et des participations, parvenant à l'adoption d'une déclaration commune, réussissent à masquer leurs divergences, sinon à donner l'impression d'un accord.

Après des marathoniennes et des participations, parvenant à l'adoption d'une déclaration commune, réussissent à masquer leurs divergences, sinon à donner l'impression d'un accord.

SOCIAL

La crise du financement se généralise

(Sulre la page 11.)

anciens **corps** législatifs les diverses
raisons qui permettaient encore **au**
patronat d'appliquer **une** discrimina-

Les droits des travailleurs

Après de longs débats parlementaires et de vives contestations de l'opposition politique, y compris auprès du Conseil constitutionnel, le vote des quatre Auroux constitue enfin le dernier et grand volet des réformes de l'année 1982. Ces lois modifient profondément le code du travail et vont provoquer dans les entreprises, au cours de l'année 1983, une série de négociations et de débats afin que ces textes puissent être appliqués.

■ **Les libertés individuelles** - loi adoptée le 27 juillet 1972 - vont être renforcées par une nouvelle discussion des règlements intérieurs ■ par la mise en place du droit à l'expression des salariés ■ entre-prises de plus de deux salariés.

■ **Les institutions représentatives** — loi adoptée le 6 octobre 1982 — joueront un rôle majeur. Le comité d'entreprise voit son rôle économique s'accroître, les crédits d'heures accordés aux délégués syndicaux majorés. Un article interdisant la réclamation à domicile et intérêts en cas de grève a été supprimé par le Conseil constitutionnel.

■ **La négociation collective** — loi adoptée le 15 octobre 1982 — devient désormais une obligation, les partenaires sociaux devant, à l'issue régulière, se rencontrer, sans obligation de résultat. Le champ des discussions a été élargi avec notamment l'obligation de discuter des salaires réels.

■ L'hygiène et la sécurité et les conditions de travail - loi adoptée le 24 novembre 1982 - seront mieux assurées, les pouvoirs des comités d'hygiène étant là encore renforcés. En outre, le salarié peut - en cas de danger grave - quitter son poste sans être menacé de sanctions.

Au total, ■■■■ quantitatives ■■■■ qualitatives — qui, selon ■ patronat, ■ alourdir les charges et la gestion des entreprises — et qui devraient, selon la thèse gouvernementale, améliorer ■ conditions ■ travail et permettre aux salariés ■ mieux participer ■ la vie quotidienne des ateliers et ■ bureaux.

employeurs réduite d'autant. En Belgique, un surplus de cotisations a été demandé aux ménages à enfants.

Pour l'assurance-chômage, la réforme la plus importante est menée par le gouvernement français après l'échec des négociations, les mesures restrictives adoptées en R.F.A. et en Belgique (~ 6 % pour les allocations quand le ménage dispose de plus d'un salaire) et à l'étude en Italie.

Trois améliorations ont été cependant apportées en France (allocation **familiale** pour les familles de deux enfants : minimum vieillesse

La montée des prélèvements obligatoires en France (en % du PIB)

(en % du PIB)

	1975	1981	1982
Impôts perçus	23,5	24,6	25,1
au profit :			
- de l'État	17,9	18,7	19
- des collectivités locales	4,5	4,8	4,9
- de la C.F.E.	0,8	0,8	0,8
Cotisations sociales	17,6	18,3	18,8
TOTAL	41,1	42,9	43,9

ques de rigueur, en revanche, les allocations familiales ont été réduites dans plusieurs pays européens : diminution de 500 FF par mois en Belgique et de 50 à 75 FF par mois en R.F.A.

mesures de freinage de réduction des dépenses des relevements de cotisation ont été opérés. En Belgique, la coti-

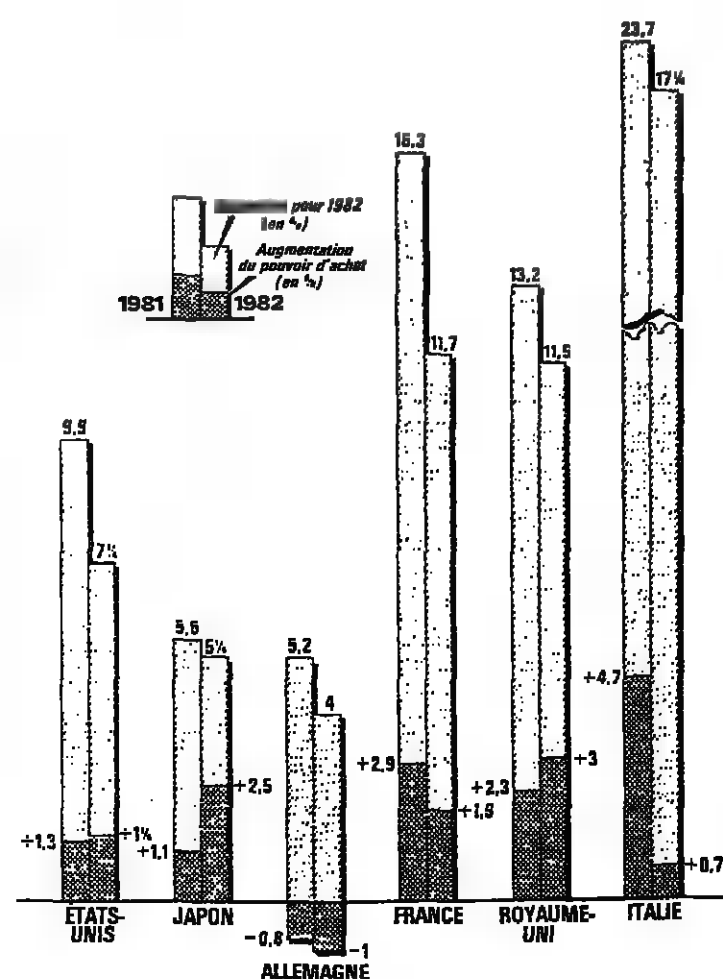
allocations pour les chômeurs la long-
durée le développement des pré-
retraites). Des positives ont
prises dans certaines caté-
gories. Mais les pays d'Europe. Mais en partout
gouvernements se efforcent
de freiner, au Danemark, aux Pays-Bas, en
R.F.A. - essayés des
quitter le pouvoir.

Confrontés à une []
qui n'a [] dit son []
plupart des [], préparant d'autres
[] restrictives, l'appel aux
contributions [] plus en plus
[]. En [] le poids des prêts
virements obligatoires a []
passé les seuils critiques... de []
en France par rapport au P.I.B.
jusqu'à plus de 50 % au Suède.
Réunis à Madrid, en septembre
1982, les ministres des affaires
sociales ont admis que le niveau
des prestations pouvait être maintenu
pour tous. Fin novembre, la Com-
mission de Bruxelles a invité les gou-
vernements européens à []
« réexamen global » la pro-
tection sociale.

LES MATIERES PREMIERES

2,1 % au second, ■■■■ certaine stabilité en glissement sur l'année. La France ■■ parvenue ■■■ tel résultat en partie parce qu'elle a évité.

AUGMENTATION ANNUELLE DU SALAIRE NOMINAL DES OUVRIERS



L'acquis

■ France, le blocage ■ prix et des revenus - et l'amorce d'un mou-
■ de remise ■ de l'in-
dexation ■ salaires sur prix - a
permis d'aboutir ■ une sensible dé-
celération de la hausse ■ salaires.
L'augmentation du pouvoir d'achat
devrait être, selon ■ prévisions
l'INSEE, légèrement inférieure en
1982 à celle de 1981. Cependant, il
faut tenir compte ■ l'augmentation
■ 0,48 point de la cotisation des sala-
ries à l'UNEDIC. Ainsi ■ 1982 le
pouvoir d'achat ■ salaires nets de-
vrait diminuer de 0,5 point. ■
l'on intègre la hausse annuelle du pou-
voir d'achat ■ prestations sociales
(+ 6,5 %) ■ celle du pouvoir
d'achat ■ revenus salariaux et so-
ciaux (+ 2,4 %), le pouvoir d'achat
du revenu disponible brut aura aug-
menté en 1982 de 2,1 %.
■ le même pourcentage qu'en 1981. Un
tel résultat, comme l'explique
l'INSEE, « la conséquence ■ l'ac-
quis du ■ l'année. En effet,
une nette brisure sépare ■ deux
■ 1982 : ■ pouvoir d'achat
■ disponible brut des mé-
nages ■ augmenté ■ 2,2 % au pre-
mier ■ et a été diminué de

(1) Les chiffres d'augmentation des salaires sont ceux qui sont calculés par l'O.C.D.E. Il s'agit des gains des ouvriers des industries manufacturières ; horaires pour les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie ; pour le Japon et l'Espagne pour le Royaume-Uni. Pour la France, nous sommes basés, en raison de l'incidence du blocage des prix, sur nos revenus, et prévisions (salaires horaires à prix à la consommation) de l'INSEE. Pour calculer le pouvoir d'achat, nous nous sommes basés à l'exception de la France, sur l'indice des prix à la consommation des pays de l'O.C.D.E. et qui nous a permis de calculer les salaires et en volume.

Une dépression persistante

LES cours du cuivre au plus bas depuis cinquante ans, celui du sucre au niveau d'il y a 40 ans, en monnaie constante, les mines fermées, des unités de raffinage à l'arrêt : tout sont les fruits d'une crise mondiale qui se prolonge et entraîne naturellement une diminution de la consommation donc de la demande de matières premières industrielles, compliquée de surproduction sur certaines denrées agricoles.

Pour les métaux, le maître

**MATIÈRE
ÉVOLUTIVE
ENTRÉE DÉCEMBRE**

qui avait entrepris de les faire monter démesurément en faisant acheter du blé par milliers de tonnes sur le marché de Londres. Par la suite, un accord fut conclu sur la stabilisation des prix et la suppression d'un stock régulateur.

Sur les marchés agricoles, l'événement est la forte baisse du café d'abord par crainte de gélées au Brésil, puis sous l'effet des réductions des quantités de livraisons prévues dans le cadre de l'Organisation internationale du café. En sens in-

**PREMIERES :
N DES COURS
1961 ET DECEMBRE 1962**

A horizontal bar chart with three bars. The top bar is labeled 'SUCRE' and has an arrow pointing to '+33%'. The middle bar is labeled 'PLOMB' and has an arrow pointing to '+8%'. The bottom bar is labeled 'ZINC' and has an arrow pointing to '+10%'. The bars are black and the text is in a bold, sans-serif font.

Produit	Augmentation (%)
SUCRE	+33%
PLOMB	+8%
ZINC	+10%

BLÉ	EN HAUSSE	100 kg
CACAO		100 kg
MAÏS		100 kg
ÉTAIN		100 kg

verse, le sucre, qui avait **baissé** de 50 % en 1981, a **rebondi** à nouveau (-38 %), en raison d'une surproduction généralisée, conséquence d'une diminution **de** la consommation. Le cacao, victime également de la surproduction **et** de la **surconsommation**, n'a pu maintenir son redressement de 1981. Dans **les** textiles, le prix du coton, en vif repli l'année dernière, **a** repris environ 8 %. Dans le secteur des céréales, l'augmentation de production **et** la diminution des achats soviétiques **ont** provoqué un recul **des** exportations.

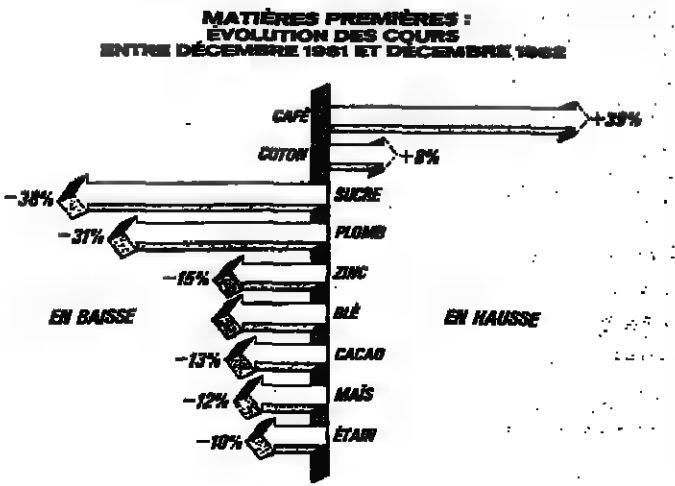
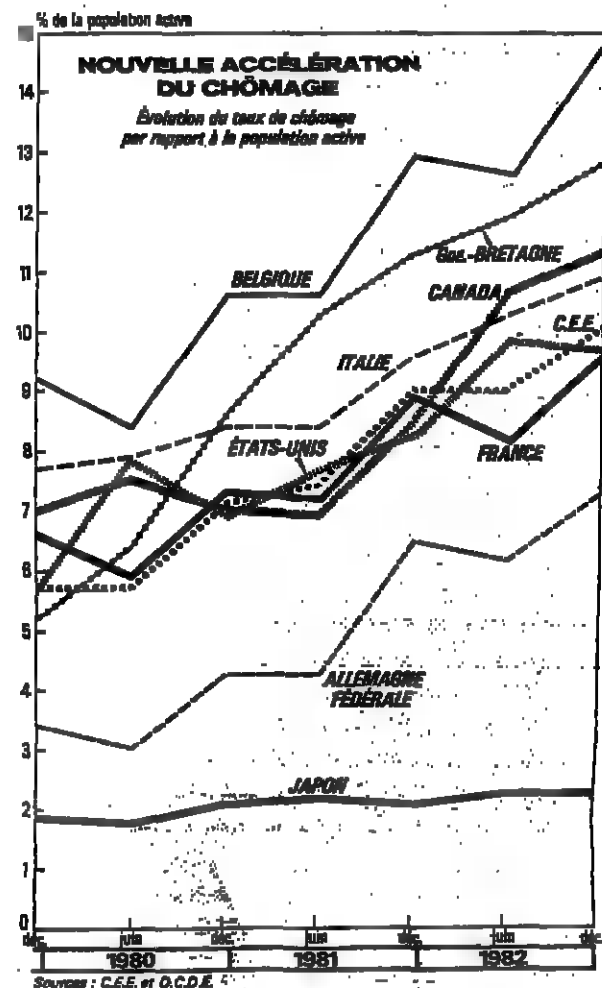
PROFESSIONNELLES
professionnelle
 Paris 12 ☎ 347.21.32

Marché déprimé du pétrole

La consommation mondiale d'énergie a continué de baisser. Après une chute de 8 % en 1980 et de 7 % en 1981, la demande pétrolière a encore baissé de 3,5 % au premier trimestre 1982. La consommation d'énergie par rapport au P.N.B. a continué de diminuer.

Le cours du charbon a baissé d'environ 10 % et celui du pétrole brut est passé de 35 dollars par baril à environ 32. Et encore l'OPEP a-t-elle réussi en 1982, par l'instauration de quotas de production, à éviter un déclin plus fort. Pour les pays producteurs, en 1982, le pourcentage d'achat a chuté nettement, mais pas trop importante. Tandis que pour les pays européens, l'achat au début de cette année par la France du dollar, cette année aura été insensée. En France, par exemple, le prix de la tonne de pétrole importée est passé de 110 \$ F au 1^{er} janvier à 118 \$ F fin octobre.

La chute de la consommation mondiale et la baisse des profits des compagnies énergétiques qui en résulte ont eu une double conséquence. D'abord, les organismes de prévisions revu leurs objectifs. L'Agence nationale l'Energie - qui réunit les grands pays industrialisés occidentaux à l'exception de la France - dans ses *Perspectives énergétiques mondiales*, publiées le 12 octobre, a réduit de 40 % ses estimations de la production mondiale d'énergie en 2000. Comment, dans de telles conditions, les projets de renouveau n'auraient-ils pas causé ? Ainsi Exxon - la première compagnie mondiale - a-t-elle renoncé à l'exploitation bitumineuse du Colorado, la mise en valeur des sables asphaltiques de la province canadienne de l'Alberta. Aux Etats-Unis, tous jours, dix commandes anciennes de réacteurs nucléaires ont été annulées dans les neuf premiers mois de l'année. Et le nombre d'appareils de forage en activité au 30 septembre était inférieur de 43 % à ce qu'il était un an plus tôt.



c'est la **crise** mondiale, qui a provoqué le gonflement des stocks et l'avi-
lisement **des** prix. Dans le cas du
cuivre, **les** prix **ont** désormais insuf-
fisants pour justifier le **maintien** en
exploitation **des** **anciennes** mines
dont l'activité **est** **de** plus moins rentable. La
remise du cours **du** **cuivre** a été affecté
par **les** **variations** continues **de** l'ad-
ministration **des** Etats-Unis allé-
geant ses stocks stratégiques.

Au **15** l'année toutefois, une profonde chute des cours mettait un point final à une spéculation malheureuse menée par la Malaisie.

verse, le sucre, qui avait **augmenté** de 50 % en 1981, a **diminué** à nouveau (- 38 %), en raison d'une surproduction généralisée, conséquence d'une diminution de la consommation. Le cacao, victime également de la surproduction, a vu la consommation s'effondrer. Le redressement de 1981. Dans les textiles, le prix du coton, en vif relief l'année dernière, s'est repris environ 8 %. Dans le secteur des céréales, l'augmentation de production et le redressement des achats soviétiques ont provoqué un recul général.

PROFESSIONNELLES
professionnelle
 Paris 12 ☎ 347.21.32

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo qualité professionnelle
ETRAVE 38, rue Daumesnil Paris 12 ☎ 347.21.32

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 14 h 30 et 20 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).
ARTS HEBERTOT (387-23-23), 21 h : *Le Cid* (M. L. L.).
BEAUBOURG (277-12-35), Cinéma : 13 h, 15 h, 17 h, 20 h : *Cinéma D.W. Griffith*.

Les autres salles

ARC (723-61-27), 20 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).
ARCADE (700-87-38), 20 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).
ARTS HEBERTOT (387-23-23), 21 h : *Le Cid* (M. L. L.).
BOUFFES DU NORD (239-34-30), 20 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 20 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).
COMÉDIE-FRANÇAISE (742-43-41), 21 h : *Le Cid* (M. L. L.).
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).
DAUNOU (261-69-14), 21 h : *Le Cid* (M. L. L.).
DELLA (278-46-42), 21 h : *Le Cid* (M. L. L.).
DELLA (278-46-42), 21 h : *Le Cid* (M. L. L.).
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).
THÉÂTRE NATIONAL (271-51-00), 21 h : *Le Cid* (M. L. L.).
LUCERNAIRE (544-57-34), 19 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

Café de la Gare (278-52-51), 20 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).
POINT-VEIGUE (278-67-43), 20 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).
LOULOU (22 h 30) : *Le Cid* (M. L. L.).
SENTER DES HALLES (236-37-27), 21 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).
LA TANIÈRE (337-74-39), 21 h : *Le Cid* (M. L. L.).
THÉÂTRE DE DIX HEURES (07-48), 21 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).
THÉÂTRE DE DIX HEURES (07-48), 21 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : *Le Cid* (M. L. L.).

THÉÂTRE DE DIX HEURES (07-48), 21 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

La danse

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

Le music-hall

PONTAINE (874-74-00), 21 h : *Le Cid* (M. L. L.).

MAUVEAU CHÂTEAU-PORT DE PANTIN (758-27-43), 21 h : *Le Cid* (M. L. L.).

PALACE (246-10-87), 20 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

PALACE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (758-13-03), 15 h : *Le Cid* (M. L. L.).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-24)

BEAUBOURG (278-35-57)

13 h : *Vive le sport*, de S. Taylor et F. Neumeyer ; 17 h : *Le Cid* (M. L. L.).

19 h 15/1935 : *Le Cid* (M. L. L.).

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A. v.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

ANNIE (A. v.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BALADE (Fr.), 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

Pour renseignements concernant
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
 704.70.20 (N°s groupés)
 (de 11 heures à 21 heures,
 sauf dimanches et jours fériés)

Lundi 27 décembre

Les cinémas

SALLE FLEURY, 20 h 30 : *R. Claydon*.

EGLISE SAINT-JEAN, 20 h 30 : *L. Parnot* (Dufaut, de Vise, Wels, Bach).

Jazz, pop, rock, folk

BATACLAN (700-30-12) : *Le Cid* (M. L. L.).

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : *Le Cid* (M. L. L.).

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : *S. Lacy*.

ELYSÉE-MONTMARTRE (606-38-79), 20 h 30 : *Troubadour* de S. Lacy.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 21 h : *Le Cid* (M. L. L.).

En région parisienne

NANTERRE, Centre G. Brasseur (735-36-32), 21 h : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LA BARAKA (Fr.), Forum, 19 h 15 : *Le Cid* (M. L. L.).

LES FILMS NOUVEAUX

DINER, film américain de Barry Levinson, V.O. : U.G.C. Opéra, 21 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

DINER, film américain de Barry Levinson, V.O. : U.G.C. Opéra, 21 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

DINER, film américain de Barry Levinson, V.O. : U.G.C. Opéra, 21 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

DINER, film américain de Barry Levinson, V.O. : U.G.C. Opéra, 21 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

DINER, film américain de Barry Levinson, V.O. : U.G.C. Opéra, 21 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

DINER, film américain de Barry Levinson, V.O. : U.G.C. Opéra, 21 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

DINER, film américain de Barry Levinson, V.O. : U.G.C. Opéra, 21 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

DINER, film américain de Barry Levinson, V.O. : U.G.C. Opéra, 21 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

DINER, film américain de Barry Levinson, V.O. : U.G.C. Opéra, 21 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

DINER, film américain de Barry Levinson, V.O. : U.G.C. Opéra, 21 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

DINER, film américain de Barry Levinson, V.O. : U.G.C. Opéra, 21 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

DINER, film américain de Barry Levinson, V.O. : U.G.C. Opéra, 21 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

DINER, film américain de Barry Levinson, V.O. : U.G.C. Opéra, 21 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

DINER, film américain de Barry Levinson, V.O. : U.G.C. Opéra, 21 h 30 : *Le Cid* (M. L. L.).

Centre officiel d'examen - Marine
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

BESSERAT DE BELLEFON

LE CHAMPAGNE

Allée du Vignoble
57061 Reims Tél. (26) 06.09.18

ENVIRONNEMENT

La Seine surveillée mais jamais domptée

VILLEN

LIVE-SAINT-GEORGES T

le système d'alerte n'est en lui-même un moyen de lutte contre les inondations. Les barrages-réservoirs, existants ou en projet,

OLIVIER SCHMITT.

Cela s'est même attaquée à son premier projet : la construction d'une ligne rapide de métro permettant de relier San-Diego à Los Angeles, en Californie, en cinquante-sept minutes contre deux heures quarante minutes actuellement. L'investissement total (infrastructures et matériel roulant) est estimé à 2 milliards de dollars. Moyennant un trafic quotidien de trente mille voyageurs qui paieront un tarif un peu supérieur aux 16 dollars actuels, la compagnie espère couvrir ses dépenses d'exploitation.

Au total, le marché américain des lignes rapides pourrait très vite accueillir une dizaine de milliards de dollars. Pour s'y implanter, les entrepreneurs français ne manquent pas d'armes techniques, mais il leur faut aussi une large expérience qui montre ses qualités : une exploitation régulière au Paris-Lyon. Le point faible réside plutôt du côté financier. Le président d'Amtrak, M. Alan S. Boyd, a déjà clairement fait comprendre qu'il était hors de question d'envisager une aide gouvernementale pour ce genre d'investissement, et que le secteur privé devrait, seul, en supporter la charge. Les investisseurs américains ont donc mobilisé leurs institutions financières et vue d'affronter ce défi.

Aussi entrepreneurs soient-ils, les responsables de T.G.V. Inc. risquent, sur ce terrain, de se retrouver bien seuls.

● Le métro de Lagos sera français. — Le gouvernement fédéral nigérian a avalisé, le 22 décembre, l'accord passé en septembre dernier avec un consortium de dix-neuf entreprises françaises pour la réalisation du métro de Lagos. ■ part française des travaux représente plus ■ trois quarts ■ contrat total, qui porte sur plus ■ 1 milliard ■ dollars. Les travaux ■ l'an prochain. — (A.F.P.)

« Joli pavillon... pieds dans l'eau »

FRANCIS GOUGE

ÉDITIONS ARTHAUD
20, rue Monsieur le Prince
75006 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	Le jour	Le jour T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	71.00	24.70
IMMOBILIER	48.00	56.45
AUTOMOBILES	48.00	56.45
AGENDA	48.00	56.45
PROP. COMM. CAPITAL	140.00	184.64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le jour	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40.00	47.04
DEMANDES D'EMPLOI	12.00	14.10
IMMOBILIER	31.00	36.45
AUTOMOBILES	31.00	36.45
AGENDA	31.00	36.45

OFFRES D'EMPLOIS

Important Groupe de Distribution Indépendant
recherche

Assistant Direction Ventes

Jeune diplômée de l'enseignement supérieur, ayant le ☐ des contacts humains et possédant un bon esprit ☐ synthèse, il ☐ chargé :

- la définition de la ☐ en application ☐ la politique commerciale
- l'analyse ☐ statistiques ☐ documents ☐ gestion
- concernant la gestion ☐ l'organisation ☐ points ☐ vente
- du suivi d'opérations diverses ☐ collaboration ☐ Achat, Logistique, Publicité, et Informatique.

Lieu de travail : Paris.

Envoyer lettre manuscrite ☐ C.V., photo et prétentions sous référence ☐ à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris ☐ 02 qui transmettra

Un Important Groupe de Distribution
recherche pour une de ses filiales de production

un Contrôleur de Gestion

Sa mission :

- mise en place du contrôle de gestion
- élaboration ☐ tableau ☐ bord
- reporting auprès de la société holding
- amélioration et animation de la comptabilité analytique
- développement du système informatique.

Profil : Formation supérieure (Sup de Co.) + DECS. Expérience souhaitée.

Lieu de travail : ☐.

Envoyer CV + photo + prétentions sous référence 8723 ☐ L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

emploi/ internationaux
(et départements d'Outre Mer)

GhK **Gesamthochschule Kassel**
Universität des Landes Hessen

Dans le Département Anglistique/Romanistique de l'Université de Kassel (R.F.A.), sous réserve de mise à disposition, est à pourvoir au 1^{er} avril 1983 le poste suivant :

1 LECTEUR/TRICE EN FRANÇAIS (II à BAT)

N^o référence : 036

DIPLOMES REQUIS : ☐ ou maîtrise, expérience dans l'enseignement du français comme langue étrangère en français des affaires souhaitable.

DESCRIPTION DU POSTE : tous ☐ de la langue appliquée : cours de langue pour étudiants débutants et avancés destinés au professeur ou à l'équivalent filière L.E.A., élaboration et exécution de tests. Collaboration à projets de recherche possible.

Les candidatures avec documents habituels à joindre sont à adresser avec ☐ référence dans les 4 semaines suivant la parution à :

LA GESAMTHOCHSCHULE KASSEL - Der Präsident
Münchbergstr. 19, D-3500 Kassel.

emploi/ régionaux

PAPETERIES DE MARESQUEL

ATTACHE COMMERCIAL

Une papeterie dynamique (C.A. 81 : 300 MF), connue sur les marchés européens, implantée dans une vallée agréée du Pas-de-Calais, recherche un collaborateur commercial de haut niveau rattaché directement à notre Directeur Commercial.

Le cadre recherché, issu d'une école d'ingénieur ou de commerce, aura de préférence entre 5 et 10 ans d'expérience, devra posséder très correctement l'anglais et l'allemand, et avoir ☐ possible une bonne connaissance de la ☐ et de l'informatique.

Le candidat retenu, après une formation typique à l'industrie papetière, si nécessaire, se verra confier des responsabilités et devra effectuer de fréquents déplacements à l'étranger.

Pour ce poste évolutif, nous envisageons une rémunération adaptée en fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.

Adressez votre candidature manuscrite (avec C.V. et photo au Chef du Personnel des PAPETERIES DE MARESQUEL, 62990 BEAURAINVILLE.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE BRETONNE
recherche

CONSEIL JURIDIQUE

Spécialiste droit social pour informer et conseiller ses entreprises adhérentes.

Adressez curriculum vitae et photo sous référence 990 à M. J. VALON, APEC BRETAGNE, B.P. 2225, 35022 RENNES Cedex.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN
IMPLANTATION INTERNATIONALE

pour région OUEST

CONTROLEUR DE GESTION

- Formation Supérieure de Gestion Pratique de l'Anglais.
- Connaissance de l'Outillage Informatique.
- 3 ans d'expérience au moins dans la mise en place et le suivi d'un contrôle de gestion.

Il sera rattaché directement au Chef de Service.

Ecrire sous n^o 950.433 à HAVAS ATLANTIQUE PUBLICITE, B.P. 32, 44601 SAINT-NAZAIRE CEDEX QUI TRANSMETTRA.

VILLE DE VALENCE
(Drôme)
recrute

voie de ☐ ou sur base d'aptitude C.F.P.C. :

ANIMATEURS SOCIO-CULTURELS DE 2^e CLASSE : Animation de Préadolescents et Adolescents dans Z.U.P. (Annuel en foyer libre, C.V. Fédération Léo Lagrange 2, rue Léonard 28100 DREUX.

Adressez ☐ avec C.V. + photo, à M. Le Député-Maire, Bureau du Personnel, 28100 VALENCE CEDEX, avant le 31 décembre 1982.

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONES
296-15-01

Nous ☐ la filiale d'un important groupe industriel français aux activités diversifiées (plus de ☐ personnes dans le monde). Nos produits du secteur bureautique bénéficient d'une solide réputation tant au plan national qu'international. Compte tenu ☐ l'évolution ☐ technologies, nous renforçons notre bureau d'études (50 personnes) situé en très proche banlieue ☐ de Paris

ADJOINT CHEF SERVICE ETUDES MÉCANIQUES

Vous ☐ ingénieur diplômé (AM par exemple) et vous avez acquis une expérience d'au moins 4 ☐ d'études et de conception de produits mécaniques fortement outillés. Vous êtes familier avec les problèmes d'industrialisation ☐ avez l'habitude du dialogue ☐ d'autres disciplines : électronique, software. Sous l'autorité du responsable de l'une de nos activités (petite mécanique de conception mûre utilisant des microprocesseurs), votre rôle ☐ votre équipe, d'étudier ☐ de développer l'aspect mécanique de ☐ produits. Votre ☐ globale de la définition du cahier des charges jusqu'à l'obtention de la pièce définitive. Compétences ☐ relations fréquentes nos autres bureaux d'études à l'étranger, une bonne ☐ l'anglais serait appréciée.

☐ avoir le profit de ☐ personne que ☐ recherches, écrivez ☐ Jean-Loup Parichon ☐ réf. 6652 ☐ il étudiera ☐ vous les possibilités d'une future collaboration.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007
TELEPHONE : 555.11.11

ETES JEUNE ET AVEZ :

- une bonne formation ☐ financière (H.E.C., E.S.S.E.C., IUT de CO, Sciences PO, etc...)
- le goût du contact humain et de la négociation ☐ P.M.E.
- une capacité ☐ synthèse rapide ☐ d'appuyer ☐ dynamisme commercial.

VOUS RECHERCHER :

- ☐ active qui ☐ certaines ☐.

LE GUYARD bail équipement
UNE DES TROIS PREMIERES ☐ DE CREDIT BAIL MOBILIER

attaché de direction

apte, après formation au sein d'une équipe dynamique, à négocier ☐ en ☐ les P.M.E. ☐ résoudre leurs problèmes d'équipement et ☐ financement ☐ voir.

Résidence : DIJON

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo ☐ prétentions au Service du Personnel - BP ☐ 22, Place Vendôme - ☐ Paris ☐ 01.

URGENT
Ville basiliennaise Ouest recrute

UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

Env. les candidatures sous n^o 7.458
le Monde Publicité, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

LIBRAIRIE DE PARIS SECURITE SOCIALE
recherche

pour son service contentieux

DES RÉDACTEURS JURIDIQUES

Les candidats de nationalité française devront être obligatoirement titulaires d'une Maîtrise en Droit Privé (option Droit des Affaires).

- Horaire hebdomadaire : 39 heures ;
- Avantages sociaux ;
- Salaire mensuel brut de début : 4.338,43 F porté à la titularisation intervenant après six mois à 5.031,37 F sur 13,66 mois.

Les ☐ manuscrites accompagnées d'un C.V. détaillé devront être ☐ d'urgence à la DIVISION DU PERSONNEL, 3, rue Franklin, B.P. 430, 92118 Montreuil.

L'une des plus importantes entreprises nationales
recherche

POUR SES SERVICES PARISIENS ET SES CENTRES REGIONAUX IMPLANTÉS DANS LES GRANDES VILLES DE PROVINCE

DOCTEURS EN DROIT DIPLOMÉS DE SCIENCES POLITIQUES OU D'UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

INGÉNIEURS ÉLECTROTECHNICIENS ET ÉLECTRONICIENS (TOUTES CATÉGORIES D'ÉCOLES).

Libérés des obligations militaires, âge maximum 28 ans.

Envoyer C.V., photo + prétentions sous n^o 231.879 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, ☐ Paris.

180.000 F. par an en Touraine
Jeune ☐ en pleine expansion

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

(Comptabilité, Gestion sociale)
Poste à pourvoir

Envoyer C.V. et photo sous n^o 888 RIVAS à TOURS CEDEX

COMPAGNIE

RÉDACTEUR
très au ☐ des sinistres ☐ transport

EMPLOYÉE
travaille dans la branche transport

Ecrire ☐ n^o 3.008 L.T.P. 31, Bonne-Nouvelle, ☐ Cedex 02.

SAINT-LAZARE
en vue fonction de CADRE recherche ☐ ÉLÉMENT DE VALEUR et expérimenté en matière de production divers et risque divers. Travail sur terminal d'ordinateur.

Ecrire sous n^o 3804 L.T.P. 31, Bd Bonne-Nouvelle, ☐ PARIS Cedex 02.

Mariage dimension cherchée pour S.A.V. FRIGORISTES

Envoyer ☐ pratique. Téléphone : ☐ 68-27.

TRANSNUCLÉAIRE PARIS ÉTOILE
recherche

pour le service opérations

INGÉNIEUR DÉBUTANT

ENSAM, ICAM, ENSI, HEI, INSA

Disponible rapidement pour :

- Assistance technique lors de ☐ du combustible ☐ des centrales nucléaires ;
- Rédaction de spécifications et procédures ;
- Études de matériels ;
- Relations avec sous-traitants ;
- Déplacements trois jours par semaine ;
- Anglais courant.

Ecrire 11, rue Christophe-Colomb, 75008 Paris.

CONSTRUCTEUR DE MAISONS INDIVIDUELLES
recherche

EMPLOYÉ (E)
POUR SERVICE PERSONNEL (pièces et charges)

Qualités demandées :

- connaissance dactylo ;
- aimant l'ordre, les chiffres ;
- ayant acquiescence minimum dans ses fonctions ;
- Formation spécifique au poste assurée par la Société.

Envoyer C.V. avec photo à ☐ ALCAZAR, 28, 30, rue Edouard-Vaillant, 92309 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

JANUS INFORMATIQUE
d'urgence

ANALYSTES INGÉNIEURS

spécialisés sur : Z80, MTR, SOLAR

M. TANG ☐

54 DEK International recherche ☐ JEUNE EMPLOYÉE ☐ expérimentée, aimant chiffres, libre de suite.

Ecrire avec C.V., 6, rue de Lons, 75118 PARIS.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
région ☐ employent ☐ un ingénieur ☐ l'étude et la construction de compresseurs et de pompes à vide recherche

JEUNE INGÉNIEUR
A.M. ou équivalent

☐ d'ingénieur d'affaires dans le cadre de ☐ et de la ☐ de produits personnalisés ☐ au haut de gamme.

Déplacements ☐ ensemble au ☐ France. ☐ offre avec C.V. et prétentions à n^o M. 52.282 BLEU, 17, rue Lohé 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

La ville de ☐ (92)
d'URGENCE ☐ ASSISTANTE SOCIALE D.E. polyvalente de ☐ SOCIALE D.E. un remplacement de 4 mois.

Adressez candidature et C.V. détaillé à Monsieur le Maire

Assurances PARIS-8
recherche

RÉDACTEUR
EXPÉRIENCÉ pour production automobile et risques divers exercés à la pratique du travail sur terminal d'ordinateur.

Ecrire ☐ L.T.P. 31, Boulevard Bonne-Nouvelle, 75008 PARIS Cedex 02.

secrétaires
EUGÈNE GALLIA S.A. (comédiques)

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Ble devra assurer :

- la rédaction et le suivi de la communication interne.

Excellent présentation 30 ans environ Anglais indispensable Envoyer C.V., photo récente et prétentions, 9, rue d'Athènes, 75428 PARIS Cedex 08 à l'attention de M. LONCÈ.

Secrétariat de Direction Générale

Pour entreprise de 1^{er} rang Banlieue EST de Paris (REB) Anglais courant. Env. 35 ans Très bonne culture générale.

Merci d'env. dossier complet (avec photo et lettre) sous réf. 1713 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.

Its public administratif recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

pour Président et Directeur de l'Établ. bonne pratique sténodactylo soignée. Dynamisme et expérience. Envoyer C.V., photo et prétention à C.N.M.H.S. Service du personnel, 62, rue Saint-Martin, 75004 PARIS.

AFFAIRES

Le marché du vin de table français aux Etats-Unis

Le pari de Ricard

Un commis à bicyclette croise un cycliste qui porte deux baguettes de pain. Il court chez le caviste d'un village, qu'on devine bien de chez nous, pour rapporter au jeune couple client de l'auberge dont la terrasse donne sur le clocher de l'église une bouteille de devereaux. Le bécot, les baguettes et le clocher; tous les ponts sont là dans le « spot » publicitaire que des milliers d'Américains peuvent voir à l'occasion du lancement, par Pernod-Ricard, d'un vin de table français aux Etats-Unis.

Il s'agit, concept déjà ancien, mais peu pratiqué, d'un vin de marque. Devereaux fut choisi, car s'il fleurit bon le terroir, le mot se prononce aisément outre-Atlantique, aussi simplement que Bordeaux. Mais ici, point de provenance, pas de château, de contrée jalouse, ni d'appellation d'origine contrôlée. Un seul nom, une seule origine, vin de France, vous savez, cette région d'Europe qu'on parcourt en trois jours lorsque l'on vient de Dallas ou de Des Moines. Pour faire plus vrai, le nom retenu à l'origine était Domaine Devereaux. Mais la réputation des fraudes, sourcilieuse, veillait. Qu'importe si l'image était meilleure. Ce domaine n'existant pas en France, l'entreprise devait s'engager à coller ses étiquettes... aux Etats-Unis.

Depuis deux ans, le groupe Pernod-Ricard travaille à ce projet. Il y pensait déjà lors du rachat d'Austin-Nichols, devenue sa filiale américaine, qui est aussi et surtout son réseau de distribution. M. Patrick Ricard avait beau répéter que le vin de table n'était pas son métier (1), il y est venu, parce qu'aux Etats-Unis la mode du vin est d'abord apéritive. Vin blanc pur ou en cocktail; on a fait un devereaux blanc, « frais et vif sans excès, couleur vert-jaune ». Parce que derrière cette mode se profile l'augmentation de la consommation en vin de table rouge, le devereaux rouge sera « fruité couleur rubis, souple avec un peu de charnu ». En gros, cela veut dire que Pernod-Ricard s'est évertué à fabriquer un vin au goût américain, quand d'autres s'évertuent à vendre leur vin aux Etats-Unis, ce qui est tout différent.

C'est à Thuir, dans les chais de Cusenier, autre filiale du groupe, que sont assemblés des vins en provenance des pays de Loire, du Bordelais et du Roussillon. Il s'agit de vins de cépages uniques, vinifiés dans la région de production. On trouve du cabernet-sauvignon, du grenache, du cabernet franc, du chardonnay. Déjà Cusenier avait, avec le moussoux café de Paris, l'expérience des assemblages de cépages. Des contrats ont été passés avec des producteurs individuels et des coopératives.

Six villes, au départ

Le groupe Pernod-Ricard démarre lentement : le lancement est limité à six villes : Miami (Floride), Hartford (Connecticut), Providence (Rhode Island), la Nouvelle-Orléans (Louisiane), Portland (Oregon) et San Diego (Californie). Il durera de 12 à 18 mois pen-

M. JEAN GANDOIS A ETE PRESENTÉ POUR UNE MISSION AUPRES DU GROUPE BELGE COCKERILL-SAMBRE.

M. Jean Gandois, qui dirige le groupe chimique Rhône-Poulenc jusqu'en juillet 1982, après avoir quitté, en 1976, la direction générale de la société sidérurgique Sacilor, a été présenté par le gouvernement belge pour remplir une mission auprès du groupe Cockerill-Sambre, premier producteur d'acier du pays, dans les deux sièges de Charleroi et de Liège. M. Gandois, qui s'est vu confier par le gouvernement luxembourgeois au début de novembre dernier, une mission d'expertise d'une durée de trois mois, sur la situation du groupe sidérurgique ARBED, principale entreprise du grand-duché, a réservé sa réponse. Il n'est pas impossible qu'il accepte cette mission, mais limitée dans le temps, et sans qu'il soit question d'entrer au conseil d'administration de Cockerill-Sambre, comme l'avait fait, en avril dernier, M. Claude Echegaray, ancien P.-D.G. d'Usinor, qui vient de donner sa démission. C'est que, à beaucoup d'égards, la situation de ce groupe paraît difficile à redresser : la capacité de production est largement excédentaire, le déficit cumulé est devenu énorme, l'aide publique consentie pour une période s'étendant jusqu'en 1985 sera épuisée à la fin de cette année; or les caisses de l'Etat belge, actionnaire à 80 %, sont vides.

dant lesquels on compte vendre 25 000 caisses de 12 bouteilles. Si la grille prend, l'objectif avoué par Pernod-Ricard serait d'augmenter de 700 000 à un million de caisses d'ici à sept ou huit ans. Dans l'hypothèse la plus optimiste, cela représenterait donc 90 000 hectolitres, objectif non négligeable quand on sait que les ventes totales de vin français aux Etats-Unis atteignent 650 000 hectolitres environ, mais seulement 210 000 hectolitres de vin de table.

Pour y parvenir, le groupe est prêt à investir plusieurs dizaines de millions de dollars sur cinq ans. C'est peu précis. Ce qui l'est plus, c'est que le point de non-retour en atteint même si le lancement paraît modeste. Pour qu'une marque soit remarquée dans un seul Etat, il faut dépenser 2 millions de dollars. Aux Etats-Unis ce vin sera vendu autour de 3 dollars la bouteille. C'est assez cher, mais il s'agit d'un produit moyen-haut de gamme qui doit en outre dégager les moyens de sa publicité. A titre de comparaison, le mouton-cadet de Philippe de Rothschild se vend autour de 6,5 dollars selon les Etats, et devereaux entend se situer dans le même créneau.

Au titre de l'effort commercial, et parce que le groupe Pernod-Ricard a l'impression d'œuvrer pour la collectivité nationale en écoulant une partie de la production de vin de table du Languedoc-Roussillon notamment, il s'attendait à un soutien de la part des pouvoirs publics.

Le projet déjà ancien avait été présenté à M. Debatise lorsqu'il était secrétaire d'Etat aux industries agro-alimentaires. Le gouvernement actuel aurait aimé, aimerait toujours, favoriser une opération où s'illustrerait le mouvement coopératif, ce qui à l'échelle du marché des Etats-Unis revient à courir derrière une chimère. Il reste que le groupe anversois ne semble pas avoir obtenu pour son devereaux tout le soutien sonnant et réverbérant qu'il escomptait.

Le gouvernement a ce marché américain dans le collimateur. C'est,

pour le vin, son obsession depuis que l'on sait que l'Italie et même l'Allemagne y vendent plus que la France (2). La réponse apportée par le groupe Pernod-Ricard n'est peut-être pas à la hauteur du problème posé, tant par la taille du marché et son expansion (10,4 % l'an, entre 1970 et 1980 que par l'ampleur de la production à écouler, dans le Midi surtout.

Mais force est de constater que Pernod-Ricard est le seul groupe solide à disposer d'un réseau de distribution aux Etats-Unis, avec Perrier ou encore B.S.N., que des initiatives diverses sont prises par des entreprises plus modestes, en ordre dispersé (3), et qu'enfin les études menées par Coca-Cola, ou même par Elf-Aquitaine, restent pour l'heure ce qu'elles sont : des études ou des rumeurs.

JACQUES GRALL

(1) Même si ce groupe détient 45 % de la Société des vins de France dont la filiale Bruck-Cruse - Diffusion internationale vient d'ailleurs de lancer... un vin de table aux Etats-Unis sous la marque de Champagne.

(2) Entre 1970 et 1980, la part du marché américain détenue par l'Italie est passée de 20 % à 29,5 %, celle de la R.F.A. de 15 % à 19,8 %, celle de la France de 35 % à 12,5 %.

(3) Il existerait mille deux cents marques de vin de table français lancées dans ce pays comme tels dans l'Etat de New York, et leur taux de mortalité serait de 50 % par an.

● Douze Boeing-737 à Air France. — Douze Boeing-737 (cent huit sièges, deux réacteurs Pratt & Whitney), commandés en décembre 1981 par Air France, seront mis progressivement en service de janvier à juin 1983, sur les lignes moyen-courrier européennes de la compagnie nationale. Les pilotes de ligne et les officiers mécaniciens ont finalement accepté, dans le courant de l'été 1982, de piloter à deux personnes ces appareils.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	
\$ E.-L.	6,7500	6,7600	+ 175	+ 215	+ 350	+ 420	+ 1065	+ 1210
\$ can.								
Ym (100)	2,8400	2,8500	+ 185	+ 150	+ 245	+ 300	+ 815	+ 890
Dm	2,9300	2,9350	+ 125	+ 170	+ 300	+ 330	+ 900	+ 990
Dm Flch.	2,5600	2,5630	+ 140	+ 180	+ 300	+ 350	+ 950	+ 1010
F.B. (100)								
L (100)	3,3700	3,3800	+ 230	+ 280	+ 460	+ 525	+ 1520	+ 1600
L (1000)	4,8900	4,9000						
E								

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 5/8	9 1/8	9 5/8	9 1/4	9 5/8	9 1/4	9 5/8	9 1/8	9 5/8
DM	5 7/8	5 13/16	6 1/4	6 5/8	6 3/16	6 9/16	6 1/16	6 1/16	6 1/16
FLC	4 1/2	5 1/2	4 3/4	5 3/4	4 5/4	5 1/4	4 1/2	5 1/2	5 1/2
FLC (100)									
FLC	7/8	1 5/8	4	4 3/8	3 7/8	4 1/8	3 7/8	4 1/8	4 1/8
LS (100)									
FLC			27	33	27	31	22 1/2	25	

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

(Publié)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUESEntreprise Nationale SONATRACH
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL
ET INTERNATIONAL

La Direction des travaux pétroliers lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de :

- LOT N° 01 - GRUES CAPACITÉ 20 TONNES - 08
- LOT N° 02 - GRUES CAPACITÉ 36 TONNES - 02

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements représentatifs de firmes et autres intermédiaires, et, ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant réorganisation de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à : SONATRACH - D.T.P. - 2, rue du Capitaine-Azzoug - COTE-ROUGE - HUSSEIN-DEY - ALGER - Département Approvisionnement et Transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissionnaires établis en cinq (05) exemplaires sous double pli cacheté et recommandé porteront la mention : « APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 9099/AR/MEC ». A ne pas ouvrir - confidentiel - devront être adressées à l'attention du chef de Département Approvisionnement et Transports.

Ces soumissionnaires devront parvenir au plus tard le SAMEDI 12 FÉVRIER 1983, délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai sera considérée comme nulle. L'enveloppe extérieure de l'offre devra être anonyme et ne comporter aucune inscription ou sigle indiquant son origine.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingt jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

ÉTRANGER

L'Est et le Sud sont désormais plus dynamiques que le Nord

Rome. — Lors du sommet des pays européens à Copenhague, le président du conseil italien, M. Fanfani, avait souligné la « fragilité particulière » de son pays. Pour sa part, le Centre d'études pour les investissements sociaux (CENSIS) démontre, dans son seizième rapport annuel, que tout en étant caractérisée par de graves difficultés, la situation sociale et économique de l'Italie tend à s'améliorer. Selon le CENSIS, dont les études font autorité, le pays « réel » fait preuve de capacité d'adaptation et de vitalité, mais l'appareil d'Etat est gangrené.

Sans doute la lecture des indicateurs de conjoncture n'incite-t-elle guère à l'optimisme : déficit de la balance des paiements (90 000 milliards de lires) et des échanges extérieurs (10 000 milliards), diminution des réserves en devises (près de 2 milliards de dollars depuis octobre) ; chute de quatre points de la production industrielle par rapport à 1981 ; augmentation du nombre des chômeurs (2,2 millions, soit 10 % de la population active) ; inflation aux alentours de 17 % (contre 16 % prévus). S'ajoute à ces déséquilibres, le déficit chronique des finances publiques qui dépassera, à la fin de l'année, les 80 000 milliards (le « plafond » avait été fixé au début de 1982 à 50 000 milliards).

Cependant, afin d'avoir une vision plus proche de la réalité, ces phénomènes doivent être replacés dans un contexte plus large. C'est le but de plusieurs études, dont le rapport du CENSIS, qui donnent une sorte de radiographie du « pays profond » et des forces vives. Le CENSIS brosse d'abord un tableau de la « conscience collective » des Italiens à la fin de 1982, comparant la société à une « éponge » qui a « tant bien que mal absorbé la crise, les peurs, les différences et les provocations ».

Ce phénomène a deux grandes conséquences. La première est « un évanouissement de toute idée de projet, un recul de l'autorité de l'Etat comme régulateur des comportements collectifs, et une disparition, avec les idéologies, des aspirations de transformer le monde », ce qui a pour corollaire, un retour de la « société invisible », dont la criminalité organisée est un symptôme. La seconde est une « perte de la mémoire et du futur, des références historiques comme de l'enthousiasme pour l'avenir ».

Pourtant, souligne le CENSIS, les traits de la société résistent toujours dans une capacité d'adaptation peu commune qui évite d'en arriver à des situations explosives. Et surtout, ajoute le rapport, les inquiétudes diffuses qu'engendre la détérioration des indicateurs macro-économiques n'entame pas la vitalité et l'initiative

De notre correspondant

d'une classe d'hommes d'affaires « aduite ».

Le CENSIS relève, en outre, certains phénomènes qui lui semblent positifs. Malgré une augmentation continue du chômage et du nombre des travailleurs placés en chômage technique (Cassa integrazione) nécessitant, au risque d'une rupture du système, un retour à une meilleure flexibilité du marché du travail, il souligne l'expansion du secteur tertiaire. Ce secteur emploie désormais 50,90 % de la population active et l'on note une requalification générale des activités de services.

L'économie « immergée »

Encourageant est également un regain de dynamisme des grandes entreprises privées, tant au niveau de la gestion que des ventes et de l'auto-financement. S'ajoutent une modernisation du secteur agricole et surtout une consolidation de l'économie du Mezzogiorno, « malgré la crise de l'acidité de Bagnoli ». Paradoxalement, la structure productive du Sud paraît plus résistante que celle du Nord, comme en témoignent certaines industries qui développent leurs ventes à l'étranger : la mécanique de Bari, les textiles de Barletta, les conserves de la région de Salerno.

Les analyses du CENSIS rejoignent les conclusions d'un colloque qui s'est tenu à Frascati sur l'« économie immergée », appelée aussi l'« économie informelle », celle du deuxième travail. Désormais, cette économie représenterait 20 % du P.N.B., soit en gros 80 000 milliards de lires, alors que jusqu'à présent l'institut des statistiques estimait que l'« économie noire » ne représentait que 10 % du produit national brut.

Le CENSIS, pour sa part, a dressé une carte de ce qu'il nomme le « localisme économique » ; il souligne que, depuis le milieu des années 70, s'est opérée une profonde modification de la géographie productive de la péninsule. Alors que l'on note un « plateau » du dynamisme industriel dans le fameux « triangle du Nord », sont apparus de nouveaux centres de l'économie périphérique (travail noir, second emploi, travail à domicile). Le phénomène est marqué notamment en Toscane, en Émilie-Romagne et dans certaines régions comme les Pouilles. En d'autres termes, le centre du dynamisme productif tend à se déplacer vers le sud et l'est de la péninsule.

Si le CENSIS souligne la vitalité du « pays réel » il constitue en revanche un acte d'accusation pour l'adminis-

tration publique, qui selon lui, n'a joué qu'un rôle d'« amortisseur social », sans améliorer en rien la qualité des services. S'est produite, en réalité ces dernières années, une dilution de l'appareil bureaucratique, mais est devenu surtout l'instrument du clientélisme politique n'ayant plus vocation qu'à se reproduire lui-même : en 1980-1981, sur les 175 000 nouvelles personnes embauchées par les administrations, 48 350 seulement ont passé les examens normaux d'entrée.

La perte de productivité dans les administrations est devenue dramatique : 50,2 % entre 1970 et 1980 dans le secteur de la santé et 71,6 % dans le domaine de l'instruction publique. Désormais, sa bureaucratie, coûte à l'Etat, des sommes supérieures à celles dépensées pour les interventions à fins économiques. Selon un autre rapport consacré aux dépenses sociales, la question fondamentale est moins qu'on dépense trop, mais qu'on dépense mal. Les dépenses sociales représentent 22,9 % du P.N.B. et 58 % du total des dépenses publiques, qui ont augmenté de dix-sept points entre 1954 et 1980 en Italie. L'étude du Censis offre assurément une description pénétrante de la réalité socio-économique italienne dont ne rendent guère compte les statistiques macro-économiques. Ses conclusions et surtout ses prévisions doivent cependant être nuancées : le Censis s'est, en effet, fondé sur les données du premier semestre 1981 ; période relativement bonne. La situation est différente depuis l'été où ont commencé à se détériorer la plupart des indicateurs. Surtout, et cela pour la première fois, tout le tissu de petites entreprises fonctionnant en grande partie sur le « travail noir » semble également touché par la récession : le nombre des faillites augmente (3 316 pour les cinq premiers mois de l'année contre 5 987 pour l'ensemble de 1981) et le chômage tend également à frapper l'économie « immergée ».

Les P.M.E. se trouvent d'autant plus en difficulté que, manquant de fonds propres, elles doivent emprunter et ont par conséquent besoin d'une économie en expansion. Or, le marché financier est paralysé par un loyer de l'argent particulièrement élevé, conséquence d'un déficit budgétaire considérable, représentant 15 % du P.N.B. La plupart des experts estiment que la crise qui se dessine dans les P.M.E. devrait se prolonger en 1983, affectant ainsi l'un des secteurs qui fait la vitalité et la souplesse de la machine productive italienne.

PHILIPPE PONS.

AU MEXIQUE

Les milieux d'affaires reprennent confiance

De notre correspondant.

Mexico. — L'acceptation — rendue publique le jeudi 23 décembre — par le Fonds monétaire international de la lettre d'intention mexicaine a été particulièrement bien accueillie par les milieux d'affaires nationaux. Le M.F.I. accordera donc 3 milliards 960 millions de dollars au Mexique, un chiffre jamais atteint jusqu'alors. Il se décompose ainsi : 1 milliard 300 millions sous forme de droits de tirages spéciaux et 2 milliards 660 millions sous forme de crédit *stand by*, dont le dernier versement s'effectuera en 1985. Deux milliards de dollars seront, en outre, prêtés par les banques officielles de plusieurs pays pour « soutenir le commerce extérieur mexicain ». Enfin, un consortium international a déjà réuni 4 milliards 600 millions de dollars des 5 milliards que le F.M.I. avait demandées à la communauté financière internationale pour venir en aide au Mexique.

« La confiance internationale est revenue », a dit l'un des dirigeants du secteur privé. Pour sa part, le président de la chambre des industries de transformation a déclaré que le patronat y voyait maintenant « plus clair » et que le travail allait pouvoir reprendre.

L'importance objective de l'accord est évidente. Comme toujours, il fait figure de garantie de bonne conduite et facilite toutes les relations entre le Mexique et la communauté financière internationale : négociation de la dette ou obtention de nouveaux prêts (qui ne doivent cependant pas dépasser 5 milliards de dollars en 1983 selon la lettre d'intention). L'accord renforce, d'autre part, la répartition d'un marché libre de devises mis en place « en même temps que la dévaluation » fin décembre. Il contribue à

résoudre le problème fondamental, en ce moment, du manque de liquidités. Un grand nombre d'industries avaient effectivement dû réduire leur rythme d'activités faute de pièces détachées ou de composants habituellement acquis à l'étranger.

Echelle mobile

pour les bas salaires

Mais l'aspect subjectif est peut-être plus considérable encore. Un mois à peine après la prise de fonctions du nouveau président, des représentants des hommes d'affaires aussi bien que certains fonctionnaires internationaux commencent à évoquer publiquement un redressement économique d'ici deux ou trois ans. Même s'ils n'oublient pas de signaler le poids des autres variables tant extérieures (prix du pétrole, stagnation des pays développés) qu'intérieures (inflation, productivité) qui pèsent encore sur le futur.

La trêve de Noël aidant, la gauche est restée silencieuse. Elle sait le besoin de devises du pays mais réprouve presque toujours le principe d'un accord dont elle estime qu'il porte atteinte à la souveraineté nationale. Elle souligne le coût social du programme d'austérité récemment annoncé.

M. Fidel Velásquez, secrétaire général de la Confédération des travailleurs mexicains (base syndicale du système soumis à rude épreuve depuis quelques semaines), a annoncé, le 24 décembre, l'instauration de l'échelle mobile pour le salaire minimum dès 1983. Un caduc de Noël intelligemment choisi, mais qui risque de ne pas convaincre tout le monde.

FRANCIS PISANI.

Au Japon

LE GOUVERNEMENT

ADOpte

UN PROJET

DE BUDGET D'AUSTÉRITÉ

Tokyo. (A.F.P.). — Le gouvernement japonais a adopté samedi 25 décembre le projet de budget pour 1983, le plus austère depuis vingt-huit ans, afin de faire face à l'énorme déficit public et à la baisse des recettes.

Il s'appuie sur des prévisions de croissance de l'économie japonaise évaluées à 3,4 % (contre 3,1 % pour l'année en cours), et sur une stabilisation des prix à la consommation.

Le projet présenté par le ministre des finances pour l'année budgétaire qui débute en avril 1983 atteint un montant total de 50 379,6 milliards de yens (environ 209,6 milliards de dollars), en hausse de 1,4 % par rapport à l'année précédente, soit la plus faible progression depuis l'année budgétaire 1955.

Mais ce projet ne prendra sa forme définitive que le 31 décembre, au terme d'ultimes discussions avec les départements ministériels. Des divergences subsistent notamment à propos du budget de la défense, le ministère concerné réclamant une augmentation supérieure aux 5 % qui sont proposés par le ministre des finances.

D'autre part, le gouvernement japonais a adopté, ce même samedi, de nouvelles mesures d'ouverture du marché intérieur qui prévoient un abaissement des tarifs douaniers sur le tabac, le chocolat, les biscuits et une cinquantaine de produits agricoles. Cette nouvelle liste portera à plus de trois cents le nombre des articles qui bénéficieront d'une réduction de droits à partir du 1^{er} avril prochain. D'autres dispositions pourraient être envisagées à la mi-janvier.

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. LE SEXE DU CERVEAU : « Chacun de nous est une femme », par André Languey ; « Glorifier la différence », par le Dr Escoffier-Lambiotte ; « Les gènes et l'intelligence », par Albert Joscuard.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
- ÉTATS-UNIS : Un rapport de la C.I.A. fait état du développement régulier de l'économie soviétique.

3. ASIE
- AFGHANISTAN : La résistance reconnaît avoir subi récemment plusieurs revers.

4. EUROPE
- GRÈCE : M. Papandréou autorise le rapatriement des exilés de la guerre civile 1944-1949.

- 4.5. AFRIQUE
- La Mauritanie dans l'adversité (II) par Paul Balta.

5. PROCHE-ORIENT
- Le début des négociations israélo-libanaises.

UNE SEMAINE
AVEC LE LIBAN

- 6-7. Fayrouz, ou le chant contre la haine.
- Le carnet de route de Dominique Pouchin.

POLITIQUE

8. Après la mort de Louis Aragon.

SOCIÉTÉ

9. JUSTICE : La violence en prison.
10. SCIENCES : L'ordinateur, « homme de l'année ».
- ÉDUCATION : Un entretien sur la réforme du système éducatif avec le Père Madelin.
- MÉDECINE : Le personnel soignant en cancérologie souffre d'une formation insuffisante.
15. SPORTS : Point de vue : « L'argent du champion », par Bernard Destremau.

LE MONDE
DE
L'ÉCONOMIE

- 11 à 14 L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 1982 : La poursuite des déficits et les menaces de faillites ; Le recul de l'inflation et le prolongement de la crise ; Stagnation ou baisse des niveaux de vie.

CULTURE

17. MUSIQUE : Janacek et Szymanowski au Festival d'art sacré.
- EXPOSITIONS : Les cent ans de l'Hôtel de Ville.
- DANSE : Casse-Noisette à l'Opéra.
- COMMUNICATION : En Grande-Bretagne, l'indépendance des chaînes de radio et de télévision est solidement établie.

ÉQUIPEMENT

20. ENVIRONNEMENT : Les crues en Ile-de-France au rendez-vous de l'hiver.
22. AUTOMOBILE : Chez Lande : La Prisma et la Delta G.T.

ÉCONOMIE

23. AFFAIRES : Le marché du vin de table aux États-Unis.
- ÉTRANGER : En Italie, l'Est et le Sud sont désormais plus dynamiques que le Nord.
24. ÉNERGIE : Point de vue : « L'Occident doit soutenir l'Arabie Saoudite », par Charles de Chambrun.

- SOCIAL
RADIO-TÉLÉVISION (19)
INFORMATIONS
SERVICES (16)
- Journal officiel : Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (21-22) : Carnet (22) ; Ordre du Mérite (15) ; Programmes des spectacles (18) ; Marchés financiers (27).

LATREILLE
SOLDES ANNUELS
à tous nos rayons
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél. 329.44.10
PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

A B C D E F G

La France et la Chine ont signé un accord de
coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire

La coopération franco-chinoise en matière nucléaire progresse. L'agence Chine nouvelle a annoncé jeudi 23 décembre que le gouvernement avait officiellement approuvé le projet de construction d'une centrale équipée de deux réacteurs nucléaires de 900 mégawatts chacun dans la province de Guangdong, dans le sud du pays, projet pour lequel les groupes français Framatome et Alstom sont en concurrence internationale.

On a appris par ailleurs, de source chinoise, qu'un protocole d'accord de coopération générale dans le domaine de l'énergie nucléaire avait été signé le 22 novembre entre la Chine et le Centre d'études atomiques (C.E.A.) français.

Bien que cet accord général n'ait en principe aucun lien avec le projet de construction d'une centrale dans la province de Guangdong, il accroît les chances des groupes français

d'emporter ce contrat d'une valeur totale de plus de 10 milliards de francs (Le Monde du 23 novembre).

Le protocole d'accord de coopération générale, conclu pour deux ans renouvelables, a pour but d'aider la Chine à mettre au point sa propre technologie nucléaire. Le C.E.A., par l'intermédiaire de sa filiale Technicatome, fournira à la Chine une aide pour la recherche et le développement de réacteurs à eau pressurisée (P.W.R.) - technologie d'origine américaine développée en France, - de petite puissance (300 à 600 mégawatts). Le C.E.A. apportera également son appui dans le domaine de la sûreté des réacteurs, de la technologie du sodium, de la géologie et du traitement du minerai d'uranium et des radio-éléments.

Les détails pratiques de cette coopération - échanges de techniciens, redevances éventuelles, etc. - feront l'objet d'accords particuliers.

Les relations franco-soviétiques
sont « un modèle »

selon l'ambassadeur de l'URSS

M. Tchervonenko, ambassadeur de l'U.R.S.S., qui va quitter Paris, où il a passé près de dix ans, a déclaré dans une émission diffusée dimanche 26 décembre par TF 1 que les relations franco-soviétiques « représentent un modèle de rapports entre deux États sur la base des principes de la coexistence pacifique ». M. Tchervonenko a fait cette déclaration après l'annonce par M. Cheysson, ministre des relations extérieures, qu'il se rendrait à Moscou prochainement (Le Monde du 25 décembre).

L'ambassadeur a également déclaré : « Nous espérons qu'en cette période troublée, nos deux pays pourront encore apporter leur contribution à l'évolution de la situation en Europe, au succès de la conférence de Madrid - nouvelle étape importante sur la voie de la détente - et aboutir à la convocation d'une conférence sur les mesures de confiance et le désarmement en Europe ».

« Un choix pour l'Europe »

Interrogé sur les accusations portées par l'ambassade soviétique à Paris contre les médias français, M. Tchervonenko a déclaré : « que la vie en U.R.S.S., ses réalités quotidiennes, sa politique étrangère sont souvent l'objet de déformation et même parfois de désinformation ». Selon lui chaque journaliste doit travailler « au renforcement de la confiance mutuelle de la coopération et de l'amitié entre les deux peuples et non pas semer la méfiance et la suspicion ».

M. Tchervonenko, qui a été reçu la semaine dernière par MM. Mitterrand et Cheysson, fait, ce lundi,

une visite d'adieu à M. Mauroy, premier ministre.

L'agence Tass, d'autre part, a appelé samedi l'Europe occidentale à ne pas se soumettre au « diktat » de Washington. Sous la signature de l'« observateur politique » Vladimir Semov, l'agence soviétique écrit : « L'Europe de l'Ouest doit faire actuellement un choix extrêmement important qu'elle n'a, probablement, jamais fait dans son histoire. Ou bien elle permettra à Washington de se laisser entraîner dans la voie fautive de confrontation avec le monde du socialisme, dans la voie de la course effrénée aux armements et d'exacerbation des conflits capables de provoquer une conflagration nucléaire mondiale, ou bien, prenant conscience de son rôle historique et de sa responsabilité, elle s'engagera sur l'unique voie raisonnable : la voie de renforcement de la détente et de la coopération pacifique réciproquement avantageuse ».

L'agence rend hommage à M. Mitterrand qui, souligne-t-elle, a rejeté l'idée qu'une puissance étrangère puisse « gérer la politique économique et commerciale » de la France, cette attitude reflétant « à bien des égards la position des autres États ouest-européens ».

De son côté, la Pravda dénonce, ce lundi, l'absence de réaction « sérieuse » de Washington aux propositions de réduction des armements nucléaires en Europe formulées par M. Andropov le 21 décembre (Le Monde du 22 décembre). Sous le titre : « A Washington de répondre », la Pravda déclare que « la porte de l'entente ouverte par l'Union soviétique - ne doit pas être irresponsablement fermée » par les États-Unis.

Au Sénégal

Manifestation à Ziguinchor

en faveur de l'indépendance de la Casamance

Dakar (A.F.P.). - Quelques centaines de personnes manifestant en faveur de l'indépendance de la Casamance ont tenté, dimanche 26 décembre, d'amener les drapeaux sénégalais des bâtiments officiels de Ziguinchor, chef-lieu de cette région méridionale du Sénégal.

Selon des informations non confirmées, une dizaine de personnes auraient été légèrement blessées au cours d'affrontements avec la police, qui a utilisé des grenades lacrymogènes et procédé à un certain nombre d'arrestations.

A Dakar, un tract réclamant l'indépendance de la Casamance a été

■ Collision ferroviaire aux Pays-Bas : un mort, plusieurs blessés. - Une personne a été tuée et plusieurs autres ont été blessées dans une collision ferroviaire, lundi matin 27 décembre, aux Pays-Bas. Ce sont deux trains de voyageurs qui sont entrés en collision. Il s'agit du train international reliant le port de Hock-Van-Holland (où arrivent les car-ferris en provenance de Grande-Bretagne) à Copenhague, et d'un train omnibus La Haye-Rotterdam.

Des informations circulant à Dakar indiquent que le mouvement - dont l'importance paraît limitée - serait organisé par des groupes d'intellectuels profitant, pour exprimer leurs revendications, de la proximité des élections générales au Sénégal, prévues pour le 27 février prochain, et de la pleine saison touristique, qui amène de nombreux étrangers dans cette région.

En juillet dernier déjà, de violents désordres avaient eu lieu en Casamance, près de la frontière de la Guinée-Bissau. Une quinzaine de personnes avaient alors trouvé la mort au cours de règlements de comptes entre ethnies, ayant pour origine, semble-t-il, des questions de terres. D'autre part, certains politiciens ont, depuis vingt ans, tenté d'utiliser l'irrésistible casamancais à des fins partisans.

La DATAR annonce la création
de 8 700 emplois nouveaux

Réuni le 24 décembre sous la présidence de M. Bernard Attali, délégué à l'aménagement du territoire, et représentant de M. Michel Rocard, le Comité interministériel pour les aides à la localisation des activités (CIALA) a arrêté une série de mesures financières permettant la création de 8 700 emplois nouveaux, pour une quarantaine de projets d'investissement. Regroupant plusieurs hauts fonctionnaires, ce comité a pour mission de décider le niveau des primes de l'État, qui peuvent être attribuées aux entreprises créant des emplois dans les zones les plus touchées par la crise. La principale de ces aides qui relève du CIALA est la prime d'aménagement du territoire (PAT) qui peut, dans les zones les plus « sensibles », atteindre 50 000 francs par emploi.

Institué il y a cinq mois, le CIALA examine les projets d'investissements industriels supérieurs à 25 millions de francs ou bien les projets de développement des entreprises qui font un chiffre d'affaires

supérieur à 500 millions de francs. Il est aussi compétent pour les investissements du secteur tertiaire (bureaux, laboratoires) et les centres de recherche. Les autres dossiers - huit sur dix - sont traités et décentralisés au niveau des régions.

Les décisions prises vendredi concernent la création - étalée sur trois ans - de 6 900 emplois nouveaux dans l'industrie, 560 emplois dans le secteur tertiaire et deux opérations de décentralisation, notamment d'E.D.F., pour 1 250 postes de travail.

Les dossiers les plus importants sont les suivants : la reprise de Japy (matériel de cuisine), à Saint-Dizier (Haute-Marne), 180 emplois ; la création de Textel (textile), à Saint-Dié (Vosges), 300 emplois (Le Monde daté 26-27 décembre) ; une extension des verreries du Courval, à Hodeng-au-Bosc (Seine-Maritime), 180 emplois ; une importante extension des conserveries Paulin, en particulier à Douarnenez (Finistère), 260 emplois ; la création d'un établissement de la Compagnie générale d'informatique, à Lille, 50 emplois ; le développement de Recta (banque de données), à Strasbourg, 78 emplois ; l'extension de la Sochata (réparation de réacteurs), à Châtelleraut (Vienne), 85 emplois.

L'ensemble des aides publiques pour ces quarante dossiers atteint environ 200 millions de francs.

Une élection
municipaleMORBIHAN : Guer (2^e tour).

Inscr., 3 922 ; vot., 1 543 ; suffr. expr., 1 502. Liste d'union pour le développement communal, MM. Pierre Lefort, 942 voix et Maurice Orléon, 875 ; deux sièges ; liste de gauche (tendance socialiste), MM. Pierre Reto, 594, et Jean-Marie Chadouteau, 536.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal après les décès du maire, Joseph Coudray, et de son adjoint, Marcel Belfanger, tous deux modérés. Au premier tour de scrutin, MM. Lefort et Orléon, également modérés, avaient respectivement obtenu 949 et 883 voix, soit plus que la majorité absolue des 1 609 suffrages exprimés. Mais leur score n'étant pas moins égal au quart des 3 922 inscrits, ils n'avaient pu être déclarés élus. De leur côté, MM. Reto et Chadouteau avaient recueilli 686 et 624 suffrages.

Le précédent scrutin organisé en 1979 à la suite de la dissolution du conseil municipal, s'était soldé par l'élection de vingt-deux candidats de la liste menée par Joseph Coudray et d'un conseiller démissionnaire, M. Belfanger.

■ M. François Léotard, secrétaire général du P.R., dans une interview publiée par le Quotidien de Paris du 27 décembre, estime que 1983 « a été une année de régression du pluralisme politique en France ». Pour la campagne électorale municipale, il propose une rencontre des responsables politiques - « peut-être en présence des directeurs de l'information des chaînes radio-télévisées - pour définir un code de bonne conduite », qui permettrait à celui qui est agressé de répondre.

Après avoir estimé que les propositions de M. Savary en vue d'unifier le système éducatif constituent « une très grosse faute », M. Léotard souhaite que l'U.D.F. discute de sa propre réforme avant les municipales, et indique que si M. Lecanuet renonçait à la présidence de l'U.D.F., M. Jean-Claude Gaudin, actuel président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, serait « la seule personne » susceptible d'occuper cette fonction.

■ Le Quotidien de Paris, daté du 27 décembre, publie un sondage réalisé par l'IFRES entre les 16 et 21 décembre auprès de mille personnes. Selon cette enquête, 52 % des personnes interrogées « croient » que le socialisme « peut marcher en France », et 42 % sont d'un avis contraire. 19 % estiment que le socialisme « marche » déjà, 37 % qu'il « ne marche pas encore » et 38 % qu'il « ne marche pas » du tout.

LA DÉCRUE S'AMORCE
DANS TOUTE LA FRANCE
SAUF DANS
LA RÉGION DE ROUEN

La décrue amorcée, samedi 25 décembre, s'est confirmée dimanche et devrait continuer toute la semaine. A Paris, la Seine descend lentement et les voies sur berges pourraient être rouvertes à la circulation d'ici à quatre jours. On doit s'attendre cependant à une légère remontée des eaux, au moment où il faudra vider, en partie, les barrages-réservoirs qui ont permis d'écrêter la crue (lire notre dossier sur les inondations en Ile-de-France page 20).

Recul des eaux dans le reste de la France également. Dans les départements sinistrés des deux Charentes, Haute-Saône, Ain et Saône-et-Loire, les plans Orsec n'ont toutefois pas encore été levés. En Indre-et-Loire, dans la Vienne, la Côte-d'Or, la Sarthe, l'Ille-et-Vilaine et l'Oise, les eaux sont redescendues au dessous de la cote d'alerte. La décrue est plus lente en amont de Lyon et en aval de Rochefort en raison d'un fort nivellement des eaux et de la saturation des sols.

Dans la région de Rouen, en revanche, on a mis en place un important dispositif de secours en prévision d'une montée des eaux qui devrait culminer le jour de la Saint-Sylvestre. Des inondations pourraient avoir lieu sur plus de 100 kilomètres, en raison d'un fort débit du fleuve en aval et de la grande marée d'équinoxe de ce 27 décembre.

UN DÉCRET AU « JOURNAL OFFICIEL »

« Clarification » à la D.S.T.

La Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.), l'un des services de contre-espionnage français, se veut un peu plus transparente. Le Journal officiel du 26 décembre publie en effet un décret fixant les attributions de ce service, signé par le président de la République, le premier ministre, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation et le secrétaire d'État chargé de la sécurité publique. Dans son article premier, le nouveau décret indique : « La Direction de la surveillance du territoire a compétence pour rechercher et prévenir, sur le territoire de la République française, les activités inspirées, engagées ou soutenues par des puissances étrangères, et de nature à menacer la sécurité du pays, et, plus généralement, pour lutter contre ces activités ».

« A ce titre, la Direction de la surveillance du territoire exerce une mission se rapportant à la défense ».

En un sens, ce décret (n° 82-1100) n'apprend rien de neuf. Ou plus exactement, c'est sa publication qui est une nouveauté. Jusqu'à présent, les décrets et textes concernant le champ des activités de la D.S.T. étaient en

effet classifiés « secret-défense ». Le décret de 1964 n'a jamais été rendu public alors qu'il définit la vocation de la D.S.T.

De source sûre, on indique que le nouveau décret est un texte de synthèse qui « globalise » des décrets existants, des « bouts de textes », jamais publiés. Le nouveau décret répond donc à un souci d'harmonisation et de clarification. An-déjà, il répond aussi à une volonté de transparence minimale. Le gouvernement, au mois d'avril, avait également fait publier au Journal officiel un décret concernant la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.). Ce décret soulignait que la D.G.S.E. est chargée des missions « hors du territoire national » (Le Monde du 6 avril).

Pour ce qui concerne la D.S.T., elle agit « sur le territoire de la République française ». C'est une réaffirmation. Une manière de mettre les points sur les « i ». La D.G.S.E. et la D.S.T. se sont ainsi vu, tout à tour, rapatrier leurs compétences territoriales. Les agents de la D.S.T. relèveront aussi que leur mission se rapporte « à la défense ». - L. G.

LE MINISTRE YUGOSLAVE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
EN VISITE À PARIS
LE 5 JANVIER

M. Lazar Mojsov, secrétaire fédéral (ministre) yougoslave aux affaires étrangères, viendra en visite officielle en France du 5 au 7 janvier. Cette visite fait suite à celle que M. Gutmann, secrétaire général du Quai d'Orsay, a faite à Belgrade les 20 et 21 décembre. Il avait été notamment reçu par M. Draganc, vice-premier ministre, et M. Mojsov.

LA BAISSÉ DU DOLLAR
CONTINUE : 6,76 F

La baisse du dollar sur les marchés des changes, amorcée depuis plusieurs semaines, a continué au lendemain des fêtes de Noël, le cours de la monnaie américaine revenant, à Paris, de 6,81 F le 23 décembre (dernière cotation officielle), à 6,76 F, lundi 27 décembre, et, à Francfort, de 2,40 DM à 2,38-40 DM. Le cours du franc suisse, qui avait été ramené à 2,35, passant de 2,330 F à 2,330 F.

Le numéro du « Monde » daté 26-27 décembre 1982 a été tiré à 394 277 exemplaires.

CHAQUE SEMAINE
FAITES VALIDER VOS BULLETTINS
CHEZ TOUS LES DÉPOSITAIRES
PORTANT L'ENSEIGNE LOTO



c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

aramis
Chemisier - Habilleur
SOLDE
sa collection de grand luxe
36 rue du Faubourg St Honoré Paris